GSMA



Le rôle de la technologie mobile dans le dynamisme de l’ économie numérique au Nigeria

Un partenariat entre les fournisseurs de services mobiles et le gouvernement pour soutenir la croissance et la prospérité futures du Nigeria

Copyright © 2024 GSMA

GSMA

La GSMA est une organisation mondiale qui unifie l'écosystème mobile pour découvrir, développer et livrer des innovations fondamentales pour des environnements d'affaires positifs et un changement sociétal. Notre vision est de libérer toute la puissance de la connectivité afin que les personnes, l'industrie et la société prospèrent. Représentant les opérateurs mobiles et les organisations de l'écosystème mobile et des industries adjacentes, la GSMA répond à ses membres trois grands piliers : la connectivité pour le bien, les services et solutions industriels et la sensibilisation. Cette activité inclut la promotion des politiques, la lutte contre les plus grands défis sociétaux actuels, le soutien à la technologie et à l'interopérabilité qui rendent le mobile fonctionnel, ainsi que la fourniture de la plus grande plateforme mondiale pour mobiliser l'écosystème mobile lors des séries d'événements MWC et M360.

Nous vous invitons à en savoir plus sur www.gsma.com

Suivez la GSMA sur Twitter/X : @GSMA

Through Line Advisors

Through Line Advisors a été créé en 2022 pour réunir un groupe d'experts conseillers qui – bien qu'ils viennent de domaines différents – s'engagent tous à fournir la plus haute qualité de travail pour ses clients. L'entreprise possède une expertise en économie, finance et stratégie dans un très large éventail de secteurs et de situations. Tous ceux qui travaillent chez Through Line ont une concentration exclusive sur la fourniture des meilleurs conseils possibles aux clients.

Email : info@throughlineadvisors.com

Téléphone : +44 (0) 203 813 0976

Droits d'auteur via Line Advisors Ltd.
85 Great Portland Street
London W1W 7LT

Auteurs :

Matthew Harrison Harvey
Daniel Pate
Gaia Penteriani
Mark Williams
Angela Wamola, Responsable de l'Afrique subsaharienne, GSMA
Caroline Mbugua, Directrice principale, Politiques publiques et Communication, GSMA Kamal Tamawa, Directrice, Services du spectre et de l'industrie, GSMA

Table des matières

1. Résumé exécutif et messages clés **2**

Digitalisation is one of the Nigerian Government's key strategies to achieve the country's socio-economic objectives 2

2. Le développement économique et la transformation numérique du Nigeria **7**

A. Défis économiques auxquels le Nigeria est confronté 8

B. La stratégie économique du Nigeria 10

C. La stratégie économique du Nigeria 12

3. Le rôle des télécoms dans le soutien à l'économie nigériane Développement **13**

A. La contribution du secteur numérique à l'économie nigériane 14

B. Le rôle du secteur mobile dans l'augmentation de la base fiscale et la rationalisation des dépenses publiques 15

C. Utiliser les technologies numériques pour transformer le gouvernement et les prestations des services publics 17

D. Augmenter la productivité grâce à l'utilisation des technologies numériques 19

4. Le secteur des télécommunications au Nigeria **34**

A. Le secteur des télécommunications au Nigeria 35

B. Défis auxquels est confronté le secteur des télécommunications 43

C. Modéliser les développements futurs dans le secteur des télécommunications 53

5. Analyse de politique **54**



1. Résumé exécutif et messages clés

La numérisation est l'une des stratégies clés du gouvernement nigérian pour atteindre les objectifs socio-économiques du pays.

Le Plan stratégique 2023–2027 du Ministère fédéral des Communications, de l'Innovation et de l'Économie Numérique (FMCIDE) définit une ambition claire de numérisation et propose un programme et un ensemble complets de cibles.[1] Cela reconnaît le rôle que la numérisation peut jouer dans la croissance économique, la création d'emplois et l'augmentation des recettes fiscales dans l'ensemble de l'économie.

L'adoption des technologies numériques par les particuliers et les entreprises a démontré qu'elle augmente la productivité et augmente les revenus des ménages.

Les consommateurs nigérians bénéficieraient d'une adoption et d'une utilisation accrues des technologies numériques. Plus le taux d'adoption du numérique au Nigeria sera rapide, plus le pays bénéficiera rapidement et de manière étendue de ces effets.

1 Voir le Plan stratégique du Ministère des Communications, de l'Innovation et de l'Économie Numérique pour le https://fmcide.gov.ng/wp-content/uploads/2023/11/blueprint.pdf 2027 https://fmcide.gov.ng/wp-content/uploads/2023/11/blueprint.pdf. Il est également à noter que l'économie numérique était un pilier clé du manifeste APC 2023 du gouvernement élu : Plan d'action pour un meilleur Nigeria, p. 49 – 52,

Le secteur des télécommunications est un contributeur majeur à l'économie du Nigeria et fournit les bases du processus de transformation numérique.[2]

Le secteur des télécommunications mobiles représentait 13,5 % du PIB total en 2023, incluant la valeur ajoutée directe des industries TIC plus larges et l'impact de la secteur pour améliorer la productivité des autres secteurs. Globalement, la contribution totale du secteur mobile au PIB est estimée à 33 trillions de NGN en 2023, avec 2,4 billions de NGN de recettes fiscales.[3]

Une économie numérique réussie aurait un impact matériel sur l'économie du Nigeria à l'avenir 3 à 5 ans. On estime que la croissance de la numérisation dans l'agriculture, la fabrication, les transports, le commerce et le gouvernement entraînera une augmentation du PIB d'environ 2 points de pourcentage d'ici 2028. Cela créerait également près de 2 millions d'emplois et permettrait de lever 1,6 billion de NGN supplémentaires en recettes fiscales.

Améliorer l'environnement politique grâce aux initiatives décrites dans ce rapport stimulerait la croissance et le développement du secteur et de l' économie dans son ensemble. Cela renforcerait la couverture et l'adoption du haut débit mobile, entraînant 15 millions d'utilisateurs internet supplémentaires d'ici 2028.

Le secteur mobile fait face à de grands défis dans plusieurs domaines de son activité.

La performance financière de l'industrie mobile au Nigeria a ralenti ces dernières années après une longue période de croissance soutenue.[4] Elle fait face à un certain nombre de défis majeurs :

- La performance financière globale du secteur ces dernières années n'a pas été suffisante pour soutenir la nature très capitalistique de l'entreprise.
- Les revenus à Naira ont cessé de croître à mesure que le nombre d'abonnés a augmenté. La baisse des ARPU indique une pression sur les prix et une baisse de l'utilisation moyenne.
- Les coûts d'exploitation ont considérablement augmenté au cours de la période récente. Le principal facteur de cela a été l'augmentation du coût de l'électricité pour les sites due à la hausse rapide du prix du carburant, ainsi que la hausse des coûts de conformité fiscale à cause de la structure fiscale complexe et chevauchante du pays, ainsi que la demande accrue de devises due aux obligations contractuelles de déploiement libellées en USD.
- Le coût de construction et d'exploitation des réseaux à fibre optique a augmenté en raison de la difficulté et du coût d'obtention des droits de passage (RoW) auprès des autorités étatiques et du très grand nombre de coupures de fibre, principalement causées par des travaux de construction et des actes de vandalisme.[5]
- À la base de ces tendances en matière de revenus et de coûts d'exploitation se trouve la détérioration de la situation macroéconomique au Nigeria. Les niveaux élevés d'inflation ont fait grimper le coût de nombreux intrants dans les activités des fournisseurs de services mobiles.

Les fournisseurs de services mobiles doivent générer suffisamment de revenus pour couvrir leurs coûts d'exploitation et soutenir ce niveau d'investissement à moyen terme. Si cela s'ils ne se réalisent pas, ils risquent de réduire soit les dépenses d'investissement, soit les dépenses d'exploitation, ou les deux. Cela entraîne un rétrécissement du secteur, ce qui conduit à une qualité de service inférieure aux abonnés et à des retards dans l'expansion de la couverture.

À court terme, cela entraînerait une réduction du montant des recettes fiscales générées par le secteur. À moyen terme, un ralentissement de l'adoption numérique éliminera tous les gains de productivité et les améliorations de la prestation de services liés à la numérisation.

2 ICT signifie Technologies de l'Information et de la Communication et est un terme courant depuis deux décennies. De plus en plus, on parle aussi de numérique. .

3 Voir la section 3A pour une explication plus détaillée de cette estimation.

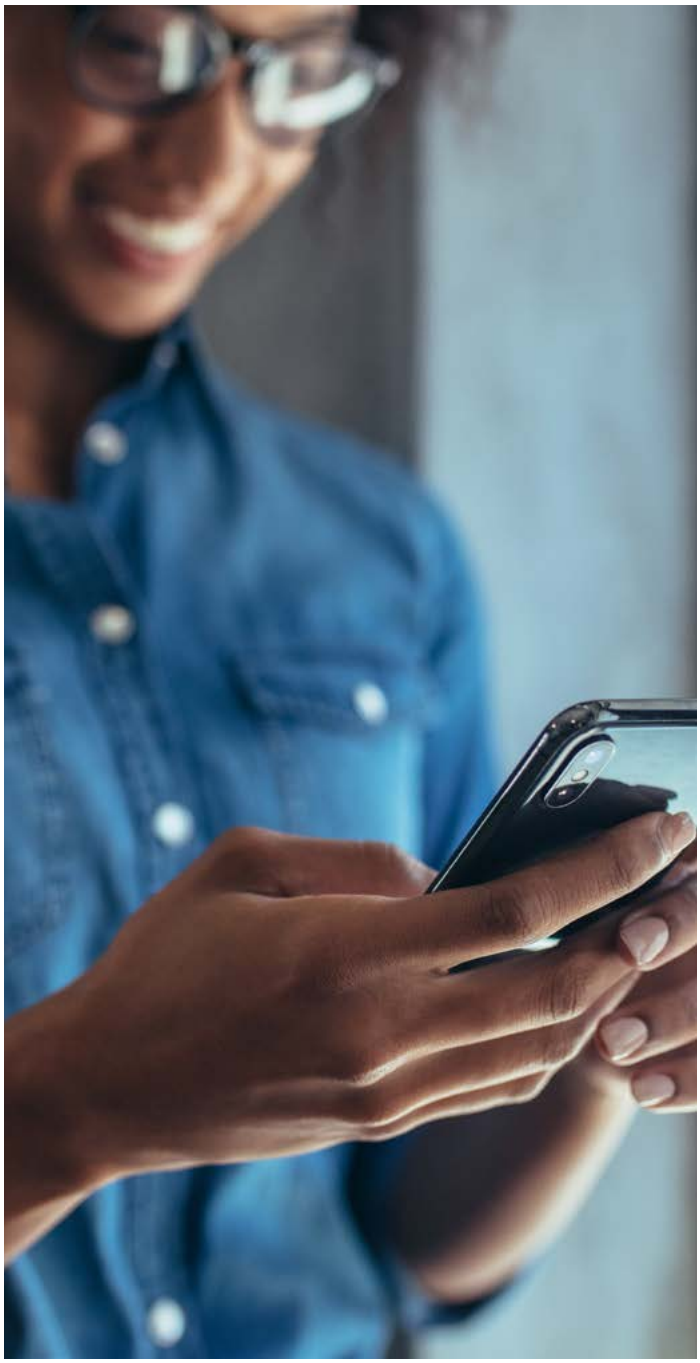
4 MTN Nigeria a annoncé une perte de 137 milliards de Naira pour la période centrée le 31 décembre 2023, en baisse par rapport à un bénéfice de 348 milliards de Naira en 2022, et a également annoncé des pertes forex pour le premier trimestre 2024 (https://nairametrics.com/2024/04/30/mtn-nigerias-net-forex-losses-rises-to-staggering-n1-39-trillion/). Le bénéfice d'exploitation d'Airtel a diminué de 7 % entre 2022 et 2023, malgré une augmentation du nombre d'abonnés et des ARPU à plat (résultats Airtel Africa plc pour l'exercice clos le 31 mars 2023 au 11 mai 2023 ; p. 14).

5 Article Techcabal du 19 avril 2024 : « 27 milliards d'euros de pertes pour MTN et Airtel dues à des dommages et à la réparation de coupes de fibre l'année dernière ». Le Nigeria criminalisera les dégâts causés par la fibre après avoir causé une perte de 27 milliards d'euros (techcabal.com)

Le secteur bénéficierait en outre d'un environnement politique et réglementaire qui prenne en compte l'impact sur les finances et la durabilité opérationnelle des prestataires de services.

Les décisions sur des questions telles que les taxes, les frais réglementaires, les redevances de spectre, les droits de douane et d'autres charges gouvernementales ont toutes un impact sur ce sujet. Dans en particulier, l'approche actuelle de régulation des tarifs mobiles de gros et de détail par la Commission nigériane des communications (NCC)[6] ne permet pas d'ajuster les tarifs pour refléter le coût changeant des intrants dans les entreprises et faciliter l'investissement dans une meilleure couverture réseau et une meilleure qualité de service. Selon les normes internationales, l'approche du NCC en matière de régulation des tarifs de détail n'est pas considérée comme une pratique standard.[7]

En plus de la viabilité financière de l'industrie, des progrès supplémentaires sur le plan national la stratégie de numérisation pourrait être élaborée par un partenariat entre le secteur et le gouvernement. Le secteur peut contribuer de manière spécifique aux initiatives stratégiques du Gouvernement. Le gouvernement, le NCC, ainsi que tous les ministères et autorités réglementaires fédéraux et étatiques peuvent, à leur tour, soutenir le secteur pour qu'il concrétise ces initiatives. Cela peut être réalisé en améliorant l'environnement réglementaire du secteur et son climat d'investissement. Ensemble, cela soutiendra davantage les objectifs du gouvernement en matière d'économie numérique.



6 Voir l'article 108 de la Loi sur les communications nigérianes, Règlements du NCC sur les pratiques de concurrence.

7 De nombreux pays, dans le monde, adoptent un cadre réglementaire qui favorise la concurrence des marchés et protège les consommateurs, en s'attaquant aux comportements anticoncurrentiels et aux barrières à la concurrence. Les régulateurs effectuent des examens périodiques du secteur et, le cas échéant, appliquent une régulation proportionnée pour traiter les dommages potentiels qui pourraient en découler. Dans ce contexte, les régulateurs concentrent la régulation tarifaire uniquement sur les services de gros tels que la terminaison d'appel, généralement fixés à des tarifs orientés vers les coûts. Des examens périodiques de ces tarifs de gros garantissent qu'ils reflètent le coût de la fourniture de ces services réseau. Cette disposition permet aux opérateurs de fixer les prix de détail de manière à refléter à la fois les coûts et les forces du marché : voir GSMA | Politique de concurrence | Politiques publiques ; Voir le chapitre 2 Manuel de réglementation numérique (itu.int).

Grâce à ce partenariat, les prestataires de services proposent de soutenir le gouvernement dans la réalisation de ses objectifs d'économie numérique, mais demandent également des changements de politique au gouvernement.

Comment les prestataires de services peuvent soutenir le gouvernement dans la réalisation de ses objectifs d'économie numérique

Investissement continu dans les infrastructures de communication à haute capacité, y compris les réseaux 4G et 5G ainsi que l'infrastructure des câbles en fibre optique

Les prestataires de services continueront d'investir dans les infrastructures numériques pour soutenir l'économie numérique au Nigeria, à condition que l'environnement économique et réglementaire s'améliore de manière à soutenir un investissement durable.

Développement et participation à des partenariats public-privé sur des programmes de services et d'applications publics numériques

Ces paiements peuvent être intégrés aux paiements numériques, notamment le gouvernement électronique, l'éducation, la santé, les villes intelligentes et la sécurité. Une approche réglementaire de type bac à sable devrait être adoptée pour ces services.[8]

Conception et mise en œuvre d'applications numériques pour soutenir le développement du secteur privé et la formalisation de l'économie

Les prestataires de services peuvent soutenir l'adoption des technologies numériques dans le secteur privé grâce à leurs relations commerciales avec toutes les entreprises du Nigeria, des grandes entreprises aux micro-entrepreneurs. Une approche réglementaire de type bac à sable devrait être adoptée.

Complétée par la numérisation des processus d'enregistrement gouvernemental, cela accélérera la transformation numérique et soutiendra le processus de formalisation de l'économie ainsi que l'élargissement de la base fiscale.

Fourniture d'une qualité de service (QoS) améliorée

Le secteur reconnaît que la livraison d'une QoS élevée est non négociable. La réalisation de cela doit principalement se faire par les forces du marché. Cependant, le secteur pourrait bénéficier d'une consultation NCC avec les prestataires de services sur une stratégie visant à améliorer la qualité de service que bénéficient les clients, incluant une évolution progressive d'un cadre QoS à un cadre de qualité d'expérience (QoE), ainsi qu'un plan d'action pour relever les obstacles sous-jacents à la QoS et à la QoE.

8 Les bacs à sable réglementaires ne sont généralement pas soumis à l'ensemble du régime réglementaire, bénéficient d'une plus grande orientation réglementaire et sont soumis à des délais et des modalités définis par l'autorité de régulation. Similaire à celui lancé l'an dernier par la Banque centrale du Nigeria pour la fintech. Voir pages 20 – 21 du Manuel de réglementation numérique (itu.int). Voir https://documents1.worldbank.org/curated/en/912001605241080935/pdf/Global-Experiences-from-Regulatory-Sandboxes.pdf les expériences mondiales de la Banque mondiale dans le rapport Regulatory Sandboxes : https://documents1.worldbank.org/curated/en/912001605241080935/pdf/Global-Experiences-from-Regulatory-Sandboxes.pdf https://documents1.worldbank.org/curated/en/912001605241080935/pdf/Global-Experiences-from-Regulatory-Sandboxes.pdf. Voir le bac à sable réglementaire des marchés de capitaux au Kenya Voir le bac à sable réglementaire de la Banque centrale du Nigeria Accueil | Bac à sable réglementaire (cbn.gov.ng)

Les changements de politique que le secteur demande afin de pouvoir apporter son soutien aux objectifs du gouvernement en matière d'économie numérique.

Mise en œuvre de la législation sur les infrastructures nationales critiques

L'article 3(1) de la loi sur la cybercriminalité de 2024 confère au Président le pouvoir de désigner certains systèmes informatiques, et/ou réseaux, comme constituant une infrastructure nationale d'information critique, par décret publié dans le Journal officiel fédéral, sur recommandation du conseiller à la sécurité nationale. Cela doit être priorisé et accéléré pour sa mise en œuvre et sa mise en œuvre.

Simplification et amélioration du processus de tarification et d'administration des RoW, harmonisés à travers le pays

- Toutes les autorités gouvernementales (aux niveaux national et infranational) devraient appliquer la redevance nationale maximale de 145 Naira par LSQM, adoptée par le Conseil économique national (NEC) pour le déploiement de la fibre dans tous les États du Nigeria.
- Il devrait y avoir un point de contact unique dans chaque État pour le processus de demande de RoW.
- La durée du processus d'approbation doit être numérisée et limitée à un mois maximum.

Simplification and reduction of the tax burden on the mobile sector

Reconnaissant l'important travail mené par le Comité présidentiel sur la politique budgétaire et la réforme fiscale, il est recommandé qu'un examen complet du niveau et de l'impact de la fiscalité sur le secteur ainsi que des objectifs du gouvernement en matière d'économie numérique soit entrepris. Cela inclut la réduction à un système fiscal à un chiffre, comme récemment l'a demandé le Président, ainsi que d'autres recommandations faites par la soumission de l'Association des Opérateurs de Télécommunications Agréés du Nigeria (ALTON) au Comité en septembre 2023.[9]

Adapter un environnement réglementaire qui favorise davantage l' investissement durable et bénéficierait aux clients, au gouvernement et à l'économie au sens large

- Modifier la base de facturation des frais de spectre de USD à Naira ;
- Supprimer les réglementations de contrôle des prix tarifaires de détail et concentrer la réglementation tarifaire sur les services de gros tels que l'interconnexion. En attendant, si les contrôles des prix de détail sont maintenus, il devrait y en avoir:
  - (a) des révisions tarifaires périodiques, assurant l'évaluation des coûts de prestation de services, permettant des ajustements pour refléter l'évolution du coût des intrants dans les entreprises et faciliter l'investissement ; et
  - (b) l'introduction d'une réglementation tarifaire plus favorable à la concurrence, où les tranches de prix supérieures et inférieures sont fixées par le NCC, permettant aux fournisseurs de services de lancer des services sans approbation préalable du CNC, à condition que les tarifs restent dans ces tranches ; et
- Introduire une approche bac à sable réglementaire pour permettre l'innovation sectorielle dans les applications et services numériques.

9 Les recommandations d'ALTON incluent : 1) harmoniser l'accord de recharge des RoW à travers tous les États ; 2) la suppression des modifications de la loi sur la taxe sur la valeur ajoutée, qui soumet désormais à la TVA les antenes radio et télévision, les lignes de transmission et les antennes mobiles (stations de base) ; 3) Reconsidérer et réduire l'augmentation du fonds fiduciaire fiscal sur l'enseignement supérieur de 2,5 % à 3 % par la loi sur la finance de 2023 ; 4) Supprimer la retenue à la source à 10 % sur les revenus des fournisseurs d'infrastructures de tours ; 5) La suspension des droits d'accise sur les services télécoms est bienvenue et devrait être complètement supprimée de la loi sur les finances ; 6) Réduire la taxe d'importation sur les marchandises venant de l'extérieur de l'Afrique pour le secteur ; 7) La récente modification de l'article 32 de la loi sur l'impôt sur le revenu des sociétés supprime l'allocation de capital pour les biens et services de télécommunications, et devrait être rétablie ; 8) Réduction de 7,5 % de la TVA sur l'importation de diesel pour le secteur ; 9) Insérer un amendement constitutionnel complet pour clarifier les pouvoirs des gouvernements fédéral, étatique et local en matière de fiscalité, allégeant ainsi l'ambiguïté entourant les obligations fiscales.

2. Stratégie de développement économique et de transformation numérique du Nigeria



A. Défis économiques auxquels le Nigeria est confronté

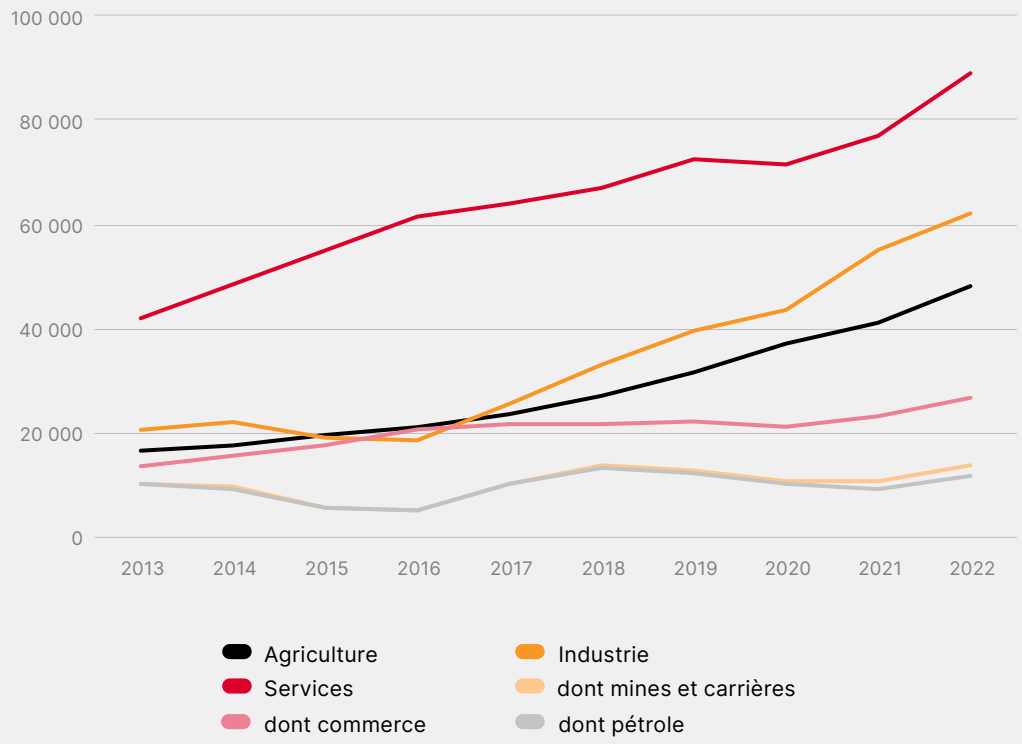
Le Nigeria est la plus grande économie d'Afrique avec un PIB estimé à 477 milliards de dollars en 2022.[10] Cependant, malgré sa position de puissance économique régionale, le pays fait face à d'importants défis pour son développement économique futur. Certains de ces problèmes sont des problèmes structurels à long terme. D'autres sont plus à court terme, reflétant les chocs macroéconomiques récents que le pays a connus.

L'un des principaux défis à long terme pour le pays est sa dépendance à l'industrie pétrolière pour la croissance économique et les recettes fiscales.

L'industrie pétrolière représentait 6 % du PIB en 2022 et contribuait à 45 % des recettes générales du gouvernement.[11] Cette concentration de l'activité économique dans un secteur a créé une instabilité dans l'économie du pays et les sources de revenus gouvernementales, qui ont fluctué avec les prix mondiaux du pétrole et le succès de l'industrie. La production pétrolière a décliné régulièrement au cours des deux dernières décennies , ayant atteint un pic en 1997.[12] Bien qu'il soit exportateur de pétrole, le Nigeria bénéficie donc moins qu'auparavant de cycles de hausse des prix du pétrole.[13]

Figure 1

Évolution du PIB par secteur



PIB aux prix du marché courant par activité économique (Naira billion).
Source : NBS.

10 IMF WEO. Le PIB total du Nigeria, mesuré en USD aux prix courants, a considérablement diminué depuis 2022 en raison de la dépréciation rapide du Naira par rapport au USD.
11 FMI, Rapport du personnel pour la consultation Article IV 2022, Tableau 2, page 13, 12 janvier 2023.
12 Banque mondiale, Mémorandum économique du Nigeria, 2022
13 Banque mondiale, Mémorandum économique du Nigeria, 2022

Un second défi à long terme pour le pays est le faible niveau de productivité. Plusieurs facteurs contribuent à ce problème, notamment un manque d'infrastructures, de faibles niveaux d'IDE, des problèmes de gouvernance et un manque de compétences appropriées. Un autre problème est le nombre relativement faible de grandes entreprises qui sont généralement une source de croissance de la productivité dans les économies en développement.

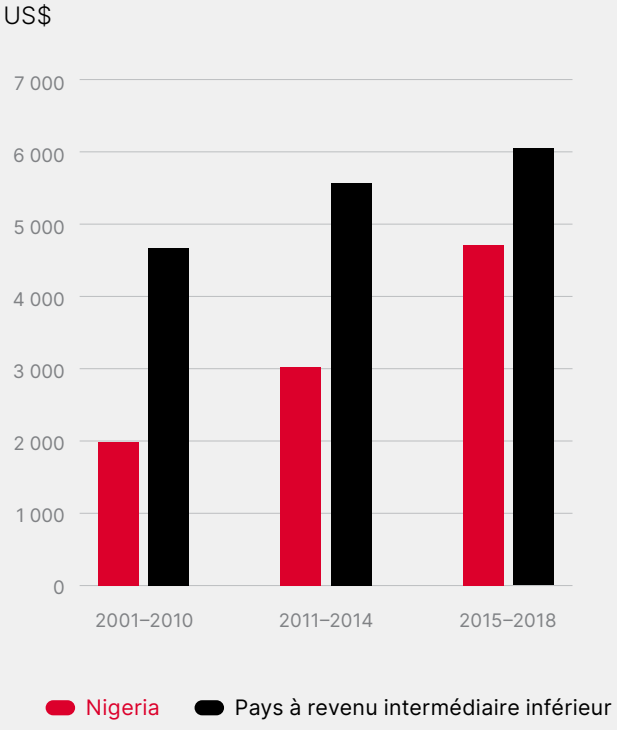
Le paysage commercial nigérian est dominé par les petites et les microentreprises. Il existe également des niveaux très élevés d'informalité, la majorité des entreprises n'étant pas enregistrées auprès d'aucune autorité gouvernementale.[14] Tous ces facteurs contribuent à une faible productivité de l'économie.[15] De plus, la productivité n'a historiquement pas augmenté aussi rapidement que dans de nombreux autres pays à revenu faible et intermédiaire (Figure 2).

Le Nigeria a récemment connu des chocs économiques qui créent d'importants défis pour le pays. L'inflation élevée et la dépréciation rapide du Naira, combinées à la baisse de la valeur des exportations de pétrole, ont eu un impact majeur sur l'économie. Parallèlement, les taux de pauvreté ont augmenté et les finances publiques ont été fortement mises sous pression.

L'inflation a été en moyenne de 24,5 % en 2023 et a encore augmenté à 31,7 % en février 2024. La valeur du Naira a chuté de 96,7 % face au dollar américain suite à la libéralisation du marché des changes. Cela a créé des difficultés pour les entreprises opérant au Nigeria, avec des augmentations significatives des coûts et des clients dépensant moins en raison de la pression sur leurs revenus. Les prix du diesel et de l'essence ont augmenté respectivement de 66,4 % et 257,1 % en 2023, atteignant 1 416,8 Naira par litre et 600 Naira/litre, ce qui a mis une pression majeure sur la plupart des entreprises, y compris celles du secteur numérique.

Figure 2

Valeur ajoutée industrielle par travailleur



Source : Banque mondiale, Mémorandum économique du Nigeria, 2022.

14 Mémorandum économique de la Banque mondiale, Nigeria, 2022 ; Section 3.3

15 Les recherches indiquent que la productivité des entreprises est déterminée par la taille et l'informalité. Les petites entreprises produisent moins de valeur ajoutée par employé que les grandes entreprises. De même, les entreprises informelles génèrent moins de valeur ajoutée par employé que les entreprises formelles. Voir Banque mondiale, Mémorandum économique du Nigeria, 2022 : section 3.3 pour plus de détails.

B. La stratégie économique du Nigeria

Face à ces graves difficultés économiques, le Gouvernement a engagé des réformes visant à stabiliser l'environnement macroéconomique, notamment la suppression partielle de la subvention fiscale sur les carburants et l'unification du marché des changes. Parallèlement, il s'attache à renforcer les fondamentaux macroéconomiques, à mener des réformes structurelles et à créer un environnement propice à la croissance du secteur privé et à la création d'emplois.

Le Comité présidentiel sur la politique budgétaire et les réformes fiscales a été créé afin de proposer des mesures visant à accroître les recettes intérieures et à soutenir les investissements dans des secteurs essentiels tels que les infrastructures, la santé et l'éducation.[16] Des efforts visant à resserrer la politique monétaire et à recentrer la Banque centrale du Nigeria sur la stabilité des prix sont en cours.[17]

Au-delà de la stabilisation macroéconomique, la transformation économique à long terme nécessitera des investissements dans les infrastructures et le capital humain afin de stimuler l'investissement et la productivité dans tous les secteurs, de renforcer les services publics et les investissements, de réduire l'insécurité, d'améliorer l'environnement des affaires et d'accroître l'ouverture au commerce.

Depuis 2016, le Gouvernement met en œuvre un programme temporaire de transferts monétaires dans le cadre du Programme national de transferts, également connu sous le nom de Programme d'amélioration des conditions de vie des ménages (Household Uplifting Programme). Le Gouvernement a récemment annoncé la relance de ce programme, toujours à titre temporaire, afin d'atténuer les effets de la hausse des prix de l'essence. Il a annoncé la mise en place de transferts monétaires de 25 000 nairas (environ 32 dollars américains) par mois au bénéfice de 15 millions de bénéficiaires et de leurs familles, soit plus de 67 millions de Nigérians directement concernés, pendant une période de trois mois.Le budget 2023 prévoyait 400 milliards de nairas pour ces transferts monétaires, témoignant de l'engagement du Gouvernement à protéger les populations les plus pauvres contre les effets de la crise économique et des mesures prises pour y faire face.[18]

Le gouvernement poursuit une consolidation budgétaire et a donné la priorité au renforcement des revenus non pétroliers afin de diversifier ses sources de revenus en dehors du pétrole brut, par des hausses du taux de TVA et d'accise devoirs.[19] Améliorer l'administration fiscale et l'efficacité de la collecte, renforcer la conformité et réduire les fuites par la numérisation sont des actions cruciales identifiées par l'Initiative stratégique de croissance des recettes (SRGI).[20]

Le pays fonctionne sous fédéralisme fiscal.

Dans ce système, les recettes gouvernementales sont réparties centralement du gouvernement fédéral vers les entités infranationales - les États et les agences gouvernementales locales (LGA) - selon une formule verticale et horizontale.[21] Le compte de la Fédération comprend les recettes provenant du pétrole, des impôts sur les sociétés, des droits de douane et d'accise ainsi que les recettes de la TVA provenant des gouvernements des États. Le total des recettes du gouvernement fédéral en pourcentage du PIB s'élevait juste en dessous de 10 % en 2022, bien inférieur à la moyenne régionale.

Les formules pour attribuer les recettes fédérales aux États sont complexes. Elles incluent une constitution l'exigence que 13 % des recettes pétrolières brutes soient partagées entre les États producteurs de pétrole en proportion de leurs volumes de production, une allocation verticale d'environ 53 % pour le gouvernement fédéral, 27 % pour les États et 20 % pour les LGA.[22] L'allocation horizontale puis détermine combien de ces recettes distribuées doit être reversée à chaque État et à chaque LGA en fonction de facteurs tels que la population, la superficie terrestre et le développement social. Le gouvernement fédéral et les États augmentent également les recettes générées en interne (IGR) grâce aux impôts sur le revenu des personnes physiques et aux frais réglementaires tels que la retenue à la source (« WHT »)[23] et la RoW, représentant en moyenne environ 20 % des recettes de l'État.[24]

16 https://www.imf.org/en/News/Articles/2024/02/09/pr2443-nigeria-imf-exec-board-concludes-pfa

17 https://www.worldbank.org/en/country/nigeria/overview

18 Banque mondiale au Nigeria mise à jour sur le développement 2023. Aussi : https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P151488 .

19 Article IV. du FMI.

20 https://www.firs.gov.ng/wp-content/uploads/2023/04/MTP-2021-to-2024.pdf

21 Archibong, Belinda, 2019. « Expliquer la divergence dans les effets à long terme de la centralisation précoloniale sur l'accès aux services d'infrastructure publique au Nigeria », World Development, Elsevier, vol. 121(C), pages 123-140 ; ean-François Maystadt & Muhammad-Kabir Salihu, 2019. « Gâteau national ou politique ? L'économie politique des transferts intergouvernementaux au Nigeria », Journal of Economic Geography, Oxford University Press, vol. 19(5), pages 1119-1142.

22 www.neiti.gov.ng

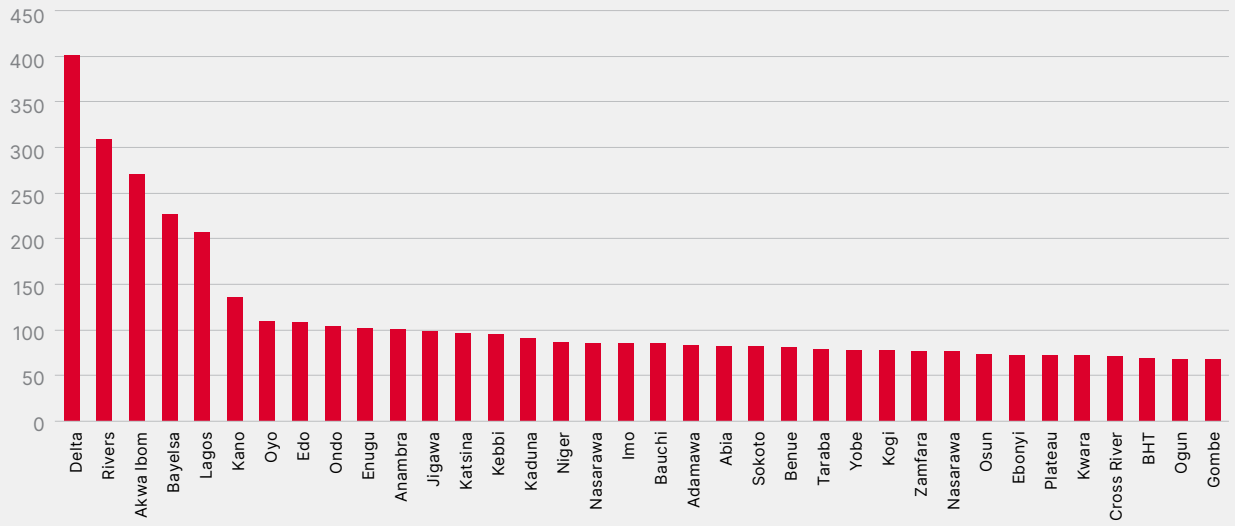
23 La WHT sur les transactions pour des sociétés est payée au Federal Inland Revenue, tandis que la WHT sur les transactions par des particuliers et des sociétés de personnes est payée au Revenu de l'État.

24 Des papiers de protestation.

Figure 3

Répartition des recettes fiscales par État, 2023

Milliards



Répartition des recettes fiscales allouées aux gouvernements des États par le Comité de répartition des comptes de la Fédération, données annuelles jusqu'à février 2024. Source : Bureau du Vérificateur général de la Fédération.

Le secteur pétrolier et extractif est le plus grand contributeur unique aux recettes publiques , et les États producteurs de pétrole en reçoivent beaucoup plus que d'autres. D'autres grands contribuables du secteur privé, y compris les fournisseurs de services mobiles, ont été ciblés pour augmenter la génération de revenus ces dernières années grâce à des relevés sectoriels tels que comme la taxe de transfert d'argent électronique et les taxes au niveau de l'État. La taxe sur les transferts électroniques d'argent a été introduite en 2020 et s'applique à toutes les transactions électroniques via une charge unique de 50 Naira sur les reçus électroniques ou les virements électroniques d'une valeur de 10 000,00 Naira. Elle représentait 1,5 % du compte fédéral pour l'année jusqu'en février 2024.[25] Le Cyber La loi sur le crime de 2015 a été modifiée l'année dernière pour appliquer une taxe de 0,5 % sur toutes les transactions électroniques.[26]

La numérisation jouera un rôle clé dans le soutien des efforts du gouvernement pour stabiliser l'économie nigériane et stimuler la croissance économique. À court terme, des mesures telles que les transferts d'argent aux citoyens peuvent être prises plus rapidement et efficacement Utilisation de plateformes de paiement mobiles. Au-delà de cela, le secteur numérique est une source d'investissement et de création d'emplois qui contribuera à la diversification de l'économie nigériane. Les technologies numériques stimulent également la croissance de la productivité dans d'autres secteurs, ce qui contribuera davantage à la stabilisation et à la croissance de l'économie.

La numérisation soutiendra les efforts du gouvernement pour mettre en œuvre des changements structurels dans l'économie nigériane. L'une des priorités clés identifiées dans ce domaine est d'augmenter la productivité dans le secteur agricole. Cela nécessitera – entre autres – une utilisation accrue des intrants agricoles, de meilleures installations de stockage et un soutien plus coordonné entre les agences. Tout cela peut être réalisé plus efficacement grâce à l'utilisation des technologies numériques pour communiquer et soutenir les petits agriculteurs. Parmi les autres priorités figurent les efforts visant à réduire la corruption et accroître la transparence parmi les employés du secteur public. Des initiatives comme celles-ci sont toutes facilitées grâce à l'utilisation des technologies numériques.[27]

25 https://kpmg.com/ng/en/home/insights/2022/12/the-electronic-money-transfer-levy-regulations--2022.html#:~:text=The%20Regulations%20provide%20for%20a, Banque 20 % du 20 % du Nigeria 20 (CBN). https://www.ibanet.org/not-so-novel-Nigeria-Electronic-Money-Transfer-Levy.

26 Le Sénat propose de modifier la loi sur la cybercriminalité de 2015 (vanguardngr.com)

27 Voir le rapport du personnel du FMI pour la consultation Article IV 2022 ; 12 janvier 2023,

C. Plan stratégique de l'économie numérique du Nigeria

Le Ministère fédéral des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique (FMCIDE) a publié son plan stratégique en octobre 2023 (Plan stratégique 2023-2027).[28] Ce plan visait l'objectif principal du gouvernement d'augmenter la productivité par Innovation technologique.

Le plan identifie cinq piliers : Connaissance, Politique, Infrastructures, Innovation, Entrepreneuriat et Capital, et Commerce. Certaines des cibles identifiées sous ces piliers sont résumées ci-dessous dans le tableau 1.

Tableau 1 : Plan stratégique FMCIDE 2023-2027, composantes sélectionnées

Pillar	Targets
1. Connaissances	• Former 3 millions de talents techniques d'ici 2027. • Porter le taux de littératie numérique à 70 % d'ici 2027. • Positionner le Nigeria dans le 25e percentile supérieur en matière de recherche dans six domaines technologiques clés.
2. Politique	• Plan national nigérian pour le haut débit (Nigeria National Broadband Plan) : atteindre 70 % de pénétration du haut débit d'ici 2025, avec des vitesses de téléchargement de 25 Mbps en zone urbaine et de 10 Mbps en zone rurale d'ici fin 2025 ; atteindre 80 % de couverture de la population en haut débit et augmenter de 300 à 500 % les investissements dans le haut débit d'ici 2027. • Politique nationale des télécommunications (National Policy on Telecommunications) : porter la contribution du secteur des télécommunications à 22 % du PIB, augmenter de 15 % par an les investissements dans les télécommunications, réduire le déficit d'utilisation dans les zones rurales de 61 % à 20 % d'ici 2027, doubler les recettes nettes du secteur des télécommunications pour le Gouvernement fédéral et améliorer de 50 % la qualité de service (QoS). • Projet de loi national sur l'économie numérique (National Digital Economy Bill). • Politique nationale sur les données (National Data Policy). • Cadre national de littératie numérique (National Digital Literacy Framework).
3. Infrastructures	• Atteindre 75 % de l'objectif de déploiement de la fibre optique fixé dans le Plan national pour le haut débit (NBP) d'ici fin 2027, améliorer l'efficacité de l'utilisation du spectre et augmenter de 90 % la pénétration du haut débit.
4. Innovation, Entrepreneuriat et Capital	• Porter à 5 milliards de dollars par an les capitaux levés par les start-ups technologiques nigérianes. • Augmenter de 25 % la domiciliation des start-ups technologiques locales.
5. Commerce	• Améliorer l'indice de compétitivité économique du Nigeria (ECI), en passant du 99e percentile au 75e percentile. • Augmenter de 500 % le commerce intra-africain d'ici 2027.

Ce plan définit une direction claire pour le secteur numérique au Nigeria. Il résume les principaux défis et expose les principales mesures que le gouvernement prendra pour stimuler la croissance de l'industrie. Elle combine un accent mis sur la connectivité haut débit avec l'écosystème de compétences de soutien ainsi que le cadre juridique et réglementaire pour la

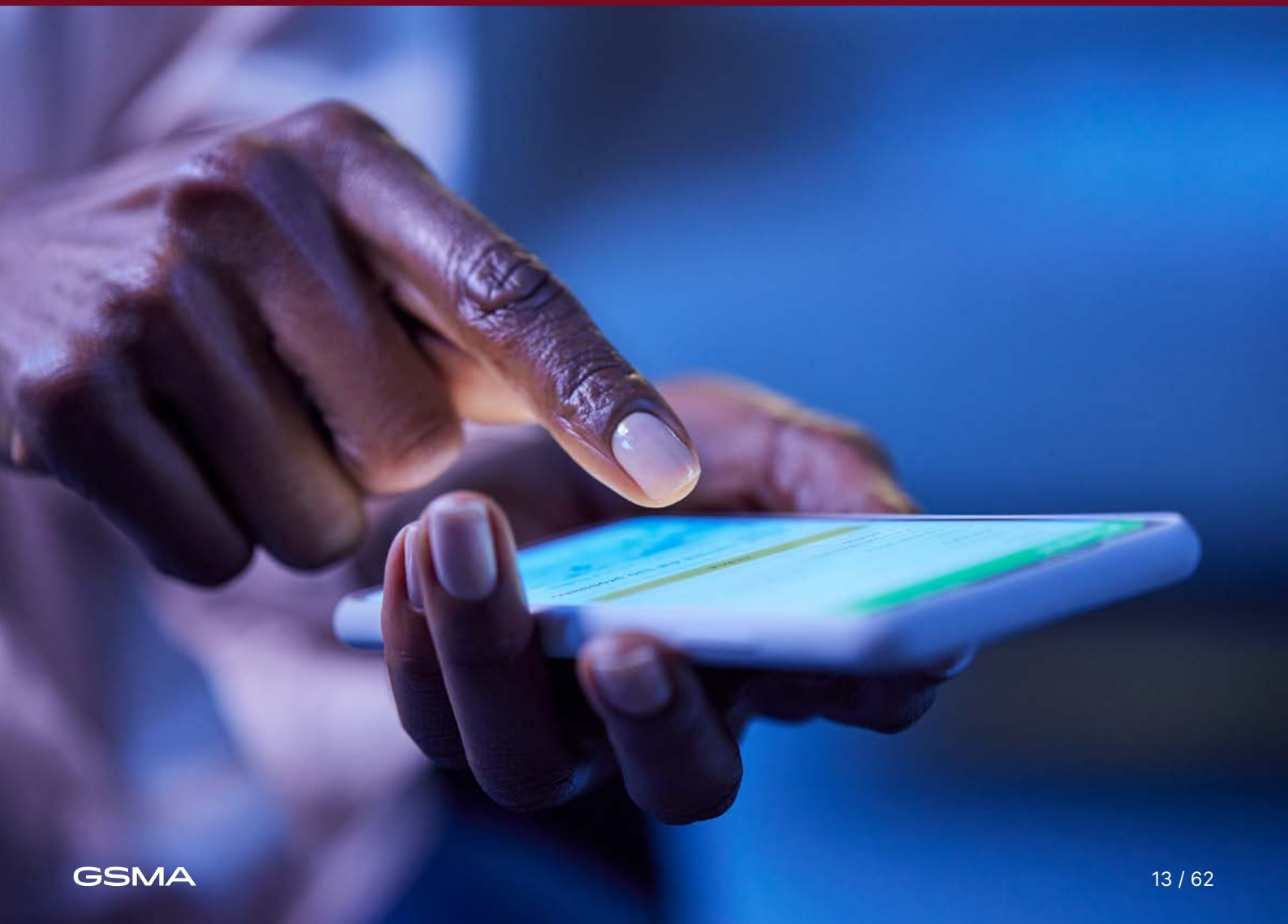
Économie numérique. Il identifie également clairement le besoin d'investissements et de croissance du secteur des télécommunications afin de combler les lacunes de couverture, d'augmenter les débits haut débit et d'améliorer la qualité du service. Le financement reste un défi pour certains initiateurs

Contenu dans ce document nécessitera des ressources importantes qui n'ont pas encore été allouées. Cependant, si un financement est obtenu pour garantir la mise en œuvre des initiatives, il est probable que le plan ait un impact positif significatif sur la transformation numérique au Nigeria.

Ce rapport examine ces questions plus en détail. Elle examine les mécanismes par lesquels le secteur numérique soutient les objectifs nationaux et sectoriels du gouvernement . Il se concentre ensuite sur des questions politiques spécifiques et analyse comment celles-ci affectent le développement du secteur et l'économie nigériane au sens large.

28 Accélérer notre prospérité collective grâce à l'efficacité technique : un plan stratégique pour le ministère fédéral des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique

3. Le rôle des télécoms dans le soutien au développement économique du Nigeria



A. La contribution du secteur numérique à l'économie nigériane

Le secteur numérique apporte une contribution à l' économie globale qui est plus large que la valeur ajoutée directe des entreprises du secteur lui-même. Il y a aussi les impacts indirects des fournisseurs et des employés dans le secteur. Mais la plus grande

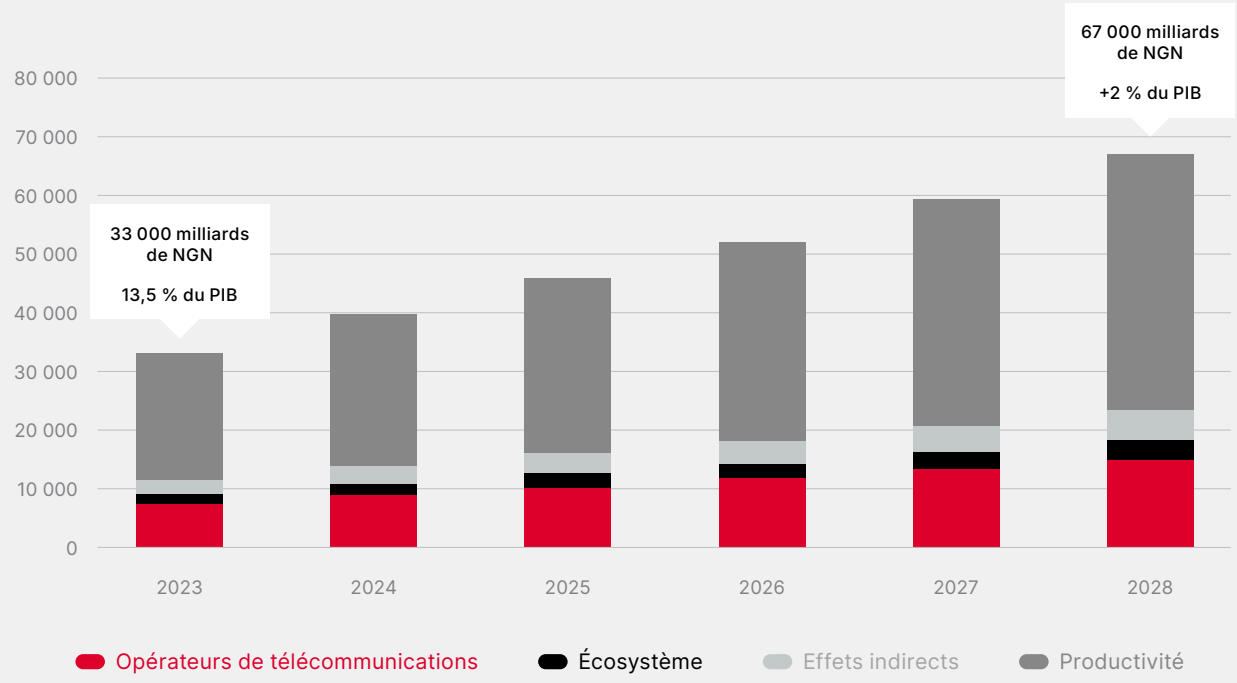
La contribution au PIB global se fait par l'impact que le secteur a sur la productivité des autres secteurs.

Si cela s'ajoute à la contribution directe au PIB, la contribution totale du secteur à l'ensemble du Nigeria L'activité économique est bien plus importante.

On estime qu'en 2023, le secteur des télécommunications contribuait à 13,5 % du PIB du Nigeria.[29] En tenant compte de la contribution directe et indirecte de l'écosystème mobile, ainsi que de l'impact sur la productivité dans l'ensemble de l'économie, **la contribution du secteur des télécommunications au PIB est estimée à 33 000 milliards de NGN en 2023** (Figure 4).[30]

Figure 4

Impacts directs, indirects et sur la productivité du mobile au Nigeria, en milliards NGN



Source : GSMA Mobile Economy SSA, IMF WEO et calculs des auteurs. PIB à prix constants 2023 NGN.

29 Calculs des auteurs et https://ncc.gov.ng/statistics-reports/industry-overview . On suppose que les chiffres du NCC incluent l'impact direct, indirect et sur la productivité du secteur des télécommunications. Tandis que le Bureau national des statistiques estime que le secteur TIC dans son ensemble contribue directement à 10,5 %.

30 GSMA, Économie Mobile Africa, 2023 et extrapolation à l'économie nigériane.

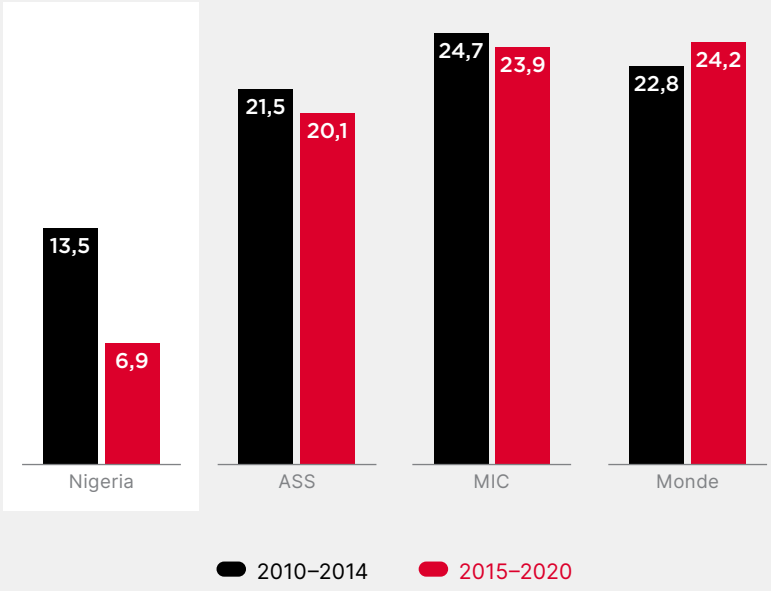
B. Le rôle du secteur mobile dans l'augmentation de la base fiscale et la rationalisation des dépenses publiques

Le montant des recettes que le gouvernement perçoit au Nigeria, en pourcentage du PIB, est l'un des plus bas au monde (Figure 5).

Figure 5

Recettes fiscales

Pourcentage du PIB



Source : Banque mondiale, Mémorandum économique par pays, 2022.

La collecte des recettes gouvernementales est concentrée dans des secteurs spécifiques ainsi qu'un petit nombre d'entreprises et d'individus. Ces secteurs sont particulièrement axés sur l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que les télécoms et les grandes entreprises de détail. L'industrie pétrolière et gazière aurait contribué à 45 % du total des recettes fiscales publiques en 2023.[31] L'industrie des télécommunications fait partie des prochains plus grands contributeurs sectoriels.

Cette concentration des sources de revenus gouvernementaux crée de la volatilité et de la vulnérabilité. Cela conduit également à une augmentation des taux d'imposition sur ces secteurs au détriment d'autres. C'est un défi permanent, et le pays bénéficierait d'une formalisation, d'élargissement de la base fiscale et d'augmentation du montant de les recettes publiques collectées dans d'autres secteurs. C'est une priorité clé pour le gouvernement et le secteur numérique joue un rôle important pour y parvenir.

Pour intégrer davantage d'entreprises et d'individus dans le réseau fiscal, ils doivent faire partie de l'économie formelle (c'est-à-dire qu'ils sont enregistrés auprès des organismes gouvernementaux et de régulation appropriés). Cela ne signifie pas, en soi, qu'ils paieront des impôts. Cependant, il s'agit d'une première étape nécessaire dans le processus d' élargissement de la base fiscale. Une fois qu'une entreprise ou un individu est enregistré, il est plus facile pour les autorités fiscales de les intégrer dans le filet fiscal et de faire respecter la conformité fiscale.

31 FMI, Rapport du personnel pour la consultation Article IV 2022, Tableau 2, page 13, 12 janvier 2023.

Il existe des obstacles importants pour que les entreprises passent du statut informel à formel. Plusieurs étapes sont généralement nécessaires pour enregistrer une entreprise dont les frais importants sont dus au gouvernement. Une fois enregistrée, une entreprise est alors plus susceptible d'être soumise à d'autres types de règles réglementaires ou de licences qui augmentent les coûts d'activité. Une fois enregistrées, les entreprises sont également plus susceptibles d' être tenues de payer des impôts, ce qui augmente encore le coût des affaires.

Augmenter le taux de formalisation implique un effort large à travers le gouvernement pour créer des incitations financières positives et négatives. Idéalement, Il devrait être aussi simple et économique que possible pour que les entreprises puissent s'enregistrer en tant qu'entreprises formelles afin de réduire les barrières à l'enregistrement. Cela doit être complété par davantage d'efforts de conformité dans lesquels les entreprises sont sanctionnées pour ne pas respecter les règles.

La numérisation joue un rôle majeur dans le processus d'enregistrement auprès des autorités. Le temps et le coût financier d'enregistrement d'une entreprise peuvent être encore réduits si le processus d'enregistrement est entièrement numérisé et si le parcours client est rendu aussi simple que possible. Cela réduira les fuites et la corruption souvent impliquées dans ces processus. De même, pour la conformité fiscale, l'obligation d' enregistrer et de déclarer ses impôts électroniquement peut réduire les coûts et améliorer la qualité du service.

Il existe de nombreux exemples dans le monde entier de pays en développement utilisant la technologie numérique pour faciliter la formalisation des entreprises et accroître les recettes fiscales. Au Pérou, par exemple, le gouvernement a mis en place des feuilles de paie électroniques pour permettre la soumission virtuelle des paies au ministère du Travail. Seules 26 000 entreprises déclaraient leurs salaires au ministère du Travail avant cette réforme. Après la paie électronique ont été introduites, le nombre d'entreprises relevant du ministère du Travail a augmenté à plus de 200 000.[32] Des résultats similaires ont été observés dans d'autres pays en développement tels que le Malawi et le Bénin.[33]

La numérisation au Nigeria pourrait jouer un rôle important dans les efforts visant à augmenter le niveau de formalisation de l'économie et ainsi à élargir la base fiscale. Dans le contexte de la crise économique actuelle, l'utilisation des canaux numériques pour gérer les interactions entre l'État et le secteur privé est essentielle. Ces processus peuvent être conçus et mis en œuvre rapidement, ils sont peu coûteux à exploiter et entraînent une plus grande efficacité ainsi que moins de risques de fuites et de corruption.

Les fournisseurs de services mobiles jouent un rôle clé dans ce processus. Ils fournissent l'infrastructure de communication de base à travers laquelle ces canaux fonctionnent. Ils fournissent également de plus en plus de plateformes de paiement financier par lesquelles les interactions avec les gouvernements sont médiatisées. Investissements supplémentaires dans l'infrastructure et les services numériques sont donc nécessaires pour soutenir les efforts visant à transformer l'économie nigériane de manière plus large. L'adoption accrue des services télécoms et de l'internet mobile a démontré un impact positif important sur le niveau de formalisation de l'économie.[34]

32 OIT, Nouvelles technologies et transition vers la formalité : la tendance vers l'e-formalité, 2018

33 Document de travail de recherche sur la politique de la Banque mondiale 7900 : L'amélioration des avantages de la formalisation peut-elle inciter les entreprises informelles à devenir formelles ? Preuves expérimentales du Bénin

34 OIT 2018, Nouvelles technologies et transition vers la formalité : la tendance vers la e-formalité, Tableau A.1.

C. Utiliser les technologies numériques pour transformer le gouvernement et la prestation des services publics

L'Indice numérique de l'ONU sur l'e-gouvernement (EGDI) 2022 classe le Nigeria ayant un « EGDI moyen » à la 140e place sur 192 États membres de l'ONU, derrière de nombreux pays africains. L'accès aux infrastructures, l'accessibilité financière des services et appareils, l'investissement sous-estimé dans les services numériques, ainsi que la littératie et les compétences numériques sont cités comme raisons à cela.

Le Plan stratégique du gouvernement 2023-2027 reconnaît l'importance d'accélérer la transformation numérique de la prestation des services publics. Certains des programmes clés sont résumés dans le tableau 2.

Tableau 2 : Programmes numériques gouvernementaux

Programme	Résumé
Connectivité des bâtiments publics via la National Broadband Alliance for Nigeria (NBAN)	NBAN se concentre sur la création de partenariats public-privé pour les services universels, en connectant spécifiquement les institutions publiques clés pour favoriser l'adoption d'Internet et améliorer le retour sur investissement de l'infrastructure nationale et fibre à mile moyen. Au niveau national, le ministère a estimé qu'il y aurait les principales institutions publiques suivantes : 19 567 écoles, 10 035 établissements de santé, 5 394 centres religieux, 1 584 marchés, 507 bâtiments gouvernementaux. Actuellement, des projets pilotes sont prévus dans les 7 premiers États : Edo, Ogun, Kwara, Katsina, Imo, Abia, Borno et Nasarawa – avec des cas d'investissement et un focus sur la résolution des obstacles, y compris les droits de passage, en cours de développement.
Portail en ligne OneGov	One Gov (Services - 1gov.ng) offre l'accès à 271 services gouvernementaux numériques, y compris l'enregistrement des pièces d'identité et de passeport, l'enregistrement des entreprises, la fiscalité, le paiement des services gouvernementaux. Cela est soutenu par le Centre de Contact Gouvernemental.
Portail de données ouvertes	data.gov.ng fournit des ensembles de données non sensibles provenant des MDA gouvernementaux au public, augmentant ainsi la transparence et l'inclusion. Le Plan stratégique 2023 – 2027 fixe pour objectif de numériser 60 % de l'information gouvernementale d'ici 2026.
Système électronique de gestion documentaire (EDMS) ;	Le programme EDMS mettra en ligne tous les documents gouvernementaux, offrant une sécurité de l'information accrue, une réduction des coûts, une automatisation des processus métier et un meilleur accès à l'information.
Recensement de la population 2023	Le recensement de 2023 est le premier recensement numérique du Nigeria, utilisant des appareils mobiles, des téléphones mobiles, des données et des systèmes d'information géographique pour créer des cartes numériques de recensement éclairant le processus de recensement.
Programme de renforcement des capacités du gouvernement électronique	Plus de 2000 fonctionnaires ont été formés, tant au niveau fédéral que régional.
Cadre stratégique national des TIC / Santé numérique	Les ministères responsables de la santé et de l'économie numérique se sont associés pour mettre à jour le Cadre stratégique numérique national avec des objectifs visant à améliorer la qualité des soins, réduire les coûts d'exploitation et administratifs, faciliter un accès plus rapide à l'information de santé , accroître la communication via Internet et accroître la productivité du personnel de santé.
Applications en ville intelligente	Le gouvernement fédéral et les gouvernements des États, notamment Lagos, cherchent à développer des services de villes intelligentes, notamment la gestion du trafic, la sécurité publique et la réponse aux urgences. En utilisant les services basés sur la localisation fournis par les réseaux mobiles, combinés à l'adoption croissante des documents d'identité nationaux. Des recherches récentes citent des exemples tels que Singapour et soulignent la nécessité d'investir et d' opérer dans l'infrastructure réseau télécom ; ainsi que l'engagement citoyen pour accroître la sensibilisation aux bénéfices, répondre aux préoccupations relatives à la confidentialité des données et instaurer la confiance dans l'utilisation de tels services.

Sources: https://fmcide.gov.ng/initiative/e-government-initiative/; MEDIA | Federal Ministry of Health and Social Welfare; https://nationalpopulation.gov.ng/2023-census; (PDF) Smart Cities Initiatives in Lagos, Nigeria: Are there Lessons to Learn from the Leading Smart Cities? (researchgate.net).

L'accélération des programmes de gouvernement numérique aura un impact transformateur. Le Nigeria a déjà constaté une amélioration de l'efficacité des paiements et de la conformité grâce **aux programmes de fiscalité électronique, à l'automatisation des processus**[35] et à l'utilisation de la technologie numérique pour l'inscription et l'inscription des électeurs aux élections de 2023.[36] La numérisation des autres services gouvernementaux aura un impact positif similaire sur l'efficacité, l'efficience et la portée des services publics.

La numérisation des services en santé et en éducation fournit des exemples de l'impact potentiel. Une étude de 2021 a révélé que l'adoption de la santé numérique au Nigeria (via les applications numériques, en passant au sans papier) pourrait libérer entre 700 et 3,3 milliards USD (4 à 10 % des dépenses totales projetées en santé) d'ici 2030.[37] Le ministère fédéral de l'Éducation a lancé TERAS, qui propose une éducation numérique aux établissements d'enseignement supérieur, en octobre 2023, parrainé par le Tertiary Education Trust Fund et avec des fournisseurs de services mobiles parmi les partenaires.[38] Airtel s'est associé au gouvernement et UNICEF sur le programme d'apprentissage numérique dans plus de 1000 écoles.Le programme de littératie numérique Data-Smart de[39] MTN a formé plus de 15 millions de Nigérians.[40]

Une autre opportunité est d'étendre les paiements gouvernementaux numériques, y compris l'argent mobile. Des études ont montré que la numérisation des paiements gouvernementaux pourrait permettre des économies équivalentes à 0,8 à 1,1 % du PIB.[41] De même, il a été démontré que les pays ayant adopté les services de Paiement 2 numérique (P2G) connaissent une augmentation de 1,2 à 1,3 point de pourcentage des recettes fiscales directes en proportion du PIB.[42]

On estime que **le gouvernement numérique a le potentiel d'ajouter 814 milliards de NGN en recettes fiscales** supplémentaires pour le gouvernement du Nigeria si le Les politiques décrites dans ce rapport ont été mises en œuvre, ce qui équivaut à près de 2 % des recettes fiscales totales d'ici 2028.

Tableau 3 : Impacts potentiels de l'administration numérique sur les recettes fiscales au Nigeria en 2028

Gouvernement numérique Augmentation des revenus (NGN)	814 milliards
% Recettes fiscales	1,98 %
% de GDP	0,16 %

Constant 2023 NGN. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.

Bien que la numérisation apporte de nombreux avantages, elle soulève également **d'importantes questions de politique publique sur lesquelles gouvernements, industrie et organisations non gouvernementales doivent travailler ensemble pour protéger les intérêts des citoyens et la planète.** Adressage Les déchets électroniques sont l'un de ces enjeux qui prend de plus en plus d'importance dans le cadre des stratégies numériques. **Le Nigeria se classe actuellement troisième en Afrique en termes de Des déchets électroniques sont générés (500 millions de kg) et reçoivent plus de 500 000 contenants de déchets électroniques par mois.** Le gouvernement prend des mesures, notamment en modifiant la législation et la réglementation, en modifiant l'an dernier le Règlement national environnemental et en créant l'Organisation de la responsabilité des producteurs de déchets électroniques du Nigeria (EPRON) afin de coordonner des programmes , y compris la collecte des frais à payer par les producteurs de déchets électroniques pour réinvestir dans la collecte et le recyclage.[43] Le secteur mobile joue un rôle important et mène des programmes de gestion des déchets électroniques, notamment le recyclage et la réutilisation des dispositifs et des équipements réseau, dans le cadre de programmes plus larges d'impact environnemental.[44]

35 https://guardian.ng/news/firs-announces-record-tax-revenue-collection-of-n5-5-trillion-in-six-months ; E-Fiscalité et conformité fiscale au Nigeria : perspectives de changement périscopiques, décembre 2023, NG Journal of Social Development 12(1) : 29-42

36 Comment la technologie transforme le visage des élections au Nigeria - Businessday NG

37 https:// www.mckinsey.com/industries/healthcare/our-insights/how-digital-tools-could-boost-efficiency-in-african-health-systems

38 TETFund TERAS :: Histoire (teras-network.net)

39 Airtel Africa et l'UNICEF annoncent un partenariat de plusieurs millions de dollars pour étendre l'apprentissage numérique des enfants à travers l'Afrique ; Airtel et l'UNICEF s'associent pour connecter plus de 300 000 élèves à l'apprentissage numérique | The Guardian Nigeria News - Nigeria et World News — Technologie — The Guardian Nigeria News – Nigeria and World News

40 Rapport de durabilité 2022 du groupe MTN

41 Susan Lund, Olivia White et Jason Lamb, La valeur de la numérisation des paiements gouvernementaux dans les économies en développement, dans Digital Revolutions in Public Finance, FMI 2017

42 Document de travail UNU-WIDER 2022/18 L'adoption des paiements mobiles entre pairs et gouvernements améliore-t-elle la mobilisation des recettes fiscales dans les pays en développement ? Abdoul-Akim Wandaogo, 1 Fayçal Sawadogo, 2 ans et Jesse Lastunen 3 février 2022

43 Le Moniteur mondial des déchets électroniques 2024 (itu.int)

44 Voir le rapport GSMA 2024 Making-Circularity-Work-How-digital-innovation-enables-circular-economy-approaches-in-waste-management-1.pdf (gsma.com) ; Rapport sur la durabilité du groupe MTN pour l'exercice 22, page 21 https://www.mtn.com/wp-content/uploads/2023/04/MTN-Group-FY-22-Sustainability-Report.pdf ; Rapport annuel exercice 2023 d'Airtel Afrique, page 51 Airtel_Africa_Annual_Report_FY_2022_2023.pdf (airtelstream.net)



D. Augmenter la productivité grâce à l'utilisation des technologies numériques

Cette section estime les impacts macroéconomiques de la numérisation au Nigeria pour certains secteurs de l' économie, sur la base de recherches académiques et politiques combinées à des données sur l'économie du Nigeria. Chaque impact est exprimé à travers les voies numériques à la transformation économique et s'est appuyé sur les objectifs stratégiques du gouvernement contenus dans le Plan national de développement (NPD 2021–2025),[45] l'Initiative stratégique de croissance des recettes (SRGI) et le Plan stratégique du FMCIDE 2023-2027. En fin de compte, Cela entraînera une croissance accrue de la productivité, la création d'emplois et une augmentation des revenus des ménages.

Les objectifs politiques, les impacts de la numérisation par secteur et leurs relations sont cartographiés dans le tableau 4 ci-dessous, ainsi que les preuves utilisées pour quantifier eux. Plus de détails sur la méthodologie et l'examen des preuves se trouvent dans le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport. La méthodologie et les sources de données pour les impacts calculés dans cette section se trouvent également dans le document méthodologique.

45 https://nationalplanning.gov.ng/wp-content/uploads/2021/12/NDP-2021-2025_AA_FINAL_PRINTING.pdf

Tableau 4 : Cartographie de la numérisation par rapport aux objectifs politiques et estimation de l'impact

Secteur	Objectifs politiques	Résultats de la numérisation	Lien d'impact	Règle de preuv
Agriculture	Développement agricole et de la productivité agricole, accès aux marchés, augmentation et diversification de la production	Agriculture de précision, information ciblée, meilleur accès aux marchés	Accès à la technologie par les agriculteurs → productivité, profits	L'accès à la technologie et à l'agriculture de précision augmente les rendements des cultures entre 10,5 % et 20 %, et les profits jusqu'à 23 %
Industrie manufacturière	Diversifier et développer l'industrie manufacturière, attirer les IDE, accroître les exportations de technologies	Élargir les capacités de fabrication, diversifier la production, accroître les IDE et les exportations	Adoption de nouvelles technologies par les entreprises → productivité, PIB, exportations	L'application de l'Internet des objets (IoT) industriel et de l'Industrie 4.0 accroît la valeur ajoutée entre 15 % et 25 %
Transport	Améliorer les liaisons commerciales, l'infrastructure de transport et de logistique, renforcer la compétitivité des ports	Réduire les coûts de transaction et de logistique, les retards aux frontières et les fuites fiscales. Accroître la productivité et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM)	Plateformes numériques et infrastructures → augmentation de la productivité, de la capacité portuaire, du PIB	Les améliorations du transport augmentent les revenus de 10 %. La numérisation des ports réduit les coûts logistiques de 15 à 25 %. Les douanes numériques augmentent les recettes de 54 % sur 5 ans
Commerce	Diversification économique, renforcement du commerce et des exportations	Améliore les flux commerciaux, la croissance du e-commerce et les exportations de services TIC et la prestation de services numérisés	Commerce numérique → intégration accrue dans la ZLECAf, e-commerce et exportations de services	Potentiel d'augmentation de la valeur du e-commerce à 15 % du PIB et de la valeur des exportations de services TIC à 7 % du PIB
MPME	Renforcer la compétitivité et la formalisation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)	Améliore les profits des MPME. Facilite l'immatriculation des entreprises, l'accès au financement et les contrats formels	Accès au numérique par les MPME → augmentation des revenus et de la formalisation	L'adoption des technologies est associée à une hausse de productivité de 2 à 4 % pour les petites entreprises
Santé	Accroître l'accès aux soins, améliorer le bien-être, augmenter la productivité du secteur de la santé	Télémédecine, dossiers de santé numériques, paiements numériques des cotisations d'assurance, meilleur accès aux soins et gains de productivité	Santé numérique → meilleur accès aux services de santé et gains de productivité	Les solutions de santé numérique permettent aux médecins d'augmenter les consultations de 30 %
Gouvernement	Renforcer la mobilisation des recettes nationales, prévenir la corruption, améliorer la prestation des services	Accroît les recettes fiscales et permet des économies dans les dépenses publiques grâce à un meilleur ciblage, à la transparence et à la réduction de la corruption	Monnaie mobile, P2G, adoption de la G2P → hausse du PIB, des recettes fiscales, réduction des fuites	L'adoption de la monnaie mobile augmente les recettes fiscales en moyenne de 12 %. L'ID numérique pour la protection sociale réduit les fuites de 41 à 47 %

Pour plus de détails et de références, voir le Document méthodologique qui accompagne ce rapport.

Impact de la numérisation sur le secteur agricole au Nigeria

Renforcer le secteur agricole est important pour la création d'emplois, la sécurité alimentaire et la cohésion sociale. La numérisation peut soutenir la diversification de la production de cultures alimentaires, ainsi qu'améliorer la productivité agricole, deux éléments pouvant être améliorés grâce à des outils d'information et de formation en ligne, des informations en temps réel sur les cultures et les conditions météorologiques, ainsi qu'une agriculture de précision fournie par des outils numériques. Par exemple, l'accès à la technologie et à l'agriculture de précision a montré qu'augmente les rendements agricoles entre 10,5 % et 20 %, et les bénéfices jusqu'à 23 %. L'analyse de données et les technologies d'apprentissage automatique sont en mesure traiter les images aériennes provenant de drones et de satellites, fournir des informations en temps réel sur la performance des cultures, les ravageurs, la santé des plantes, les niveaux d'irrigation et fournir des connaissances expertes personnalisées aux agriculteurs.[46,47]

Un accès accru aux marchés régionaux peut également être facilité par les échanges agricoles numériques et soutenir les PME dans la fourniture de services aux chaînes de valeur des matières premières. Grâce aux téléphones portables, les agriculteurs et les pêcheurs peuvent déterminer le marché le plus rentable et égaliser l'accès à l'information, augmentant les profits jusqu'à 8 %.[48]

Box 1 :

Hello Tractor, Nigeria : location B2B et analyse de données pour la machinerie agricole

Hello Tractor est une plateforme numérique qui connecte les propriétaires de tracteurs et les agriculteurs via une application de partage d'équipements agricoles et une solution de gestion de flotte GPS. Cela aide les communautés agricoles à améliorer leur planification et leur préparation dans un contexte de précipitations imprévisibles.

La plateforme numérique de Hello Tractor permet aux agriculteurs de demander des services abordables via des agents communautaires, tandis que les propriétaires bénéficient d'une sécurité renforcée grâce au suivi à distance des actifs et à la surveillance virtuelle. Hello Tractor s'est étendu à 16 pays africains et s'est développé pour en faire plus plus de 4 500 tracteurs et moissonneuses-battes, desservant plus d'un million d'agriculteurs et 2,9 millions d'acres, tous organisés par un réseau de plus de 2 500 agents de réservation. Hello Tractor a reçu une subvention GSMA en novembre 2022 pour optimiser le service, la récolte et le rendement des tracteurs, et construire une communauté d'agriculteurs et de propriétaires de tracteurs plus résiliente et adaptative.

Hello Tractor a desservi plus de 600 hectares par tracteur ; a lancé un pôle de mécanisation dans l'État de Nassarwa, au Nigeria, créé 3 000 emplois directs supplémentaires et mécanisé plus de 300 000 agriculteurs qui ont produit près d'un million de tonnes métriques de nourriture.

Source : https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/digital-grantees-portfolio/hello-tractor/

Les politiques décrites dans ce rapport permettraient d'accroître la numérisation des chaînes de valeur agricoles et l'adoption à petite échelle des technologies numériques des agriculteurs à travers le Nigeria. Cela pourrait ajouter 3,3 billions de NGN à la valeur ajoutée dans le secteur agricole, équivalent à 2,8 % de la valeur ajoutée du secteur d'ici 2028. Cela entraînerait un emploi supplémentaire dans l'agriculture d'environ 1 056 000 personnes d'ici 2028 et 273 milliards de NGN de recettes fiscales supplémentaires grâce à l'augmentation de la valeur ajoutée à l' économie.

Tableau 5 : Impacts potentiels des politiques visant à accroître la numérisation de l'agriculture au Nigeria en 2028

Valeur ajoutée agricole numérique (NGN)	3,3 billions
% du PIB par secteur	2,81 %
% du PIB	0,66 %
Emploi	1,1 million
Impôt (NGN)	273 billions

Constant 2023 NGN. Voir le document méthodologique qui accompagne ce rapport.

46 Département sud-africain de la science et de l'innovation (2022).
47 Ekekwe (2017) et Chatterjee (2018).
48 Jensen (2007).

Impact de la numérisation sur la fabrication au Nigeria

L'adoption de nouvelles technologies par les entreprises manufacturières – appelées technologies de l'industrie 4.0 telles que l'IoT, l'impression 3D, la réalité virtuelle, les données et l'analytique, L'IA et l'apprentissage automatique – **pourraient permettre au Nigeria d'étendre les capacités de fabrication, le soutien diversification et** augmentation de la productivité du travail dans le secteur manufacturier. C'est un moteur important de croissance mais cela est resté stagnant dans le pays ces dernières décennies.[49]

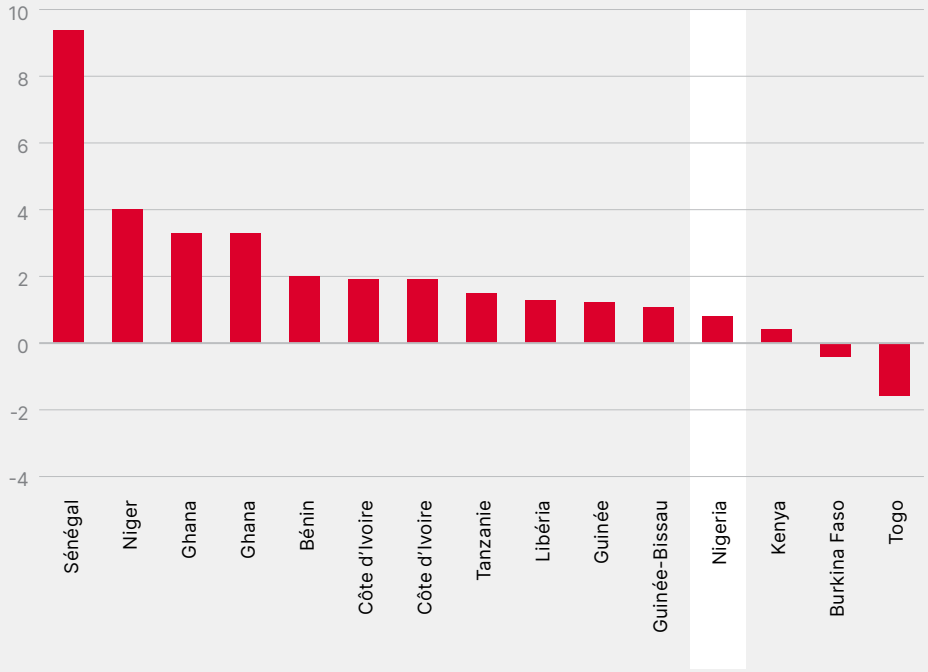
La mise en œuvre des technologies de l'industrie 4.0 a démontré qu'augmente la productivité du travail de 15 % à 30 %,[50] tandis que l'application de l'IoT dans le seul contexte manufacturier pourrait s'accroître la productivité manufacturière de 10 à 25 % [51] et la valeur - ajoute de 20 %.[52] Plusieurs cas d'usage ont été prouvés au Nigeria ces dernières années, grâce à l'expansion des réseaux 5G destinés à l'industrie, à l'exploitation minière et aux ports.[53]

L'augmentation des investissements du secteur privé, des IDE et des exportations est un moteur important de l'amélioration des capacités manufacturières. Une infrastructure de connectivité de haute qualité et un grand nombre de clients utilisant Internet pour trouver et acheter des produits sont des moteurs d'une augmentation des IDE et de l'innovation. Les flux d'IDE au Nigeria en proportion du PIB est passée de plus de 2 % il y a dix ans à moins de 1 %, l'un des taux les plus bas parmi les économies à revenu intermédiaire. Cela a été en grande partie en réponse à l'instabilité macroéconomique et aux problèmes de gouvernance (Figure 6).[54]

Figure 6

Comparaison des flux d'IDE par pays

Investissement direct étranger, entrées nettes (% du PIB)



Source : Indicateurs du développement dans le monde, 2022.

49 Banque mondiale CEM Nigeria.

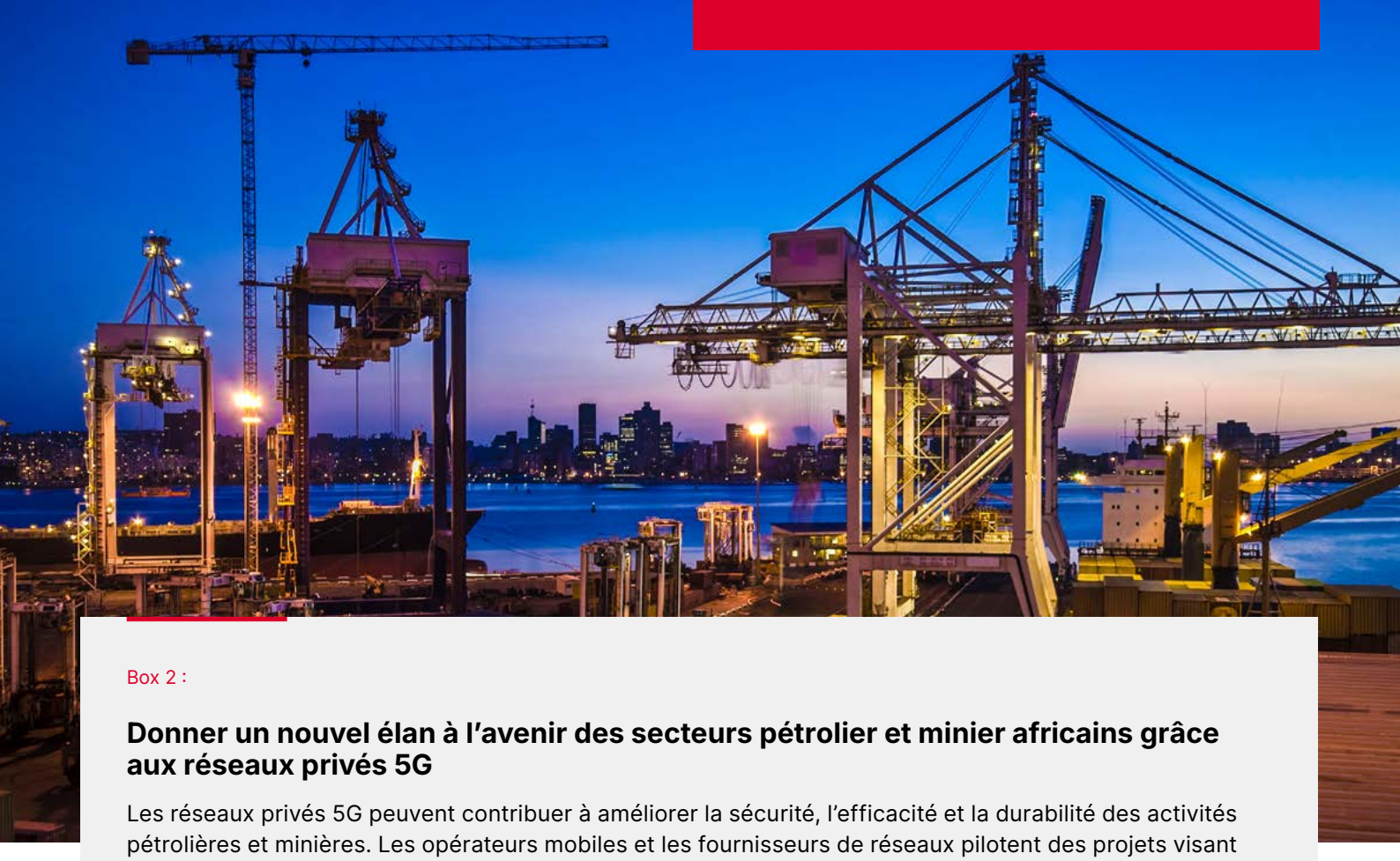
50 www.mckinsey.com/capabilities/operations/our-insights/capturing-the-true-value-of-industry-four-point-zero ; www.ptc.com/en/solutions/maximizing-revenue-croissance http://www.ptc.com/en/solutions/maximizing-revenue-growth

51 www2.itif.org/2018-manufacturing-digitalization.pdf

52 Service de recherche des membres du Parlement européen, « Industrie 4.0 : Numérisation pour la productivité et la croissance » (Parlement européen, septembre 2015), http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/568337/EPRS_BRI(2015)568337_EN.pdf.

53 https://www.ericsson.com/en/blog/1/2023/unleashing-sustainable-digital-transformation-in-nigeria

54 Banque mondiale CEM Nigeria.



Box 2 :

Donner un nouvel élan à l'avenir des secteurs pétrolier et minier africains grâce aux réseaux privés 5G

Les réseaux privés 5G peuvent contribuer à améliorer la sécurité, l'efficacité et la durabilité des activités pétrolières et minières. Les opérateurs mobiles et les fournisseurs de réseaux pilotent des projets visant à développer des solutions spécifiques pour les secteurs pétrolier et minier, de la mine de charbon de Phalanndwa en Afrique du Sud à des déploiements sur plusieurs sites en Afrique.

Les réseaux 5G dans les champs pétrolifères et les mines maximisent l'efficacité opérationnelle grâce à la transmission des données en temps réel et à la surveillance à distance. Ils permettent une automatisation de précision grâce à des capteurs et à des véhicules et équipements autonomes, ainsi qu'une optimisation de la production grâce à une collecte et une analyse plus efficaces des données, améliorant ainsi la prise de décision en matière d'allocation des ressources et de productivité. Les temps d'arrêt et les défaillances des équipements sont réduits au minimum grâce à l'intégration d'outils d'analyse alimentés par l'IA.

Source : https://www.miningweekly.com/article/powering-african-minings-future-with-5g-private-networks-2024-02-05.

Les politiques décrites dans ce rapport renforceraient la numérisation du secteur manufacturier au Nigeria. Cela pourrait ajouter 5 000 milliards de NGN En valeur ajoutée sectorielle, cela équivaut à 3,3 % de la entraînerait un emploi supplémentaire dans l'industrie d'environ 465 000 personnes d'ici 2028 et 417 milliards de NGN en recettes fiscales supplémentaires issues de l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie.

Tableau 6 : Impacts potentiels des politiques visant à accroître la numérisation de la fabrication au Nigeria en 2028

Valeur ajoutée de la numérisation de l'industrie (NGN)	5 trillion
% du PIB sectoriel	3.3 %
% du PIB	1.02 %
Emploi	465,000
Tax (NGN)	417 billion

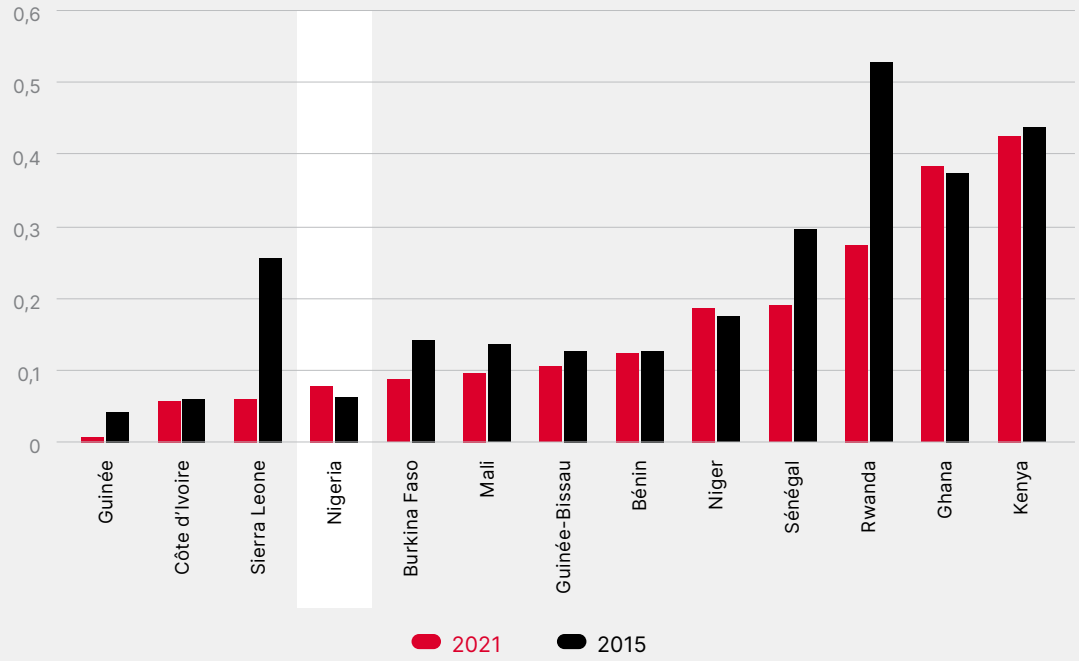
NGN constants de 2023. Voir le Document méthodologique qui accompagne ce rapport.

Impact de la numérisation sur le commerce au Nigeria

Bien qu'il soit la plus grande économie africaine, le Nigeria exporte relativement peu vers le reste du continent, principalement en raison de contraintes réglementaires et de coûts commerciaux élevés, notamment le coût du transport des conteneurs à travers le pays. **La numérisation peut soutenir les efforts d'expansion du commerce et d'amélioration de la facilitation des échanges afin de tirer pleinement parti de l'intégration régionale** et des accords multilatéraux, tels que l'AfCFTA. En particulier, **la numérisation peut soutenir cette croissance du commerce des services, qui représente actuellement moins de 10 % des exportations totales,** et pourrait être un moteur important de la participation accrue du Nigeria aux GVC.[55] L'adoption de nouvelles technologies peut élargir la négociabilité de certains services et permettre la croissance des services fournis numériquement. Le secteur des services pourrait devenir un moteur de changement structurel dans l'économie nigériane, contribuant à la productivité, à l'emploi et à une complexité économique accrue.[56]

Figure 7

Exportations de services, % du PIB



Source : Indicateurs du développement mondial.

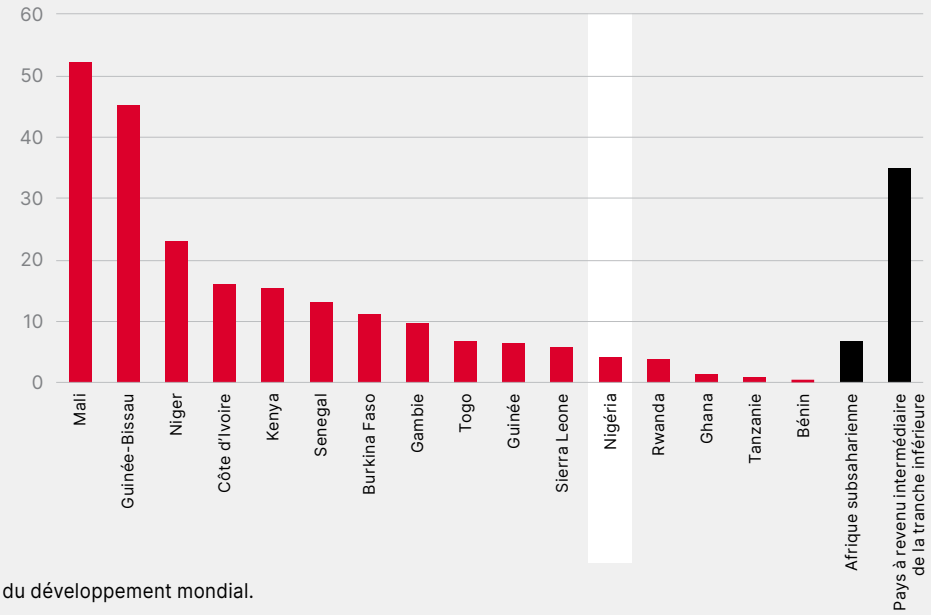
Les services d'information et de communication ne représentent actuellement que 4 % du total des exportations de services (Figure 8). Cela a le potentiel de croître et pourrait contribuer de manière significative à la croissance des exportations totales de services. Le Nigeria dispose d'un important nombre de travailleurs qualifiés qui pourraient profiter des opportunités mondiales grâce au freelance, au micro-travail et à l'externalisation des processus métier (BPO). À mesure que l'industrie du BPO au Nigeria évolue, passant de l'externalisation des processus de base à un BPaaS (Business Process-as-a-Service) haut de gamme, la productivité et l'efficacité augmentent. À l'avenir, cela pourrait être être encore renforcé par des technologies numériques telles que l'IA et l'analytique. Ces développements sont soutenus par des investissements mondiaux au Nigeria des entreprises technologiques telles que Microsoft, qui contribue à intégrer le pays sur les marchés mondiaux.[57]

Les exigences de localisation des données peuvent constituer un obstacle à la croissance du commerce des services numériques. Pour permettre la croissance de ces services, la régulation des flux transfrontaliers de données devra être soigneusement conçue de manière à atteindre des objectifs politiques essentiels tout en minimisant les restrictions au commerce.[58]

55 Banque mondiale WDR 2020.
56 Rapport sur le développement mondial 2020, www.worldbank.org/en/publication/wdr2020 .
57 Microsoft, Permettre un Nigeria numérique, 2020.
58 OMC, FMI, Commerce numérique pour le développement, 2023 : https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/dtd2023_e.pdf

Figure 8

Exportations de technologies de l'information et des communications en pourcentage du total des exportations de services



Source : Indicateurs du développement mondial.

En fait, grâce à la croissance des services de paiement numériques, Le commerce électronique est devenu une force motrice de l'économie numérique nigériane, augmentant l'accès vers les marchés, tant par les grandes quantes comme par les petites entreprises. **Le commerce électronique permet la commercialisation de nouveaux produits, étend les services de livraison et réduit considérablement les coûts de transaction** liés à l'achat, à la vente, à l'exploitation et à l'inventaire la direction. Un exemple est la startup Jumia fondée au Nigeria, qui est entrée en bourse à la Bourse de New York et affiche désormais une capitalisation boursière de 350 millions de dollars américains(Box 3).[59]



59 https://companiesmarketcap.com/jumia/marketcap/



Box 3 :

Jumia Nigeria : de start-up à géant du e-commerce et catalyseur de l'écosystème

La plateforme de commerce électronique Jumia s'est engagée à intégrer les PME nigérianes, à attirer les clients vers leurs sites web, en facilitant chaque étape du processus de vente pour les commerçants enregistrés, de la prise de commandes au traitement des paiements, en passant par l'organisation des livraisons. Il a été l'un des premiers marchés de commerce électronique en Afrique, répondant aux besoins des fournisseurs informels, micro et petits en permettant un meilleur accès au marché tout en apportant de la valeur au client en éliminant les intermédiaires dans le processus de vente.

Depuis, Jumia s'est étendue pour atteindre 5,7 millions de clients actifs à travers l'Afrique, proposant 220+ produits et accueillant plus de 64 000 vendeurs actifs. À mesure que ses services se sont étendus, les opportunités pour sa chaîne de valeur et son écosystème se sont également étendues. Par exemple, Jumia compte entre 77 et 563 points de prise en retrait dans chacun de ses pays d'exploitation, y compris les capitales, les villes secondaires et les zones rurales. Les points de retrait offrent plusieurs avantages, permettant aux clients de récupérer leurs commandes à prix réduit auprès de boutiques locales désignées qui agissent comme agents pour Jumia. Les agents offrent aux clients une interaction en face à face avec Jumia, ils peuvent répondre aux questions des clients et gagner un revenu pour chaque livraison récupérée dans leur boutique.

De plus, des start-ups innovantes ont commencé à déployer des technologies innovantes pour fournir des services de soutien au commerce électronique. Par exemple, la start-up nigériane Zipline s'est associée à Jumia pour livrer des achats en ligne via des drones, atteignant des zones rurales généralement exclues des solutions traditionnelles de livraison.

Source : GSMA, E-commerce en Afrique : Libérer l'opportunité pour les PME octobre 2023 ; Site web de Jumia.

Les politiques décrites dans ce rapport augmenteraient la numérisation du commerce. Cela a le potentiel pour ajouter 873 milliards de NGN en valeur ajoutée, équivalent à, 34 % de la valeur ajoutée du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait un emploi supplémentaire dans le commerce par plus de 183 000 personnes d'ici 2028 et 72 milliards de NGN en recettes fiscales supplémentaires grâce à l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie.

Tableau 7 : Impact potentiel des politiques visant à accroître la numérisation du commerce au Nigeria en 2028

Valeur ajoutée du commerce numérique (NGN)	873 milliards
% du PIB par secteur	1,34 %
% du PIB	0,18 %
Emploi	183 000
Impôt (NGN)	72 milliards

NGN 2023 constant. Voir le document méthodologique qui accompagne ce rapport.

Impact de la numérisation sur le secteur des transports au Nigeria

La numérisation des chaînes d'approvisionnement apporte des améliorations dans tous les secteurs économiques. Avec ses ressources naturelles et humaines et son vaste marché intérieur, le Nigeria a le potentiel de devenir un centre logistique pour l'Afrique de l'Ouest et un tremplin vers les chaînes de valeur régionales. Cela peut se faire en réduisant les coûts de transport, notamment en traitant les retards et des inefficacités dans le dégoinlage des frontières et des ports, la rationalisation et l'automatisation des procédures, ainsi que l'amélioration de la gouvernance et de la disponibilité des informations dans les chaînes d'approvisionnement.

Dans le transport maritime, le Nigeria peut accroître la part des volumes de conteneurs et de trafic en modernisant les ports existants via l'infrastructure portuaire numérique et les procédures frontalières numériques. Cela pourrait considérablement augmenter la perception des douanes et des taxes.[60] **Le déploiement des réseaux 5G dans les infrastructures portuaires pourrait améliorer l'efficacité des activités logistiques des grands complexes portuaires nigérians,** en facilitant la mise en œuvre de nouveaux systèmes tels que les flottes de conduite autonome, l'amélioration du positionnement des conteneurs, les systèmes de gestion de la recharge, ainsi que la gestion améliorée des feux de circulation Pour réduire la congestion, l'utilisation de la réalité virtuelle et des capteurs pour améliorer les opérations portuaires.[61]

Le Nigeria a amélioré son classement dans la logistique Performance Index, atteignant la 88e position mondiale.[62] La modernisation et l'amélioration des liaisons de transport par l'adoption des technologies numériques renforcerait encore les liens commerciaux avec la sous-région et l'intégration à la CEDEAO et à l'ACEFA réduirait les coûts de transaction et logistique, l'augmentation de la productivité et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales ainsi que l'accès aux marchés mondiaux.

L'innovation numérique peut également jouer un rôle important dans la mise en place de systèmes de transport et de mobilité efficaces et efficaces en ville, des systèmes SIG soutenant le développement de systèmes de transport multimodaux à la collecte et l'analyse en temps réel des informations de circulation, en passant par la signalisation routière intelligente et la collecte automatisée des tarifs pour le stationnement et les transports en commun. Par exemple, le premier système de bus rapide en Afrique a été lancé en 2008 à Lagos, utilisant des informations en temps réel et des transactions automatisées via un système de paiement numérique intégré via mobile de l'argent. Depuis, il a évolué vers des applications numériques tactiles et payantes , et s'est étendu à travers le continent.[63]

Les politiques décrites dans ce rapport permettraient d'accroître la numérisation du secteur des transports et des infrastructures portuaires numériques. Cela pourrait ajouter 435 milliards de NGN à la valeur ajoutée des transports, soit 4,13 % de la valeur ajoutée du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait un emploi supplémentaire dans le transport de 161 000 personnes d'ici 2028 et 36 milliards de NGN en recettes fiscales supplémentaires issues de l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie (Tableau 8)

Tableau 8 : Impacts potentiels des politiques visant à accroître la numérisation des transports au Nigeria en 2028

Valeur ajoutée du transport numérique (NGN)	435 milliards
% du PIB par secteur	4,13 %
% du PIB	0,09 %
Emploi	91 000
Impôt (NGN)	36 milliards

NGN 2023 constant. Voir le document méthodologique qui accompagne ce rapport.

60 https://nigerianports.gov.ng/

61 https://piernext.portdebarcelona.cat/en/technology/5g-connection-in-ports-sector-an-important-step-towards-digitalization/ ; https://www.linkedin.com/posts/eucompetitionpolicy_ipcei-eustateaid-eucompetition-activity-7137733386218999808-oRcl

62 https://lpi.worldbank.org/sites/default/files/2023-04/LPI_2023_report.pdf

63 Mobereola, D. (2009). Lagos Bus Rapid Transit : le premier projet BRT d'Afrique. Document de discussion SSATP n° 9. SSATP ; Comment Touch and Pay (TAP) a convaincu 1,5 million de Lagosiens d'adopter les trajets en bus sans argent liquide (techpoint.africa)

Impact de la numérisation sur les soins de santé au Nigeria

Les solutions numériques pour les soins de santé peuvent offrir de meilleurs résultats de bien-être grâce à un meilleur accès aux services de santé, tout en contribuant à l'économie grâce à des économies de coûts et à une productivité accrue. Gamme d'applications de santé numérique des consultations en télémédecine permettant aux médecins de consulter les patients via une voix numérique ou une vidéo HD , aux dossiers médicaux électroniques permettant des diagnostics plus précis et une réduction des coûts administratifs . Les paiements numériques peuvent également soutenir et améliorer les processus de réclamation d'assurance et faciliter les contributions à l'assurance santé des consultations en télémédecine permettant aux médecins de consulter les patients via une voix numérique ou une vidéo HD , aux dossiers médicaux électroniques permettant des diagnostics plus précis et une réduction des coûts administratifs . Les paiements numériques peuvent également soutenir et améliorer les processus de réclamation d'assurance et faciliter les contributions à l'assurance santé nationale exigences.

Les politiques décrites dans ce rapport augmenteraient la numérisation du secteur de la santé. Cela pourrait ajouter 145 milliards de NGN à la valeur ajoutée, soit 4,95 % de la valeur ajoutée du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait un emploi supplémentaire de 30 000 personnes dans le transport d'ici 2028 et 12 milliards de NGN en recettes fiscales supplémentaires issues de l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie.

Tableau 9 : Impacts potentiels des politiques visant à accroître la numérisation des soins de santé au Nigeria en 2028

Numérisation des soins de santé – valeur ajoutée (NGN)	145 milliards
% du PIB par secteur	4,95 %
% du PIB	0,03 %
Emploi	30 000
Impôt (NGN)	12 milliards

NGN 2023 constant. Voir le document méthodologique qui accompagne ce rapport.

Entreprenat numérique et pôles technologiques

Le Nigeria possède un écosystème dynamique de start-ups et des pôles technologiques florissants de Lagos à Kano. C'est le plus grand marché d'Afrique en termes de nombre de start-ups et de financement, attirant 1,2 milliard USD en 2022, soit 68 % de la part de l'Afrique de l'Ouest.[64] Cela représentait 25 % du financement total des start-ups africains, une part bien supérieure à celle de la population africaine (15 %) et du PIB (17 %).[65]

Des start-ups prospères ont émergé dans divers secteurs, tels que la FinTech, l'agriculture, la santé, l'éducation et l'énergie. Parmi les exemples, on trouve Flutterwave dans le secteur Fintech, la fintech de mobilité Moove et l'agritech ThriveAgric, parmi d'autres d'autres. Parmi les incubateurs de start-ups prospères dans le pays figurent ARM Labs, Techstars Accelerator et The Foundry à Lagos, qui soutiennent la croissance des entreprises technologiques, en développant les capacités et en facilitant l'accès au financement.[66] L'ambition du Plan stratégique 2023-2027 est d' augmenter de 50 % les financements levés par les startups technologiques nigérianes pour atteindre 5 milliards de dollars par an d'ici 2027.

Cela repose sur un investissement soutenu dans l' écosystème numérique. **L'accès aux TIC et, en particulier, aux applications mobiles est essentiel pour soutenir ce démarrage**— Up. Les PME bénéficient d'un meilleur accès à l'information et aux marchés, ce qui conduit à une productivité accrue et à la création d'emplois. Pour les cabinets formels, Une adoption technologique plus élevée est associée à une productivité du travail allant jusqu'à 2 % et atteignant 4 % pour les entreprises informelles.[67] De plus, **les start-ups ont bénéficié de partenariats avec des fournisseurs de services mobiles au Nigeria :** MTN et des fournisseurs d'infrastructures TIC tels que Liquid Telecom ont également lancé des initiatives internes de pôles technologiques dans le pays.

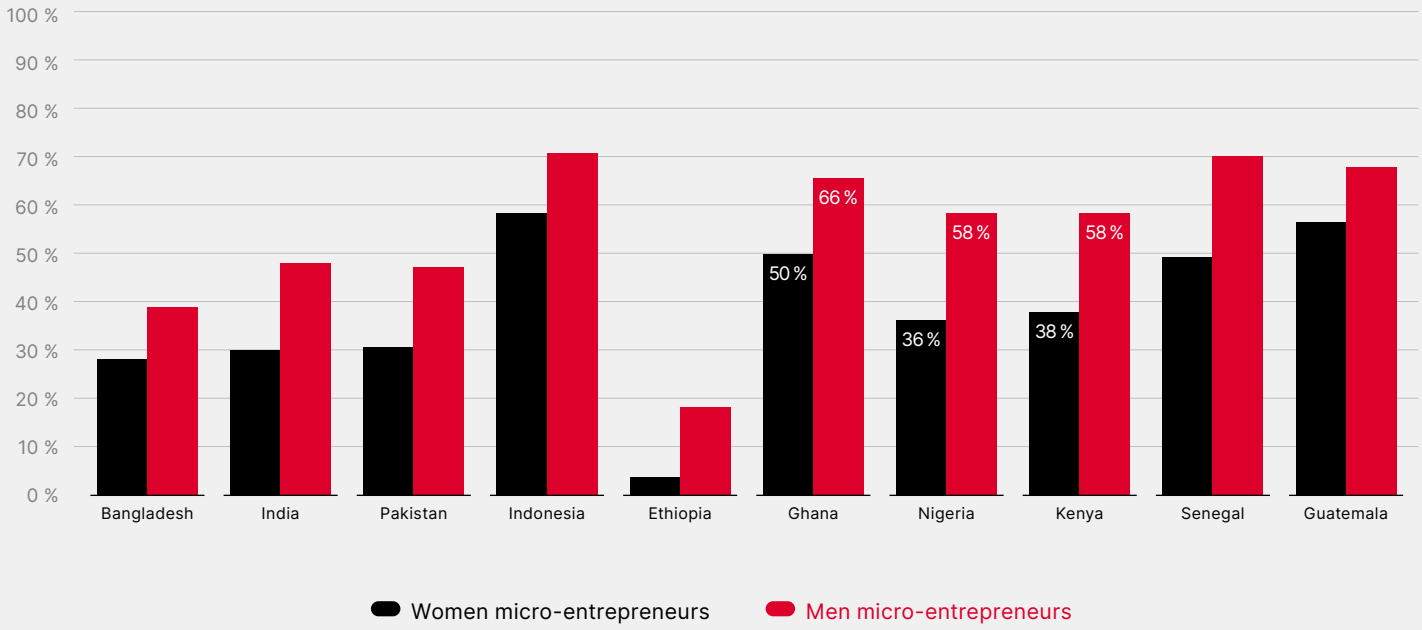
64 https://thebigdeal.substack.com/p/map2022western?utm_source=%2Fsearch%2Fnigeria&utm_medium=reader2
65 bid.
66 https://www.techstars.com/accelerators/arm-labs-lagos ; https://thefoundry.ng/ .
67 Cirera, Comin, and Cruz 2022. Also: Bhattacharya, 2019 and Mothobi, Gillwald, and Aguera, 2020.

L'entrepreneuriat numérique offre de nouvelles opportunités de création d'emplois et de compétences telles que reconnues par le Plan stratégique 2023-2027. La Nigeria Start Up Act augmentera le nombre de startups ayant accès au financement et aux ressources pédagogiques au Nigeria. Par exemple, le Digital Nigeria Training Portal a été créé pour développer un vivier de connaissances au sein du pays, générant des emplois locaux et favorisant le savoir au sein de la communauté.[68]

Cependant, des défis subsistent au Nigeria concernant l'adoption et la sensibilisation aux technologies numériques par les microentrepreneurs. Une enquête menée par la GSMA auprès de plus de 8 000 micro-entrepreneurs au Nigeria et dans d'autres pays africains en 2022[69] a recueilli des données sur leur **utilisation du mobile pour les affaires. Il a constaté qu'au Nigeria, seulement 58 % des micro-entrepreneurs masculins utilisent Internet mobile tandis que seulement 36 % des femmes microentrepreneures utilisent cette technologie.**

Figure 9

Utilisation d'Internet mobile par les micro-entrepreneurs



Source : World Development Indicators and IMF WEO October 2023.

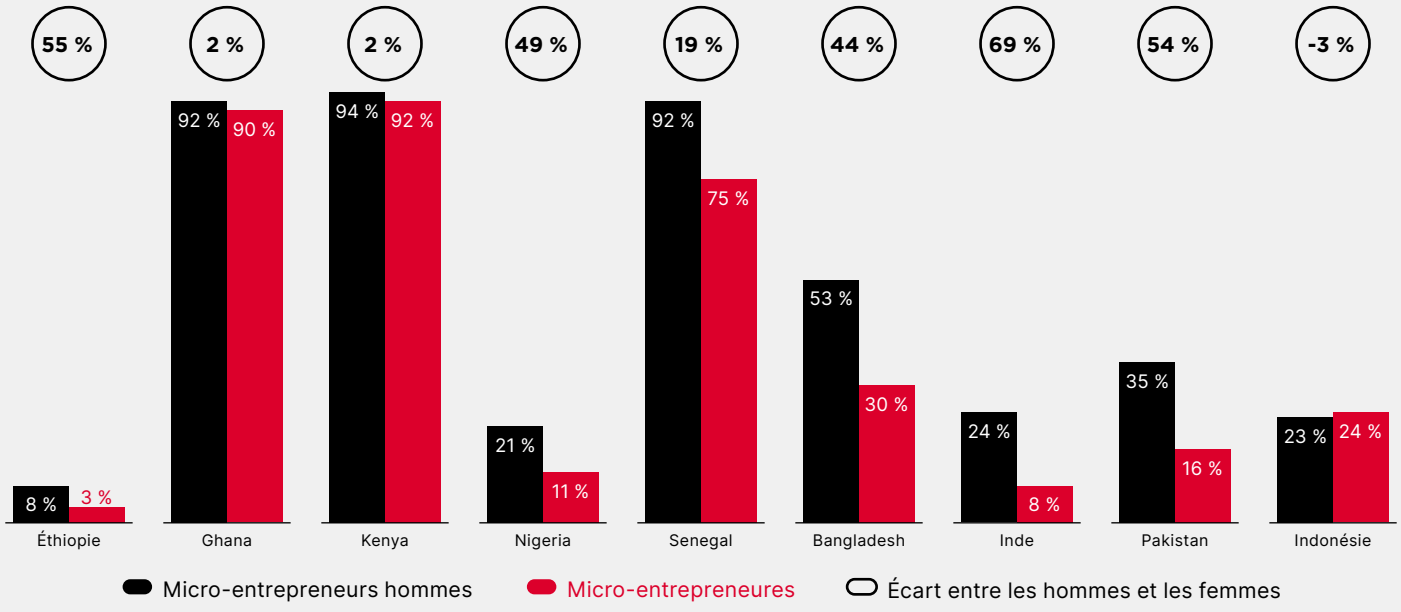
L'adoption du mobile money chez les PME est également en retard, avec **seulement 16 % des microentrepreneurs disposant d'un compte mobile.** R le principal facteur du manque d'adoption au Nigeria est la prise de conscience du fonctionnement et des avantages des technologies mobiles et numériques. Dans la monnaie mobile plus mature les marchés du Ghana, du Kenya et du Sénégal, la sensibilisation à la monnaie mobile chez lesmicro-entrepreneurs est presque universelle. Cependant, dans La notoriété au Nigeria est bien plus faible en moyenne, à 62 %, avec un écart significatif entre hommes et femmes entrepreneurs.[70]

68 https://nigeria.coding4employment.org/ and https://dtcnigeria.ng/ and https://nitda.gov.ng/digital-job-creation-centres/
69 GSMA, Understanding women micro-entrepreneurs' use of mobile phones for business Evidence from 10 low and middle-income countries, 2023.
70 GSMA, Understanding women micro-entrepreneurs' use of mobile phones for business Evidence from 10 low and middle-income countries, 2023.

Figure 10

Propriété de comptes d'argent mobile chez les micro-entrepreneurs

Pourcentage des micro-entrepreneurs interrogés



Source : Enquête aux consommateurs GSMA, 2022.
Base : Micro-entrepreneurs interrogés. L'écart entre les sexes dans la propriété d'un compte mobile money fait référence à la moindre probabilité qu'une femme ait un compte mobile money qu'un homme. Les questions sur l'argent mobile n'ont pas été posées au Guatemala en raison de la faible pénétration de l'argent mobile.

Enfin, la numérisation a le potentiel de lever les obstacles à la formalisation et d'augmenter la productivité des entreprises informelles. L'un des objectifs clés du gouvernement est de formaliser l'économie et de rendre les PME plus compétitives.

La numérisation a le potentiel de réduire les obstacles à la formalisation et d'augmenter la productivité des entreprises informelles, y compris celles impliquées dans le secteur informel ainsi que des PME formelles et informelles dans d'autres secteurs.

Box 4 :

Y'ellopreneur : Soutenir les entrepreneurs émergents ayant des compétences numériques

EY'ellopreneur est une initiative de la MTN Nigeria Foundation, conçue pour offrir des opportunités de renforcement des capacités et de financement aux femmes entrepreneures nigérianes qualifiées, mise en œuvre en collaboration avec la Bank of Industry (BOI).

L'initiative pilote a fourni des formations, des micro-prêts/subventions aux entreprises, ainsi que des services de conseil/soutien aux entreprises pour la durabilité à 500 entrepreneurs dans divers secteurs, notamment la fabrication/transformation, l'agriculture, les TIC/services digitaux, les services financiers, la construction, la logistique/transport, la production d'énergie et d'électricité, la mode, les médias et le divertissement, ainsi que la gestion des déchets.

Les participants se sont vu proposer un programme de formation en ligne aux compétences entrepreneuriales, couvrant : l'expérience client et la gestion des personnes ; MTN Enterprise Business Solutions ; Introduction au PSB MoMo ; et à la conformité fiscale. La phase de renforcement des capacités s'est terminée par la soumission et l'évaluation des plans d'affaires, qui a abouti à la recommandation des 200 plans d'affaires les plus viables pour le pitch d'affaires. Les sessions de présentation sélectionneront ensuite les 150 meilleures entreprises pour recevoir des prêts et des subventions pour le matériel.

Source : MTN Foundation, rapport annuel, 2022.

Impact de la numérisation sur le secteur bancaire et la stabilité financière

La croissance de l'argent mobile au Nigeria a été portée à la fois par des fournisseurs dirigés par des fournisseurs de services mobiles et non par des fournisseurs de services mobiles. Ces prestataires de services sont soumis à différents types de licences, avec certaines restrictions quant aux activités chacun est autorisé à entreprendre. Cela affecte la concurrence entre eux et réduit leur impact global positif sur l'inclusion financière.[71]

En 2018, la Banque centrale du Nigeria (CBN) a introduit la licence de la Banque de services de paiement (PSB). Cela a permis aux fournisseurs de services mobiles d'offrir des services financiers. La licence est réservée aux fournisseurs de monnaie mobile non bancaires, dont 25 % des opérations doivent se faire en zones rurales. Les PSB peuvent proposer des dépôts et des retraits, des envois entrants (mais pas des transactions forex) et peuvent émettre des cartes de débit – mais pas des cartes de crédit.

Parmi les fournisseurs de services mobiles, Glo et 9Mobile ont été les premiers à obtenir une licence PSB en 2020. En 2022, CBN a délivré des licences PSB à SmartCash PSB (Airtel) et MoMo PSB (MTN). En 2023, SmartCash PSB et MoMo PSB avaient connu une croissance significative avec environ 20 millions de clients enregistrés chacun. OPay et PalmPay sont les fournisseurs de monnaie mobile les plus en vue non dirigés par des fournisseurs de services mobiles et ont gagné une part de marché significative au Nigeria depuis l'obtention de leurs licences de paiement mobile, avec environ 30 millions d'utilisateurs chacun (Tableau 10). Il existe certaines différences entre le cadre réglementaire applicable aux entreprises de monnaie mobile non dirigées par des fournisseurs de services mobiles et celui qui s'applique aux entreprises de monnaie mobile dirigées par ces fournisseurs, par exemple par des exigences de capital plus élevées et des exigences d'opérations rurales pour les PSB. Ces différences peuvent être un facteur contribuant aux différences de leurs performances relatives ces dernières années.

Tableau 10 : Fournisseurs d'argent mobile au Nigeria

	Airtel	MTN	Opay	Palmpay
Comptes de monnaie mobile enregistrés	**20m** (Novembre 2023)	**19m** (Mars 2023)	**30m** (June 2023)	**30m** (Octobre 2023)
Agents enregistrés de monnaie mobile	**52,000** (Mars 2023)		**500,000** (Juin 2023)	**500,000** (Octobre 2023)
Agents actifs de monnaie mobile		**227,000** (Juin 2023)		

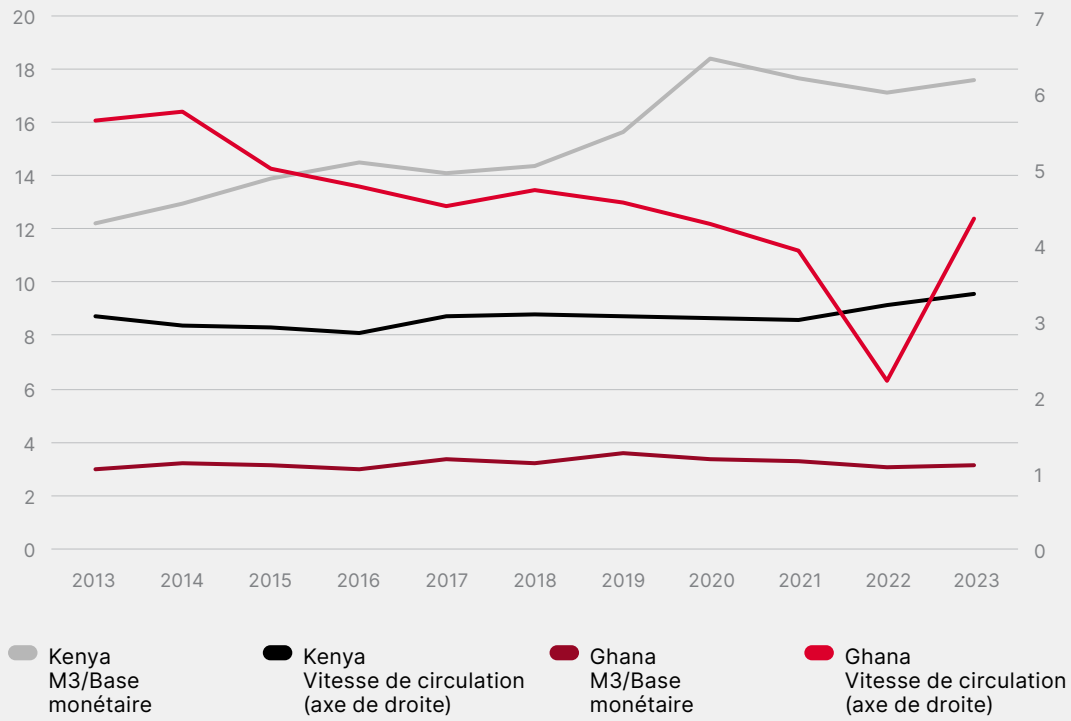
Source : GSMA, Rapport sur l'état du secteur de la monnaie mobile, 2024.

71 GSMA, Mobile Money State of the Industry report, 2024 and Sources: Ironsi, T. (2022). Understanding MTN Nigeria's Payment Service Bank (PSB) License.

L'impact positif de la monnaie mobile sur l'inclusion financière et la croissance économique est bien documenté.[72] De plus, la monnaie mobile joue un rôle important pour permettre une politique monétaire plus efficace en transférant la monnaie et les actifs dans le système financier formel et Renforcer la profondeur financière. En particulier, l'argent mobile est associé à un multiplicateur monétaire plus élevé, améliorant l'efficacité du ciblage monétaire.[73]

Figure 11

Impact de l'argent mobile sur la stabilité



Source : Banques centrales du Kenya et du Ghana et calculs des auteurs. M3 est un gros montant ; le multiplicateur monétaire est le rapport entre la monnaie large et la monnaie de réserve ; la vitesse de la monnaie est calculée comme le rapport entre le PIB nominal et la monnaie large.

Les preuves suggèrent que la monnaie mobile est liée à une **baisse de la vitesse de la monnaie, ce qui est un signe d'innovation financière, et à une augmentation de la multiplicateur monétaire** (M3/monnaie de base), qui améliore la transmission de la politique monétaire. Ces deux effets peuvent être observés pour le Ghana et le Kenya, où la monnaie mobile est mature, avec une vitesse de la monnaie globalement stable ou en diminution, et où le multiplicateur monétaire est augmentant progressivement. De plus, les services de monnaie mobile sont complémentaires plutôt que des substituts au secteur bancaire commercial traditionnel, en raison de leur nature « à fort volume et faible valeur ». En pratique, l'expansion de la monnaie mobile est associée à la croissance du secteur bancaire commercial traditionnel, ce qui indique un approfondissement financier supplémentaire.

72 Add from GSMA and World Bank.
73 GSMA, The impact of mobile money on monetary and financial stability, 2019.

Résumé de l'impact sur la productivité des politiques visant à accroître la numérisation

Dans l'ensemble, il existe un potentiel significatif pour une digitalisation accrue afin d'apporter de larges contributions socio-économiques à la croissance future du Nigeria, y compris la transformation économique dans des secteurs clés tels que l'agriculture et la fabrication, grâce au déploiement de l'agriculture de précision et de l'industrie Technologies 4.0. Les impacts macroéconomiques potentiels si les politiques décrites dans ce rapport étaient mises en œuvre sont résumés ci-dessous, tandis que le reste du rapport se concentre sur l'identification de réformes politiques pouvant permettre la réalisation de ces effets.

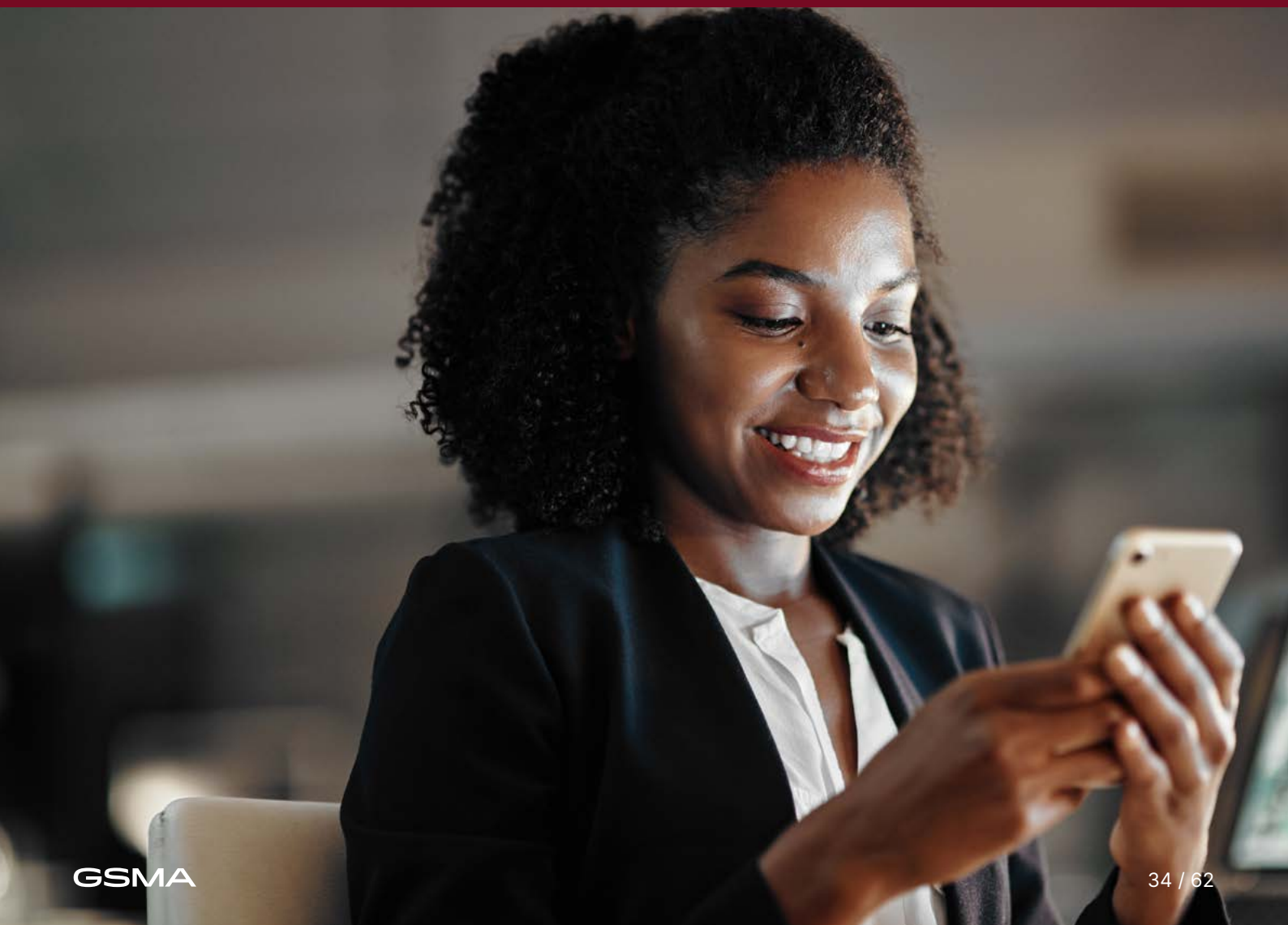
Figure 12

Impact des politiques pour accroître la numérisation des secteurs économiques au Nigéria à la suite des réformes politiques

	Agriculture	Industrie manufacturière	Transport	Commerce	Santé	Gouvernement
Valeur ajoutée numérique (NGN)	3,3 billions	5,0 billions	430 milliards	870 milliards	145 milliards	–
% du PIB du secteur	2,8 %	3,3 %	4,1 %	1,3 %	4,95 %	–
% du PIB total	0,7 %	1,0 %	0,1 %	0,2 %	0,03 %	0,2 %
Emploi	1,1 million	465 000	160 000	90 000	30 000	–
Recettes fiscales (NGN)	270 milliards	420 milliards	35 milliards	70 milliards	12 milliards	810 milliards

Source : Calculs des auteurs. Voir le document méthodologique séparé.

4. Le secteur des télécommunications au Nigeria



A. Le secteur des télécommunications au Nigeria

Performances du secteur des télécommunications

Le Nigeria possède un secteur des télécommunications très compétitif avec plusieurs grands fournisseurs de services mobiles et quelques opérateurs importants de réseaux en fibre uniquement.

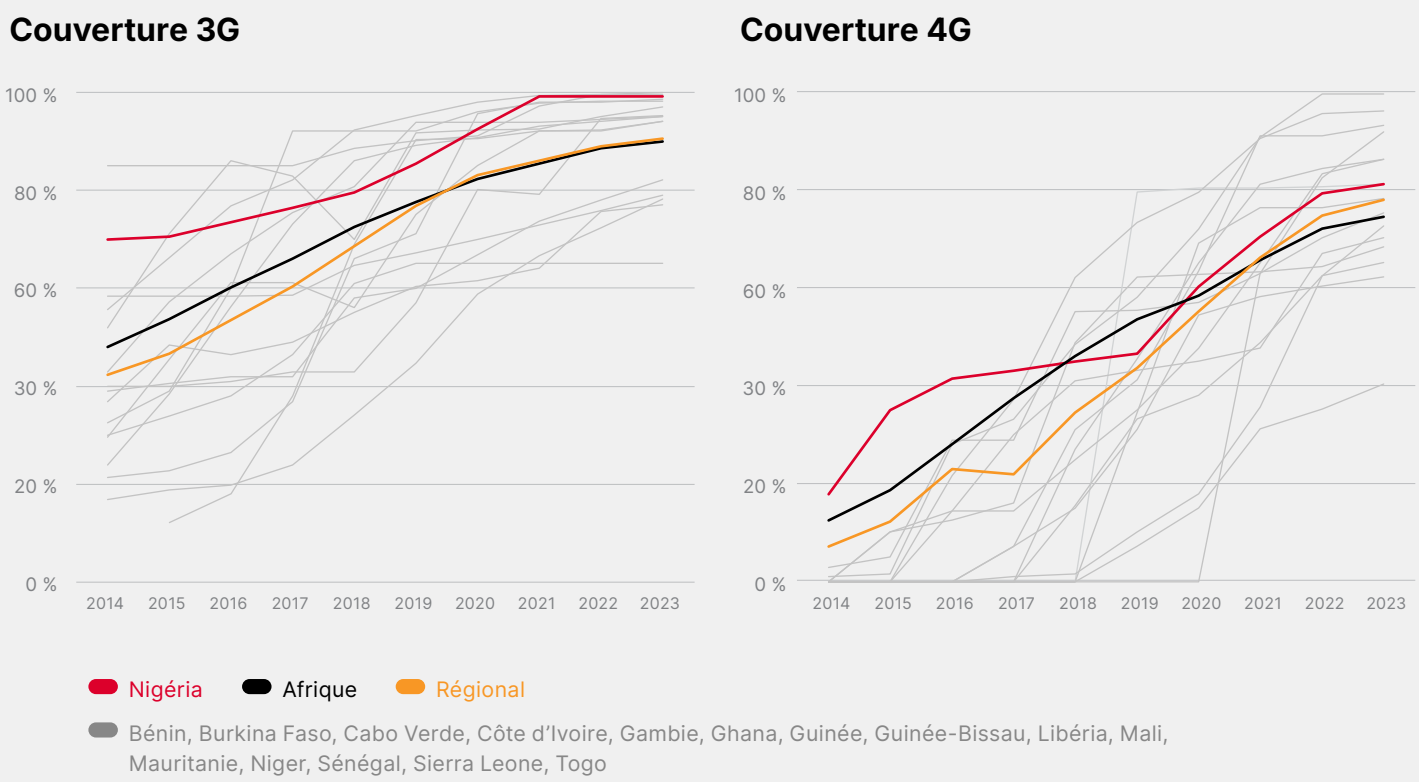
MTN est le plus grand fournisseur de services mobiles avec 37 % de part de marché des abonnés. Sont suivis par Airtel, Globacom et 9mobile avec 29 %, 28 % et 6 % respectivement. Il y a au total 218 millions d'abonnements mobiles et 92 millions d'abonnements Internet haut débit.[74,75]

Le résultat de cette concurrence a été une croissance rapide de la couverture haut débit mobile , ce qui a placé le Nigeria devant les comparateurs régionaux pour la 3G et la 4G (Figure 13).

Le Nigeria est également au-dessus de la moyenne régionale en termes d'utilisation d'internet, avec environ 29 % des Nigérians qui l'utilisent (Figure 14).

Figure 13

Couverture réseau par



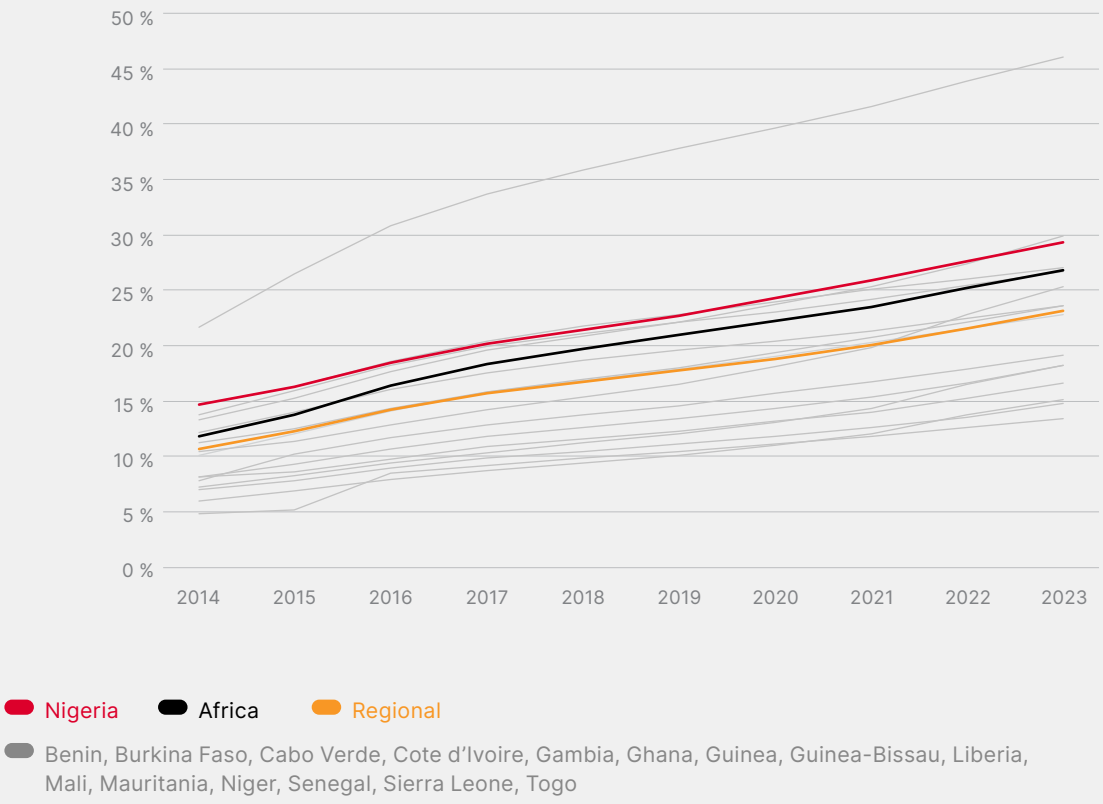
Source : GSMA Intelligence

74 Source : NCC
75 La NCC fait également état de 161,5 millions d'« abonnements à Internet.



Figure 14

Abonnés uniques à Internet mobile[76]



Source : GSMA Intelligence

76 Unique mobile internet subscribers refers to individuals who use the mobile internet. This is different from the total number of mobile internet subscriptions, because the latter can include individuals with multiple SIMs.

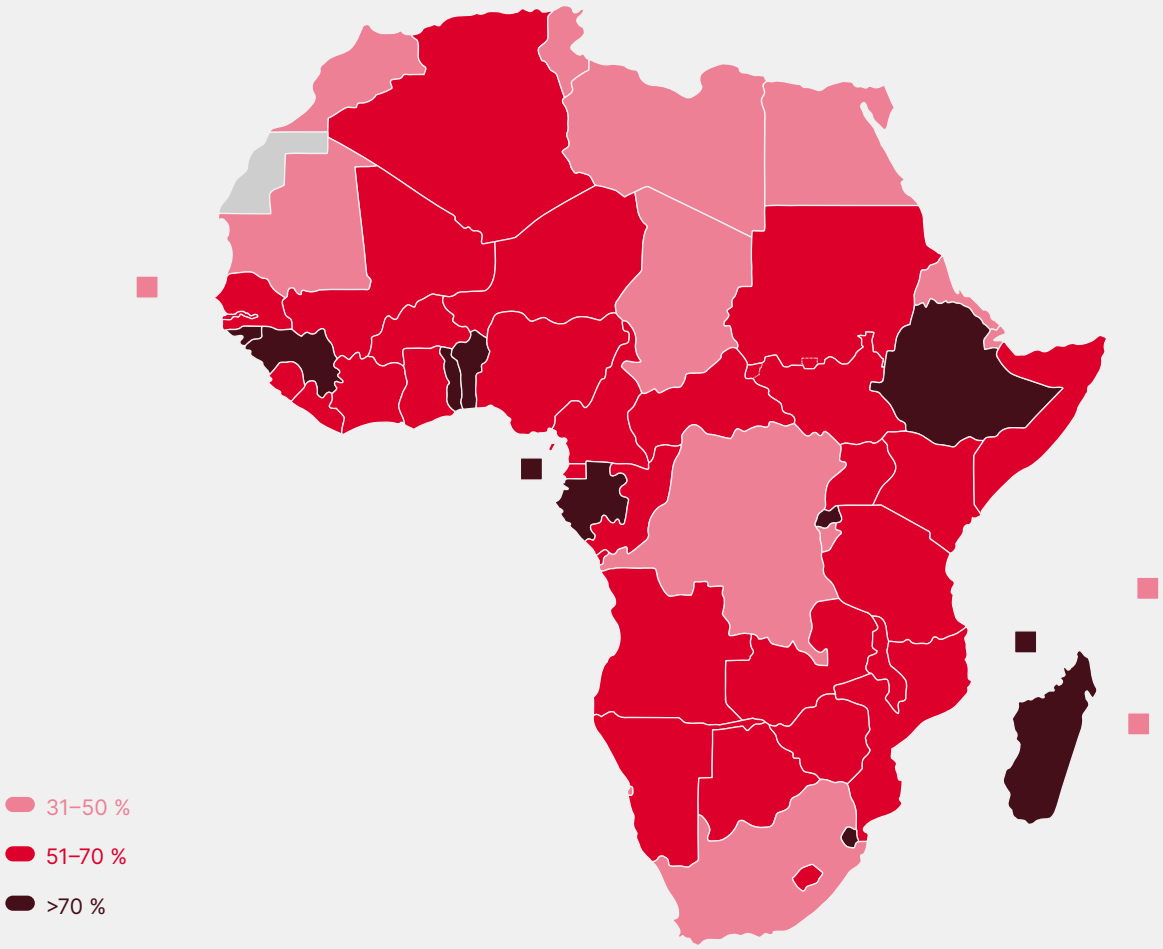
La différence entre le nombre de personnes vivant à portée des réseaux mobiles à large bande et ceux qui l'utilisent sont appelés « l'écart d'utilisation ». Le Nigeria est à peu près dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne selon cette mesure. Les fournisseurs de services mobiles ont réussi à développer une couverture réseau haut débit, mais de nombreuses personnes vivant dans la zone de les réseaux ne l'ont pas encore adopté (Figure 15). Cependant, cet écart n'est pas uniforme pour tous les Nigérians. Des enquêtes récentes ont révélé que les femmes ont 38 % de chances en moins que les hommes d'utiliser Internet mobile au Nigeria, contre 36 % dans la région et 19 % dans les PRMI en général.[77]

L'écart d'utilisation est déterminé par plusieurs facteurs. Un point important est l'accessibilité financière – les gens peuvent avoir la capacité et le désir d'utiliser Internet mais ne pas se le permettre. Ces personnes peuvent ne pas avoir de smartphone ou, si elles en ont, ne pas l'utiliser pour Internet. Il existe d'autres groupes de la population qui n'y voient pas la valeur ou ne peuvent pas accéder au contenu pertinent. Tous ces facteurs contribuent à cet écart entre le nombre de personnes ayant accès à Internet et celles qui l'utilisent.[78]

Figure 15

Écart d'utilisation d'Internet mobile, pays africains

Pourcentage de la population



Source : GSMA Intelligence

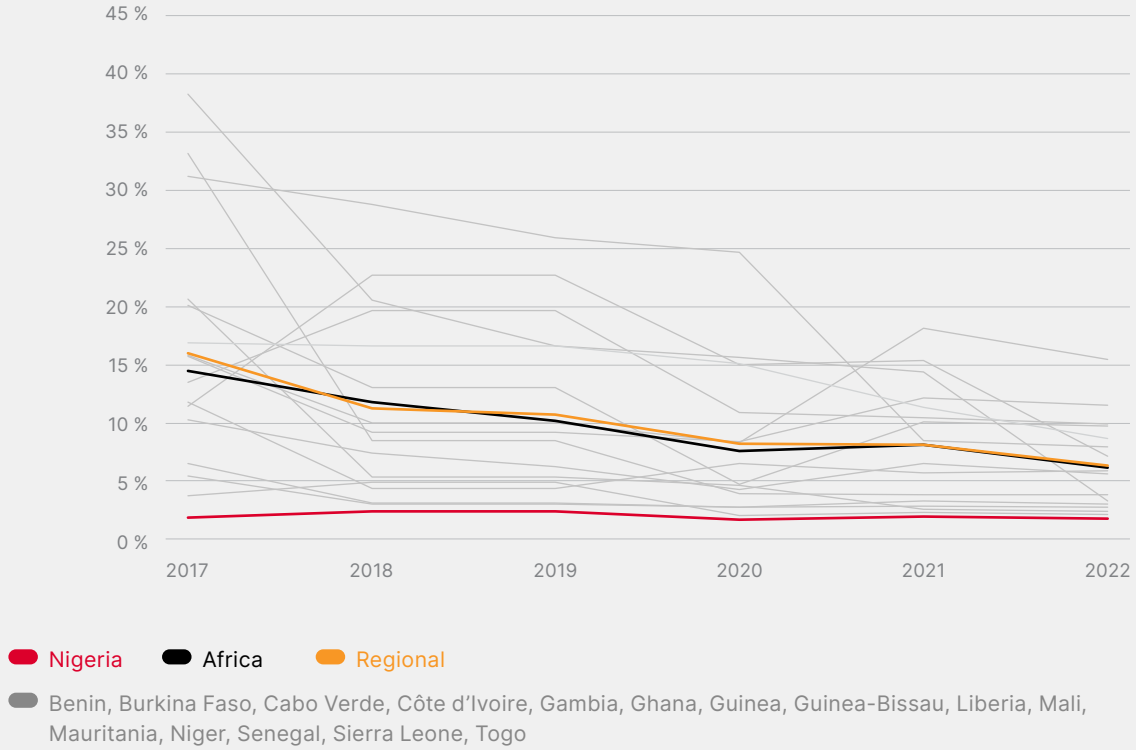
77 GSMA Intelligence
78 See GSMA, The State of Mobile Internet Connectivity 2023 Figure 7

La concurrence entre les fournisseurs de services mobiles au Nigéria a contribué à faire baisser les prix de la connectivité, et le Nigéria affiche certains des coûts de forfaits de données les plus faibles d'Afrique. Selon l'UIT, le coût au Nigéria (en % du RNB par habitant) d'un forfait de données de base uniquement est le plus faible d'Afrique de l'Ouest et est nettement inférieur à la moyenne africaine. À 1,8 % du RNB par habitant, le coût d'un forfait de données de base est comparable à celui de l'Afrique du Sud, bien que ce calcul repose sur un RNB par habitant nettement inférieur (Figure 16).[79]

Figure 16

Coût de base des données

(% du RNB par habitant)



Source : ITU

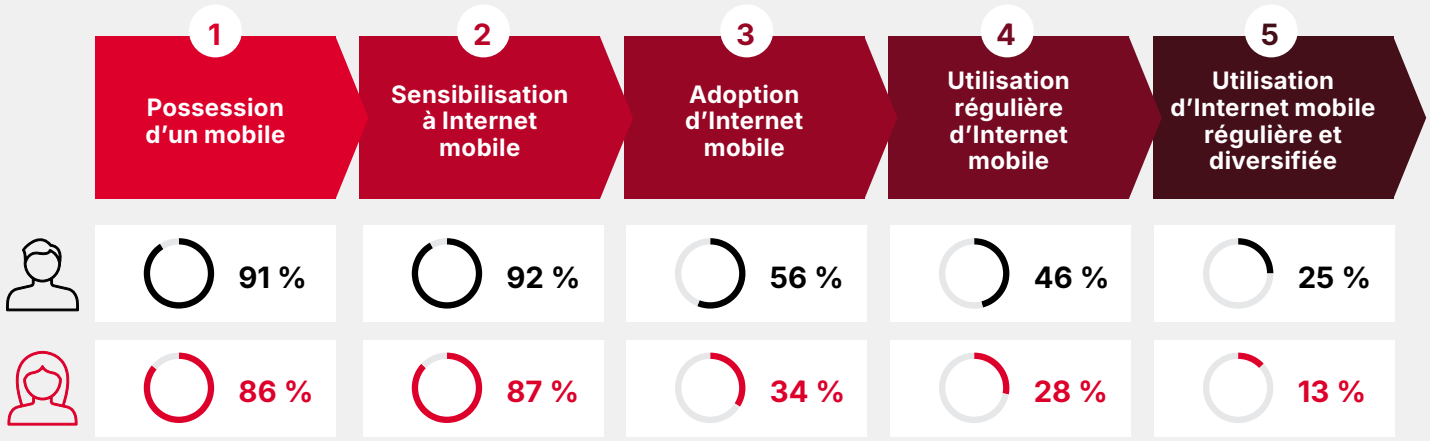
Les performances des réseaux mobiles haut débit au Nigeria sont également raisonnables comparées à d'autres pays de la région. Les débits moyens rapportés à Ookla par les utilisateurs d'internet mobile au Nigeria sont de 21 Mbps, juste en dessous de ceux mesurés au Sénégal (à 23 Mbps) et similaires à ceux mesurés au Bénin et en Côte d'Ivoire.[80]

L'utilisation de l'internet mobile par les consommateurs n'est pas encore répandue au Nigeria. La GSMA mène des enquêtes auprès des consommateurs au Nigeria et dans d'autres pays africains depuis 2017 sur l'adoption de l'internet mobile, l'utilisation et les obstacles empêchant l'accès aux services mobiles. En 2022, il n'a constaté que seulement 25 % des hommes et 13 % des femmes au Nigeria pratiquant une utilisation régulière et diversifiée de l'internet mobile (défini comme effectuant au moins 3 cas d'utilisation d'Internet mobile par jour).

79 ITU
80 Indice mondial Speedtest d'Ookla, octobre 2023

Figure 17

Inclusion numérique au Nigeria en 2022



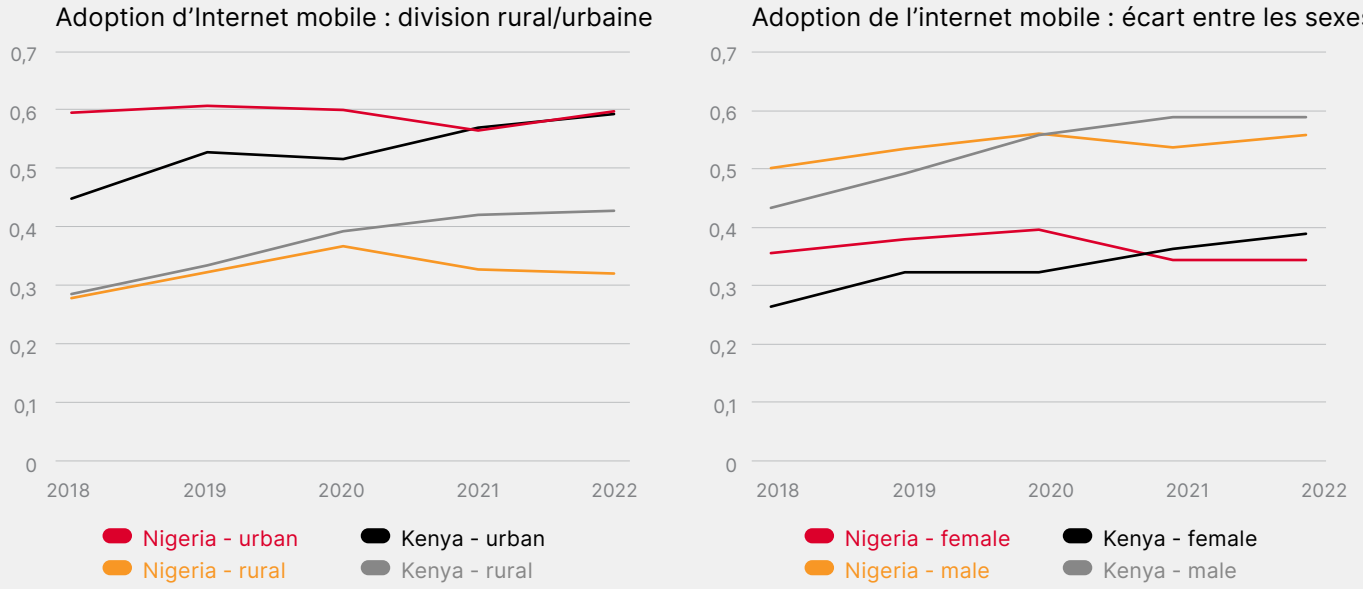
L'utilisation régulière de l'Internet mobile est définie comme au moins un cas d'utilisation d'Internet mobile au cours des 30 derniers jours. L'utilisation régulière et diversifiée de l'Internet mobile correspond à au moins plusieurs cas d'utilisation d'Internet mobile au cours des 30 derniers jours.

Source : Enquête GSMA sur les consommateurs 2022.

Les tendances à l'adoption d'internet par les populations défavorisées au Nigeria et au Kenya divergent. Le Kenya fait un meilleur travail pour mettre la population rurale en ligne. En termes de genre Split, alors que plus d'hommes et de femmes utilisent Internet mobile, l'écart entre les sexes s'est creusé avec beaucoup moins de femmes ayant accès à Internet mobile que les hommes.

Figure 18

L'adoption de l'internet mobile (en pourcentage de la population adulte) au Kenya et au Nigeria, au fil du temps et par segment de population



Source : Enquêtes consommateurs GSMA au fil du temps.

Les activités les plus populaires pour les Nigérians sur Internet mobile sont la messagerie et la communication, suivies du streaming vidéo, des jeux vidéo et des actualités. Les plus grands obstacles à une utilisation ultérieure restent l'accessibilité financière et la littératie numérique.

Figure 19

Activités menées en ligne et obstacles à l'adoption d'Internet mobile au Nigeria

Utiliser la messagerie instantanée	Passer ou recevoir des appels vocaux en ligne	Passer ou recevoir des appels vidéo	Regarder des vidéos en ligne gratuitement	Lire les actualités	Jouer à des jeux gratuits	Écouter de la musique en ligne
94 %	90 %	85 %	75 %	80 %	72 %	54 %

Obtenir des informations sur des produits et services	Accéder à des informations pour soutenir mon éducation, ou celle de mes enfants et de mes proches	Gérer ou payer mes factures	Commander et/ou acheter des biens ou des services	Accéder à des services de santé	Accéder à des services publics en ligne	Rechercher ou postuler à un emploi
67 %	57 %	59 %	44 %	41 %	38 %	37 %

Affordability				Literacy and digital skills										Relevance			
Coût de l'appareil		Coût des données		Difficultés de lecture/écriture		Ne sait pas comment accéder à Internet sur un mobile		Ne sait pas comment utiliser un mobile		Manque de temps pour apprendre à accéder à Internet sur un mobile		Manque de soutien pour apprendre à utiliser Internet		Internet n'est pas pertinent pour moi		Contenu insuffisant dans la langue locale	
M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W
52 %	58 %	36 %	51 %	43 %	46 %	30 %	41 %	19 %	26 %	24 %	27 %	15 %	14 %	30 %	25 %	13 %	15 %

Safety and security						Access													
Contenu nuisible (pour soi-même/sa famille)		Des inconnus me contactent		Sécurité des informations		Internet vide ma batterie		Couverture réseau		Ma famille n'approuve pas		Accès au soutien d'un agent		Connexion lente / je ne peux pas faire ce que je veux		Pas d'accès à Internet sur un téléphone compatible		Difficile de trouver ou acheter un téléphone compatible avec Internet	
M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W
13 %	15 %	17 %	19 %	16 %	17 %	10 %	18 %	12 %	10 %	5 %	16 %	4 %	6 %	13 %	13 %	25 %	27 %	6 %	8 %

Source : Enquête GSMA auprès des consommateurs 2022.



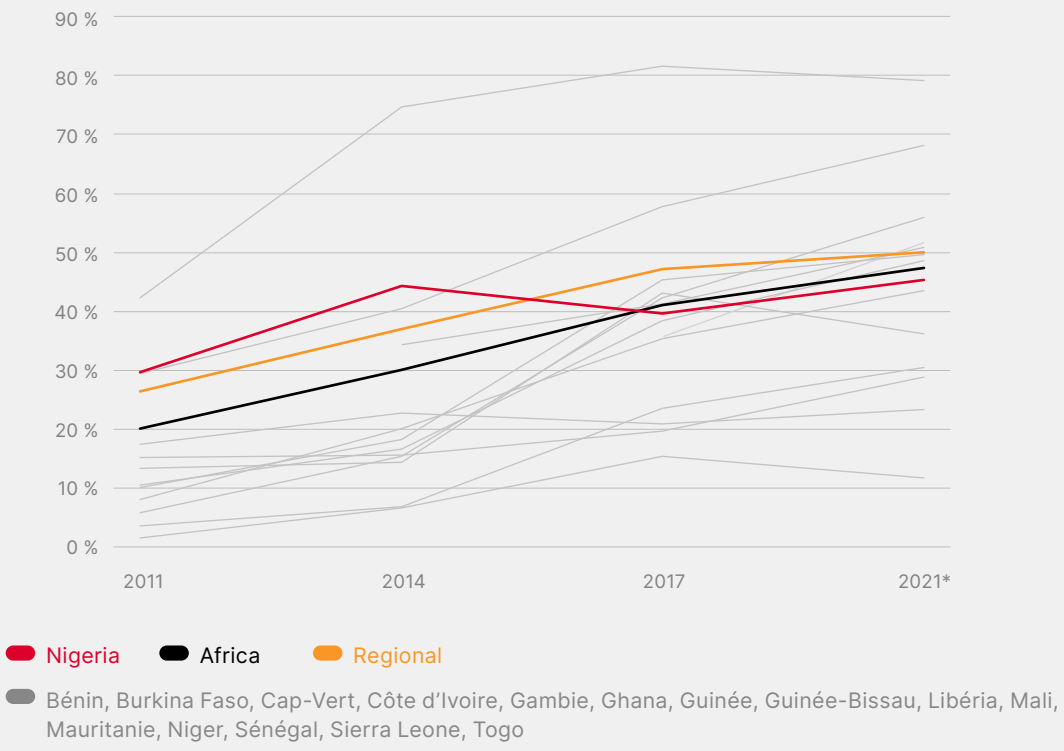
Monnaie mobile

La croissance des services de monnaie mobile au Nigeria s'est produite un peu plus tard que dans de nombreux autres pays d'Afrique en raison des restrictions de licence et réglementaires. En conséquence, le niveau d'inclusion financière au Nigeria, la période était assez stagnante entre 2014 et 2021. L'adoption de l'argent mobile s'est accélérée dans d'autres domaines au cours des dix dernières années, ce qui a entraîné un niveau d'inclusion financière qui a rattrapé le Nigeria et – dans de nombreux cas – l'a dépassé. Il y a dix ans, le Nigeria était un leader régional en matière d'inclusion financière, mais il se situe désormais en dessous de la moyenne régionale (Figure 20).

Figure 20

Proportion de la population disposant d'un compte de services financiers, comparée àd'autres pays africains

% de la population détenant un compte de services financiers, comparé aux références



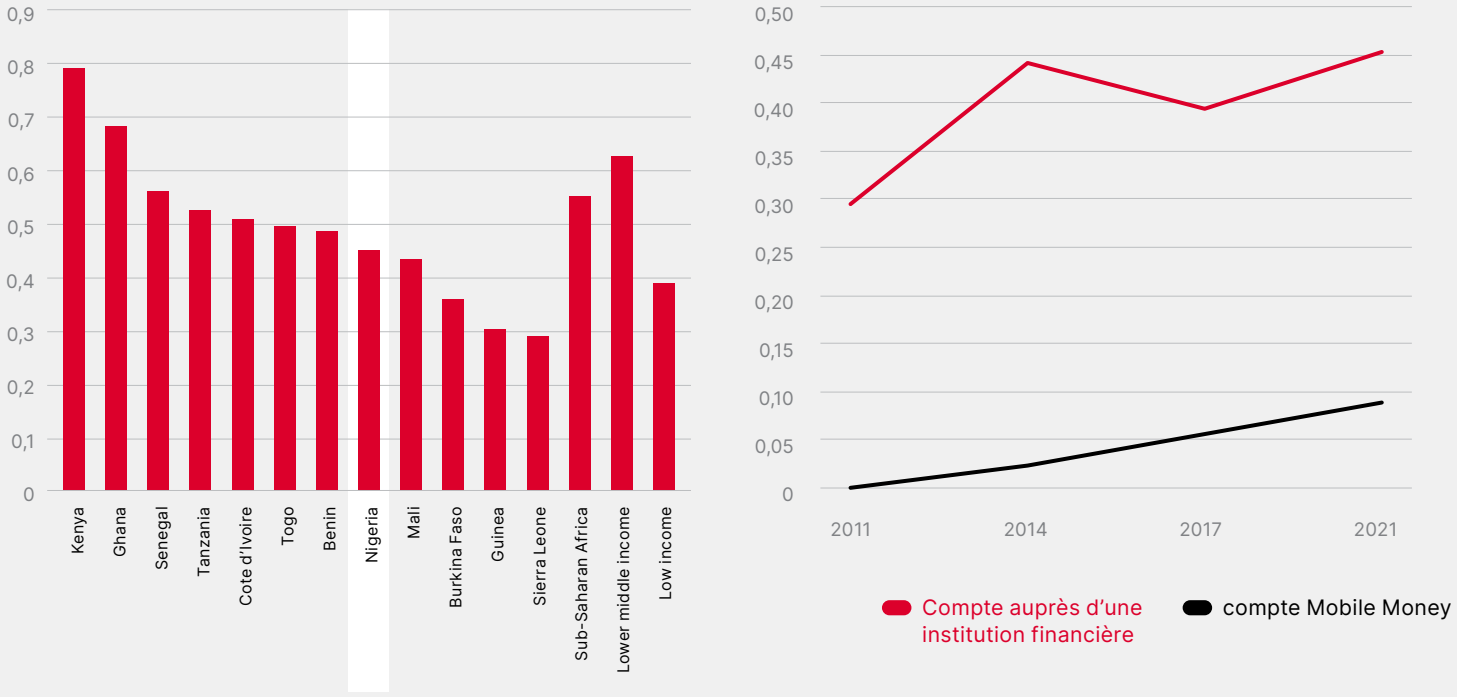
Source : données Findex
Note : Ne considère que la population de 15+ ans. « Tous les comptes de services financiers » incluent à la fois les comptes dans les institutions financières formelles et les comptes de monnaie mobile. *Certains pays ont déclaré en 2022 au lieu de 2021.

Suite aux changements de licences et de réglementation, la monnaie mobile commence à jouer une contribution significative à l'inclusion financière globale du Nigeria. Les données jusqu'en 2021 indiquent que le nombre de comptes de monnaie mobile augmentait mais restait dépassé par le nombre de comptes dans les institutions financières (Figure 21).

Les enseignements tirés d'autres pays, tels que le Kenya, la Tanzanie et le Ghana, montrent que permettre Les fournisseurs de monnaie mobile pour fournir de nouveaux services tels que les microcrédits peuvent encore accélérer l'inclusion financière et contribuer à l'économie.

Figure 21

Propriété de comptes financiers dans les pays SSA (à gauche, 2021) et évolution de l'inclusion financière au Nigeria (à droite)



Source : Global Findex de la Banque mondiale. Pourcentage d'adultes disposant d'un compte auprès d'une institution financière formelle ou d'un compte de mobile money.



B. Défis auxquels est confronté le secteur des télécommunications

Le secteur des télécommunications au Nigéria est confronté à une série de défis importants. Ceux-ci vont des facteurs opérationnels qui rendent difficiles la construction et l'exploitation des infrastructures de réseau, aux conditions économiques défavorables, en passant par la faiblesse des infrastructures économiques et les contraintes de financement. Tous ces facteurs ont une incidence sur la viabilité financière de la poursuite des investissements dans le secteur. Certains de ces défis constituent des difficultés structurelles à long terme et concernent de nombreux pays d'Afrique. Les difficultés liées au raccordement des sites mobiles au réseau électrique sont en est un exemple courant dans de nombreux pays de la région. De même, les très faibles revenus, en particulier dans les zones rurales, créent des problèmes d'accessibilité financière et de capacité à payer les services et les appareils mobiles.

Cependant, les fournisseurs de services mobiles au Nigéria sont confrontés à certains défis qui sont soit spécifiques au Nigéria, soit plus importants que dans d'autres pays de la région. Les sections suivantes présentent cinq des principaux défis auxquels est confronté le secteur numérique au Nigéria.

Droits de passage pour les réseaux à fibre optique

Les RoW sont les autorisations que les fournisseurs de services doivent obtenir auprès des autorités gouvernementales pour construire des réseaux à fibre optique. Ces réseaux sont un élément essentiel de tous les réseaux de communication modernes et font partie intégrante des réseaux mobiles partout dans le monde. Ils fournissent les liens à haute capacité qui connectent les sites d'un réseau mobile et transportent le trafic entre les principaux nœuds. À mesure que le nombre d'abonnés augmente et que le trafic de données transporté par le réseau augmente, le rôle de ces réseaux fibre devient plus important.

La construction de réseaux fibre pour un fournisseur de services mobiles a généralement lieu le long des corridors de transport existants ou d'autres infrastructures. En Afrique, il s'agit généralement d'une combinaison de routes, de pipelines et de réseaux de transport d'électricité. La plupart de ces infrastructures appartiennent au public et les fournisseurs de services mobiles ont donc besoin d'une autorisation des autorités compétentes avant de pouvoir construire.

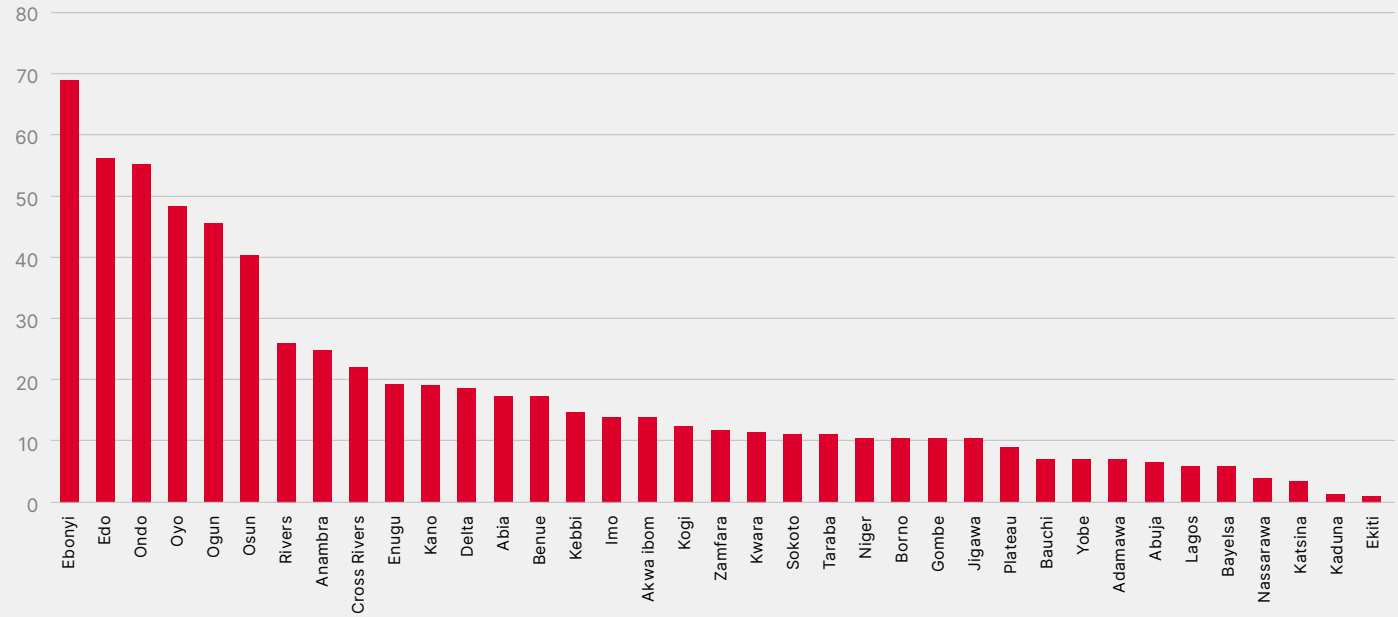
Au Nigeria, les fournisseurs de services mobiles doivent obtenir l'autorisation d'une ou plusieurs autorités gouvernementales pour construire des réseaux, et ces autorités facturent des frais pour l'émission de la RoW. Bien qu'un cadre national fixant ces frais ait été convenu au Nigeria, en pratique ils sont fixés par les autorités individuelles au niveau de l'État et, dans certains cas, aussi aux niveaux gouvernementaux inférieurs. En conséquence, les frais RoW totaux encourus par les fournisseurs de services lors de la construction de réseaux fibre optique peuvent être élevés et varier considérablement selon l'emplacement du réseau .

En 2023, le RoW le plus cher, dans l'État d'Ebonyi, était 69 fois plus cher que le prix du RoW aux États-Unis avec les frais les plus bas. La figure 22 montre le coût de la RoW dans chaque État, par rapport au coût de l'État le moins cher (Ekiti).

Figure 22

Coût total (normalisé) des droits de passage par État (décembre 2023)

Coût normalisé (Alton)



Source : ALTON
Note : Les coûts incluent les frais administratifs, la gestion et les frais de supervision et de réintégration. Tous les coûts sont exprimés en fonction de la valeur de l'État le plus bas coûtant.

En plus des problèmes causés par cette variabilité des frais facturés pour RoW, leur effet global est d'augmenter significativement le coût du déploiement des réseaux en fibre. Cela représente un coût supplémentaire important pour les fournisseurs de services qui construisent des réseaux en fibre, allant de 1 % supplémentaire dans les États les moins chers à plus de 70 % dans les plus chers.[81] Le coût de RoW peut clairement être très important et avoir pour effet d'augmenter le coût global de la construction de réseaux. Il est important de noter que ce n'est pas limité vers des réseaux à large bande fixe. Au contraire, cela augmente le coût de tous les réseaux haut débit, y compris le mobile. Puisque le haut débit mobile est – de loin – le moyen d'accès à Internet le plus répandu dans Nigeria, le coût plus élevé résultant des frais de RoW affecte tous les utilisateurs du haut débit dans le pays.

En 2020, les gouverneurs des États nigérians ont accepté de réduire les tarifs de RoW à 145 NGN par mètre.[82] Cependant, seulement un nombre limité d'États ont mis en œuvre cet accord, beaucoup d'États augmentant plutôt les taux de RoW. On estime que, si les charges de RoW étaient réduites dans tous les États au niveau convenu de NGN 145 par mètre, cela réduirait le coût du déploiement du réseau national d'environ 15 %.[83] Le ministre Dr Bosun Tijani, qui a donné la priorité au déploiement du haut débit par fibre optique via la National Broadband Alliance for Nigeria (NBAN),[84] a récemment déclaré que 3 000 km de l'expansion prévue de la fibre optique au Nigeria avaient déjà été réalisés.[85] 500 km supplémentaires auraient pu être posés au même coût si les fournisseurs de services avaient dû faire face à des taux de transport de 145 NGN par mètre.[86]

81 Cela est basé sur un coût moyen estimé de construction d'un réseau fibre optique de 20 000 $ par km, hors RoW. Ce chiffre est basé sur les moyennes régionales de l'industrie et est cohérent avec les chiffres cités au Nigeria, voir par exemple : Le Nigeria cherche un investissement de 3 milliards de dollars pour étendre la connectivité fibre – Voice of Nigeria (von.gov.ng) et https:// technext24.com/2023/12/06/nigeria-target-95000km-fibre-optic-cable/.

82 Seuls sept États du Nigeria appliquent des redevances réduites | TechCabal ; La réduction des droits de passage accélère le déploiement du haut débit au Nigeria (africain). Affaires)

83 Moyenne de la réduction de la Fibre de Terre en pourcentage du coût total de la fibre dans tous les États, pondérée par population

84 FG va créer une alliance haut débit pour garantir un accès abordable à tous | Le Ministère fédéral des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique (fmcide.gov.ng)

85 Le Nigeria cherche un investissement de 3 milliards de dollars pour étendre la connectivité de la fibre optique – Voice of Nigeria (von.gov.ng)

86 3 000/0,85 = 3 529 km.

Un autre défi auquel sont confrontés les fournisseurs de services pour construire des réseaux à fibre optique est la durée nécessaire pour obtenir un RoW. Le processus d'approbation des RoW est long et complexe. Le premier Plan national de large bande du Nigeria en 2013 a constaté que les approbations de la Haute Vitesse pouvaient prendre jusqu'à deux ans à obtenir et reste une priorité dans le cadre du Plan national de large bande actuel 2020-2025.[87,88] Cela augmente significativement à la fois le temps et le coût nécessaires pour déployer l'infrastructure réseau.

Des solutions efficaces et à long terme sont nécessaires pour répondre à la variabilité, au coût, à la complexité et au temps nécessaires à l'obtention de l'approbation des RoW. La législation au niveau des États doit être harmonisée, et tout changement doit recevoir un soutien politique suffisant pour survivre à une seule administration.

Il est recommandé de prendre les mesures spécifiques suivantes :

- Toutes les autorités gouvernementales (aux niveaux national et infranational) devraient appliquer la redevance nationale maximale de RoW de 145 Nairas par LSQM adoptée par le Conseil économique national (NEC) pour le déploiement de la fibre dans tous les États du Nigeria.
- Il devrait y avoir un point de contact unique dans chaque État pour le processus de demande de RoW. Exactement le processus doit être numérisé dans tous les États afin d'accélérer la gestion des applications de RoW.
- Le délai nécessaire pour compléter le processus d'approbation devrait être limité à un mois.

Sécurité des infrastructures

Bien que les réseaux fibre soient un élément essentiel des réseaux mobiles modernes, ils sont également plus vulnérables aux dommages que d'autres parties du réseau. Ils circulent généralement le long des routes et sont facilement endommagés si – par exemple – des travaux de construction sont en cours et ne sont pas strictement contrôlés. De tels dommages peuvent avoir un effet perturbateur majeur sur les réseaux. Ces réseaux fibre font partie des réseaux centraux et transportent donc des volumes très importants du trafic de données entre les nœuds réseau. Les dommages aux câbles ont donc des impacts étendus sur une grande partie du réseau. Cela peut entraîner des pannes de réseau, un ralentissement des débits de données et d'autres types de perturbations.

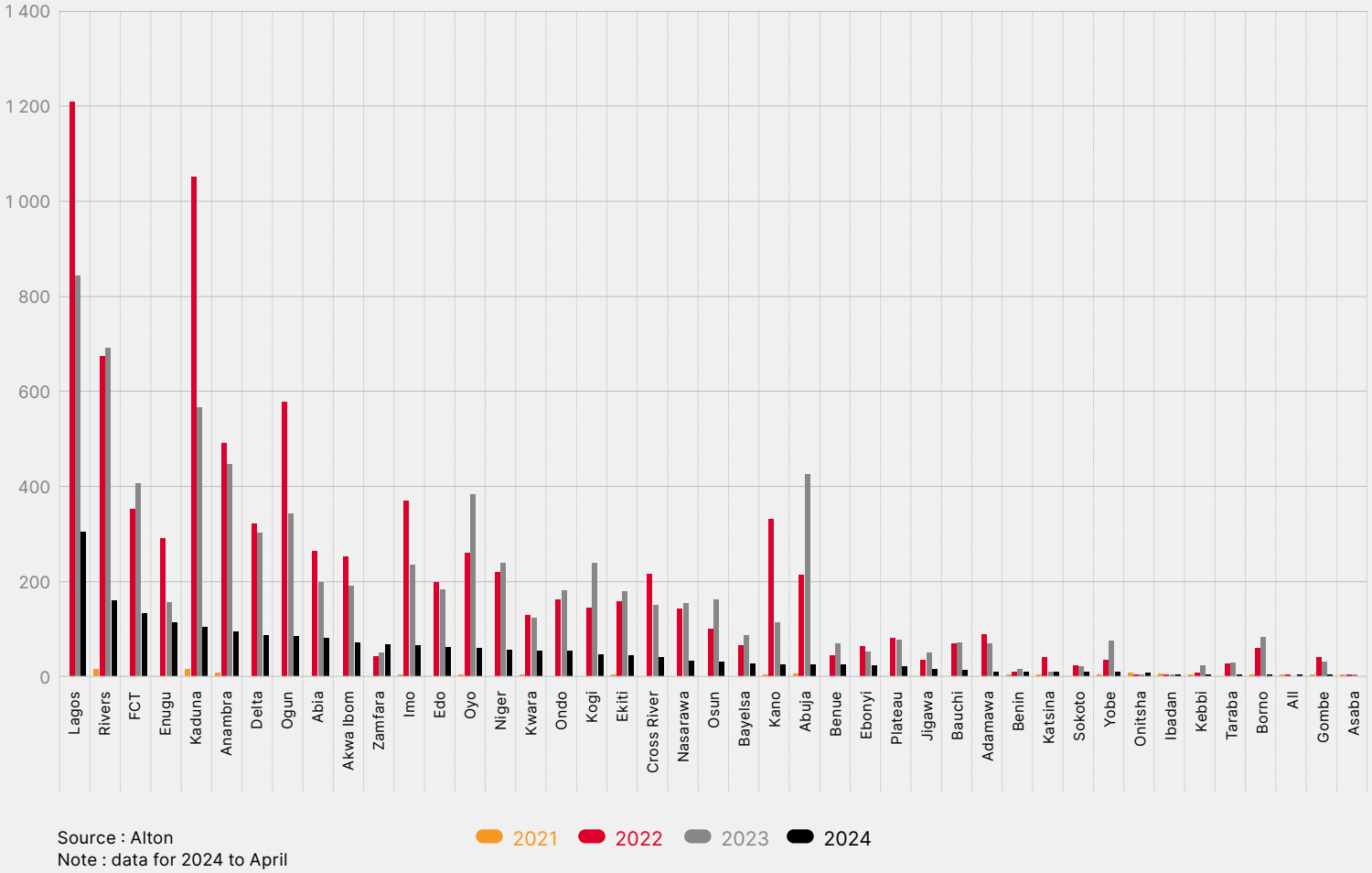
De nombreux pays tentent d'atténuer ces problèmes en mettant en place des systèmes de planification et d'autorisation pour les travaux de construction qui affectent infrastructures de transport. Cela empêche la construction d'avoir lieu sans mesures en place pour éviter les dégâts des câbles. Au Nigeria, la protection des infrastructures de communication est limitée. Dans la plupart des cas, il n'existe soit aucune règle pour gérer l'interaction entre la construction et les infrastructures câblées existantes, soit des règles qui ne sont pas appliquées efficacement. En conséquence, il y a un très grand nombre de ruptures de câbles le long du réseau routier. Plus de 90 % de ces événements ont été causés par des travaux de construction et des actes de sabotage/vandalisme.[89]

La fréquence des dommages aux réseaux fibres varie considérablement d'un État à l'autre. Certains États, comme Lagos, Kaduna et Rivers, représentent une proportion bien plus élevée des coupures de câble que d'autres. Environ un tiers de toutes les coupures de câble en 2022 et 2023 ont été enregistrées rien que dans ces trois États (Figure 23).

87 Slashing right of way fees speeds up Nigeria's broadband roll-out (african.business)
88 National Broadband Plan 2020 - 2025, Pg 49, file (ncc.gov.ng)
89 Source : Alton

Figure 23

Nombre annuel de coupes



Source : Alton
Note : data for 2024 to April

Les fournisseurs de services ont répondu au problème des coupures excessives de câble de plusieurs manières. Au stade de conception et de planification, ils doivent anticiper la probabilité d'endommagements importants aux câbles en construisant une protection supplémentaire à l'infrastructure câblée. Ils ajoutent une redondance supplémentaire dans les réseaux, garantissant ainsi que plusieurs itinéraires alternatifs sont disponibles pour le trafic en cas de panne. Enfin, ils dépensent Plus d'informations sur les réparations et l'entretien des câbles pour intervenir en cas de dommages lorsqu'ils surviennent. Toutes ces mesures comportent des coûts élevés.

Le résultat est que les réseaux en fibre au Nigeria coûtent plus cher à construire et à entretenir qu'ils ne devraient le faire. Ces coûts sont très importants. MTN, par exemple, a dû déplacer 1 069 km de câbles fibre optiques en exercice 2022 et 1 433 km supplémentaires en 2023. Les budgets pour cette activité étaient respectivement de 4,4 milliards et 6,7 milliards de NGN .

L'impact de ces dommages sur les câbles à fibre optique est considérable. L'argent dépensé pour réparer les ruptures de câble aurait pu être utilisé pour étendre davantage les réseaux dans les zones actuellement mal desservies. Alternativement, il aurait pu être redéployé vers de nouveaux sites mobiles, également en zones rurales. Par exemple, si ces fonds avaient été dépensés pour le déploiement plutôt que pour les réparations, MTN aurait pu construire 870 km supplémentaires de nouvelle fibre.[90] Le véritable coût de l'échec à protéger l'infrastructure du réseau en fibre est donc l'occasion manquée de fournir une couverture haut débit au Nigeria rural .

Une approche pour réduire l'impact des coupures excessives de fibres serait de fournir des réseaux de fibre, et en effet toute l'infrastructure réseau télécom (y compris les tours, poteaux, générateurs), avec protection légale. Une législation qui désignerait les réseaux télécoms comme Infrastructures Nationales Critiques (CNI) est à l'étude au Nigeria mais n'a pas encore été approuvée. Une telle législation contribuerait en partie à réduire les dommages causés aux infrastructures du réseau télécom par la construction et le sabotage. Compte tenu du rôle que jouent ces réseaux dans la vie de centaines de millions de Nigérians et dans les perspectives de développement économique du pays, il serait raisonnable de leur accorder une certaine protection juridique contre des dommages excessifs.

90 Xxx

Fiscalité des fournisseurs de services mobiles

Les fournisseurs de services mobiles au Nigeria font face à un environnement fiscal complexe avec de multiples taxes prélevées aux niveaux fédéral et étatique.[91] Impôts généraux prélevés au niveau fédéral comprennent : l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur les plus-values, l'impôt sur la retenue à la source, la taxe de timbre, le Fonds national de formation industrielle (NITF), les employés Régime de rémunération, fonds fiduciaire pour l'enseignement supérieur (TETFUND), fonds national pour le logement, régime de pension contributive et droits de douane.

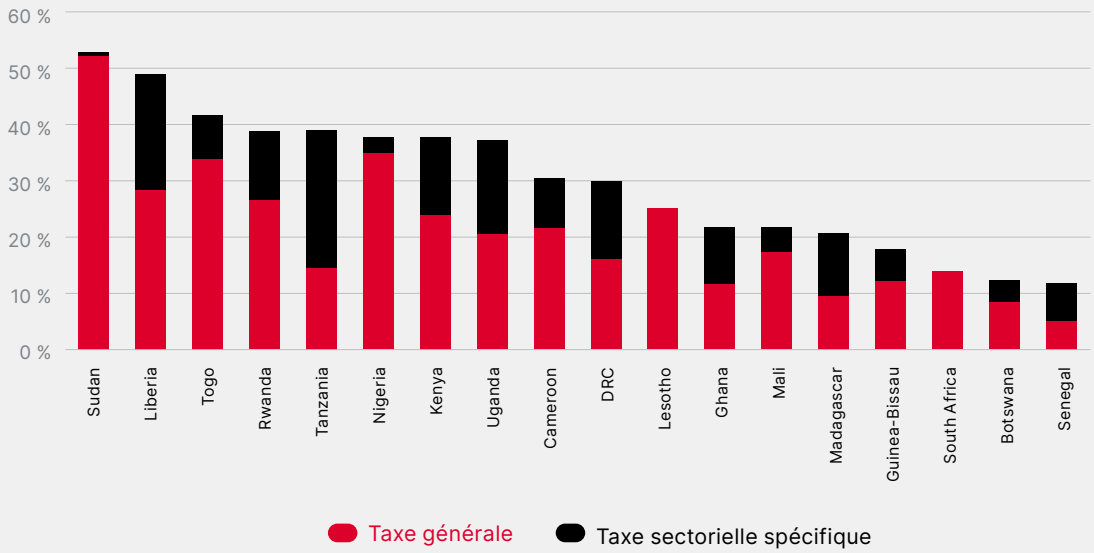
Les impôts sectoriels prélevés au niveau fédéral incluent la Charge Annuelle d'Exploitation (AOL), le National Cyber Security Fund (0,5 % des transactions électroniques effectuées par les fournisseurs de services mobiles) et la Taxe du National Information Technology Development Fund (NITDF) (1 % du profit avant impôt de chaque année d'évaluation).

De plus, il existe une large gamme d'impôts, de frais et de prélèvements qui sont payés au niveau de l'État. Ces éléments varient fortement selon les États et incluent des éléments tels que les frais de RoW, les permis, etc. Au total, cela ajoute de manière très significative à la charge fiscale. En 2020, un rapport du NCC a révélé que les impôts, taxes et frais payés au niveau des États par les fournisseurs de services mobiles aux gouvernements des États s'élevaient à 14,65 milliards[92] de NGN. C'est a noté que le gouvernement fédéral a reconnu que ce problème est pour le secteur. Comme mentionné plus haut, elle a cherché à encourager les gouvernements des États à réduire les frais de RoW à un taux standardisé au niveau national ces dernières années afin de soutenir les infrastructures numériques déploiement. Cependant, il est également important de noter que la majorité des États n'ont pas mis en œuvre cette procédure.[93]

Le fardeau des impôts, des frais et des prélèvements au Nigeria est élevé par rapport à d'autres pays de la région (Figure 24).

Figure 24

Paiements d'impôts et de frais en proportion des revenus du secteur mobile pour certains pays dans la SSA (2021)



Source : GSMA[94]

91 52 impôts, 200 milliards de nairas de dette USSD non résolue - Businessday NG

92 NCC, un compendium des taxes, taxes et redevances imposées par les gouvernements des États aux fournisseurs de services télécoms au Nigeria et son impact sur l'agenda de l'économie numérique nationale, 2020.

93 Anambra introduit zéro droit de passage pour favoriser l'adoption du numérique - Telecom Review Africa

94 GSMA, politique fiscale mobile et développement numérique Une étude des marchés en Afrique subsaharienne octobre 2023

Il est important de noter que cette comparaison n'inclut pas tous les impôts à payer à tous les niveaux. La liste des impôts à payer par les prestataires de services comprend ceux listés ci-dessous dans le tableau 11.

Tableau 11 : Total des impôts et prélèvements à payer par les prestataires de services

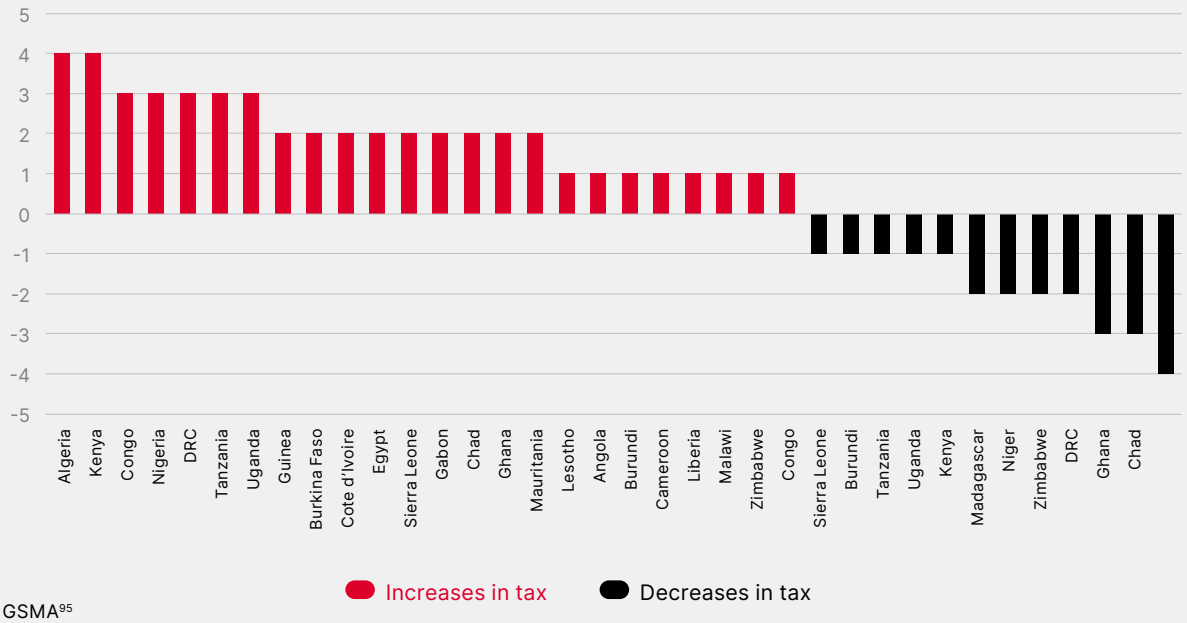
Dégagement de hauteur pour l'aviation	Taux d'occupation	Stationnement
Évaluation de l'impact environnemental	Conformité des bâtiments	Frais d'audit
Locaux professionnels	Entretien des infrastructures	Permis de hawking (commerce ambulant)
Frais d'assainissement	Redevances d'emprise de la voie publique	Taxe sur les magasins et boutiques
Enseignes et publicité	Franchissement de pont	Prélèvement pour les services sociaux
Service d'incendie	Redevance pour le développement du personnel	Désinsectisation des stations-service
Frais d'égout	Permis d'exploitation	Renouvellement annuel de l'emprise de la voie publique
Radio et télévision	Impôt retenu à la source	Prélèvement pour le développement social des entreprises
Congé pour motif familial	Frais d'accès communautaire	Loyer annuel du terrain
Taxe sur l'eau	Redevance pour le développement économique	Renouvellement annuel de l'aviation
Redevance annuelle d'exploitation (AOL)	Frais d'évaluation de projet	Droits de timbre
Contribution NITDA	Rejet d'effluents	Impôt sur les sociétés
PAYE	Frais écologiques	Prélèvement pour le fonds de confiance de la police du Nigéria
Permis d'urbanisme	Redevance d'assainissement environnemental	Prélèvement de l'Agence nationale pour la science et les infrastructures techniques
Permis de construire	Redevance de capitalisation	Taxe sur l'éducation tertiaire

Il ressort clairement que le fardeau des impôts et des prélèvements à payer par les prestataires de services est à la fois élevé et complexe.

Il est également important de noter que la charge fiscale globale sur le secteur mobile au Nigeria a augmenté ces dernières années. Plusieurs modifications des règles fiscales ont contribué à augmenter les taux d'imposition versés par l'industrie (Figure 25).

Figure 25

Nombre de changements d'impôts appliqués au secteur mobile par pays (2017-2022)



Source : GSMA[95]

Comme mentionné plus haut, le gouvernement fédéral a déjà pris des mesures pour tenter d'harmoniser et de réduire le fardeau fiscal et des frais sur le secteur. Cependant, cela s'est limité à l'initiative sur les redevances de RoW et a été mis en œuvre de manière très limitée. Le paysage fiscal auquel sont confrontés les fournisseurs de services mobiles au Nigeria s'est donc dégradé plutôt que mieux ces dernières années.

Des impôts plus élevés entraînent des coûts plus élevés, une baisse des investissements et des prix plus élevés. Une réduction de la charge fiscale globale, que ce soit au niveau fédéral ou étatique, aiderait le secteur à investir et à être compétitif efficacement. Cela se traduirait par une augmentation du taux de croissance de l'adoption d'Internet dans l'ensemble du pays, entraînant plus de 1,5 million d'utilisateurs uniques supplémentaires d'ici 2028.

Table 12 : Mobile internet uptake with reduced taxation

Mobile internet users (m)	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BAU	66.56	70.85	74.71	78.65	82.65	86.76
Reduced taxation	66.56	71.18	75.34	79.58	83.88	88.31
Y-on-Y difference to BAU	0 %	0 %	1 %	1 %	1 %	2 %
Increase in growth vs BAU	0 %	+0 %	+1 %	+1 %	+2 %	+2 %

Nous recommandons un examen complet du niveau et de l'impact de la fiscalité sur le secteur ainsi que des objectifs du gouvernement en matière d'économie numérique, et saluons le travail important mené par le Comité présidentiel sur la politique budgétaire et la réforme fiscale, ainsi que les directives récentes données par le Président pour l'introduction d'un système fiscal à un chiffre.[96] Cette revue doit examiner attentivement les recommandations formulées par la soumission de l'Association des Opérateurs de Télécommunications Agréés du Nigeria (ALTON) au Comité en septembre 2023 (voir la Section 5 de ce rapport).

95 GSMA, Mobile Tax Policy and Digital Development A study of markets in Sub-Saharan Africa October 2023
96 Tinubu orders single-digit tax system - The Nation Newspaper (thenationonlineng.net)



Investissement durable

L'industrie mobile est très active en capital. Les prestataires de services doivent maintenir des taux élevés d'investissement en capital (capex) pour exploiter et étendre leurs réseaux et services. Ces investissements sont généralement consacrés à diverses activités, notamment l'expansion de la couverture réseau, la modernisation des infrastructures réseau existantes pour supporter la dernière génération de technologies mobiles, ainsi que le fonctionnement rémunéré licences, licences de spectre et autres frais réglementaires, soutenir l'innovation et l'amélioration des services clients et investir dans l'expansion des secteurs hors réseau de l'entreprise tels que la vente au détail/distribution/ service client, les agents de monnaie mobile, etc.

Les entreprises doivent générer suffisamment de revenus pour couvrir leurs coûts d'exploitation et soutenir ce niveau d'investissements à moyen terme. Si cela n'est pas réalisé, ils risquent de réduire leurs coûts dépenses d'investissement ou d'exploitation, ou les deux. Cela entraîne un secteur en rétrécissement qui a plusieurs implications négatives. Les abonnés bénéficieraient d'une qualité de service inférieure et manqueraient les avantages liés à l'avancée technologique. Les personnes vivant en dehors de l'empreinte actuelle du réseau souffriraient également car il y aurait des retards dans l'expansion de la couverture.

Une réduction soutenue des revenus de l'industrie a des implications qui vont au-delà des seuls prestataires de services. À court terme, le montant des recettes fiscales versées par les prestataires de services dépend de leur chiffre d'affaires total et de leur rentabilité. Quand elles tomberont En raison de difficultés financières dans l'industrie, le montant des recettes fiscales générées diminue également. Le direct la contribution de l'industrie au PIB total du pays est également réduite. Cela est aggravé par l'impact sur la baisse des budgets des fournisseurs ainsi que par l'emploi direct et indirect.

Un ralentissement de l'industrie mobile aura un impact négatif supplémentaire sur le PIB du pays. La croissance de la connectivité vocale et des données entraîne un gain à long terme du PIB. Si l'industrie en souffre, cela se traduira par des taux d'adoption numérique plus faibles et le pays manquera l'augmentation potentielle du PIB qu'il aurait apportée.

La performance financière de l'industrie mobile au Nigeria a ralenti ces dernières années après une longue période de croissance soutenue. MTN Nigeria a annoncé une perte de 137 milliards de Naira pour la période clos le 31 décembre 2023, en baisse par rapport à un bénéfice de 348 milliards de Naira en 2022, et a également annoncé des pertes forex pour le premier trimestre 2024.[97] Le bénéfice d'exploitation d'Airtel a chuté de 7 % entre 2022 et 2023, malgré une augmentation du nombre d' abonnés et des ARPUs stables.[98]

De nombreux facteurs ont contribué aux résultats ci-dessus. Les revenus à Naira ont cessé de croître à mesure que le nombre d'abonnés a augmenté. Cependant, la baisse des ARPU indique une pression sur les prix et une réduction de l'utilisation moyenne . Les coûts d'exploitation ont considérablement augmenté au cours de la période récente. Le principal facteur de cela a été l'augmentation du coût de l'électricité pour les sites en raison de la hausse rapide du prix du carburant, de l'augmentation des frais et taxes gouvernementales, ainsi que de la demande accrue pour le forex en raison des obligations contractuelles de déploiement libellées en USD.[99]

97 https://nairametrics.com/2024/04/30/mtn-nigerias-net-forex-losses-rises-to-staggering-n1-39-trillion/
98 Airtel Africa plc Results for the year ended 31 March 2023 11 May 2023; p 14.
99 Diesel and petrol prices rose by 66.4% and 257.1% respectively in 2023.

À la base de ces tendances en matière de revenus et de coûts d'exploitation se trouve la détérioration de la situation macroéconomique au Nigeria. Le niveau élevé d'inflation a fait grimper le coût de nombreux intrants dans les entreprises des fournisseurs de services mobiles.[100] Cela a été aggravé par le retrait des subventions au carburant, ce qui a considérablement augmenté le coût du carburant, qui constitue un intrant majeur pour les fournisseurs de services mobiles.

L'un des rôles des décideurs politiques et des régulateurs est de créer un environnement propice permettant aux prestataires de services de financer leurs activités de manière durable. Les décisions sur des questions telles que les taxes, les frais réglementaires, les redevances de spectre, les droits de douane et d'autres charges gouvernementales ont toutes un impact sur ce sujet. De nombreux pays, dans le monde, adoptent un cadre réglementaire qui favorise la concurrence des marchés et protège les consommateurs, en s'attaquant aux comportements anticoncurrentiels et aux barrières à la concurrence.[101] Les régulateurs effectuent des examens périodiques du secteur et, le cas échéant, appliquent une régulation proportionnée pour traiter les dommages potentiels qui pourraient en découler.

Dans le secteur mobile à l'échelle mondiale, il n'est pas courant de réglementer les tarifs de détail. Cela s'explique par le fait que le niveau de concurrence et la nature dynamique du marché font que les prix sont déterminés par

Forces du marché. Dans ce contexte, les régulateurs se concentrent sur les tarifs de gros que les opérateurs se facturent mutuellement pour des services tels que la terminaison d'appel, généralement fixés à des tarifs orientés vers les coûts. Des examens périodiques des tarifs de gros garantissent qu'ils reflètent le coût de la fourniture de ces services réseau. Cette disposition permet aux opérateurs de fixer les prix de détail de manière à refléter à la fois les coûts et les forces du marché.[102]

Au Nigeria, les tarifs mobiles de gros et de détail sont soumis à la réglementation.[103] Dans un environnement à faible inflation , les taux basés sur les coûts et/ou les tarifs réglementés par le plafonnement des prix ne changeront probablement pas de manière spectaculaire avec le temps. Cependant, lorsque les coûts des intrants clés tels que le carburant, les salaires et les articles achetés externalement comme les équipements réseau changent significativement d'une période à l'autre, le coût de la fourniture des services mobiles évolue également. Si les tarifs réglementés ne reflètent pas ces changements, la viabilité financière de l'industrie sera probablement menacée.

Il est recommandé que le NCC reconsidère cette approche et supprime les réglementations sur le contrôle des prix tarifaires de détail. Au lieu de cela, elle devrait concentrer la régulation tarifaire sur les services de gros tels que l'interconnexion.

Cela serait conforme au niveau actuel de concurrence sur le marché et conforme aux normes internationales.

En attendant, si les contrôles des prix au détail sont maintenus, **un examen périodique de la structure tarifaire est entrepris par la NCC afin d'évaluer le coût de la prestation des services, conformément à la législation applicable et les réglementations,[104] soutiendraient la viabilité financière à long terme de l'industrie.** Un tel examen permettrait un certain ajustement des tarifs pour refléter l'évolution du coût des intrants dans les entreprises et faciliterait l'investissement dans une meilleure couverture réseau et une meilleure qualité de service.

De plus, si la réglementation des tarifs de détail se poursuit, une approche plus pro-concurrentielle que l'actuelle serait que le NCC introduise des mesures supérieures et Des fourchettes tarifaires plus basses. Dans un tel système, les fournisseurs de services ne seraient pas tenus d'obtenir l'approbation préalable du NCC pour de nouveaux tarifs, à condition qu'ils soient dans les tranches.

Le secteur bénéficierait également d'un environnement politique et réglementaire qui prenne en compte l'impact sur la viabilité financière et opérationnelle des prestataires de services. L'augmentation du coût de l'énergie et l'absence de complémentaires Les infrastructures sont des défis particuliers qui pourraient être abordés – du moins en partie – par des mesures réglementaires et politiques.

De telles mesures visant à alléger les pressions sur les coûts sur les prestataires de services pourraient inclure :

- facilitant l'importation et l'installation de solutions d'énergie verte pour les sites mobiles ;
- ajuster le prix des principaux intrants réglementés tels que le spectre pour refléter le pouvoir d'achat local actuel ; et
- Protection de l'infrastructure réseau contre les dommages délibérés ou accidentels (discuté ailleurs dans ce rappor

100 MTN Group a rapporté une inflation moyenne de 24,5 % et un affaiblissement de 39,8 % du dollar américain : NCN au cours de l'exercice financier 2023 https://www.mtn.com/wp-content/ uploads/2024/04/MTN-Group-FY-23-results-presentation.pdf

101 GSMA | Politique de concurrence | Politique publique

102 Chapitre 2, Manuel de réglementation numérique de l'UIT 2020 Manuel de réglementation numérique (itu.int)

103 Voir l'article 108 de la loi nigériane sur les communications de 2003 (ncc.gov.ng) ; Informations sur les tarifs (ncc.gov.ng)

104 Nigerian Communications Act 2003, Règlements sur les pratiques de concurrence ; https:// www.ncc.gov.ng/accessible/documents/101-regulations-for-competition-practices/dossier

En soutenant le secteur mobile pour réduire les coûts et maintenir les recettes face à des hausses, le gouvernement renforcera la viabilité des investissements en capital et les opérations de la Affaires. Cela favorisera la concurrence et soutiendra de nouveaux investissements des fournisseurs de services mobiles. Il est important de noter que, lorsque les fournisseurs de services mobiles investissent dans les dernières générations de technologies de réseau mobile, ils améliorent la qualité du service que reçoivent les clients tout en réduisant les coûts. Cela améliore la viabilité financière du secteur et soutient la croissance et l'expansion futures.

La conséquence d'un environnement plus durable financièrement serait une augmentation des investissements dans la couverture et la capacité du réseau. Cela accélérerait les investissements dans la modernisation des réseaux pour les dernières générations de technologies mobiles, en particulier pour les petits opérateurs du marché nigérian. Cela augmenterait la compétitivité et réduirait les coûts, entraînant une réduction de 17 % des prix des données et augmentant le nombre d'utilisateurs du haut débit mobile par 1,8 m (Table 13).[105]

Tableau 13 : Adoption de l'internet mobile avec un investissement durable

Mobile internet users (m)	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BAU	66.56	70.85	74.71	78.65	82.65	86.76
Investissement durable	66.56	70.96	75.04	79.31	83.78	88.52
Différence Y-on-Y avec BAU	0 %	0 %	0 %	1 %	1 %	2 %
Augmentation de la croissance vs BAU	0 %	+0 %	+0 %	+1 %	+2 %	+3 %

Stimuler une demande supplémentaire pour les services mobiles

Il existe de multiples politiques de numérisation que le gouvernement pourrait adopter et qui auraient pour effet de stimuler la demande pour l'internet mobile et la monnaie mobile. L'augmentation de la demande augmente l'adoption et l'utilisation. Les politiques visant à soutenir la demande et à réduire l'écart d'utilisation pourraient inclure des interventions telles que les subventions aux appareils portables, les programmes de formation aux compétences numériques, le soutien aux entreprises pour les PME, la numérisation des services et programmes gouvernementaux afin d'accroître l'adoption de nouveaux des technologies par les entreprises et les consommateurs, y compris l'argent mobile. Cela est abordé plus en détail ailleurs dans ce rapport et dans l'annexe méthodologique.

On estime que la mise en œuvre de telles politiques pour accroître la demande pourrait entraîner au moins 11 millions d'utilisateurs mobiles supplémentaires en 2028. Tableau Le 14 ci-dessous présente les résultats de notre modélisation de l' impact d'une stimulation de la demande sur l'adoption d'Internet mobile.[106]

Tableau 14 : Adoption de l'internet mobile avec stimulation de la demande

Utilisateurs d'internet mobile (m)	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BAU	66.56	70.85	74.71	78.65	82.65	86.76
Stimulation de la demande	66.56	72.65	78.51	84.65	91.05	97.78
Différence Y-on-Y avec BAU	0 %	3 %	5 %	8 %	10 %	13 %
Augmentation de la croissance vs BAU	0 %	+3 %	+6 %	+9 %	+13 %	+17 %

105 Consultez le document méthodologique accompagnant pour les hypothèses.
106 Consultez le document méthodologique accompagnant pour les hypothèses.

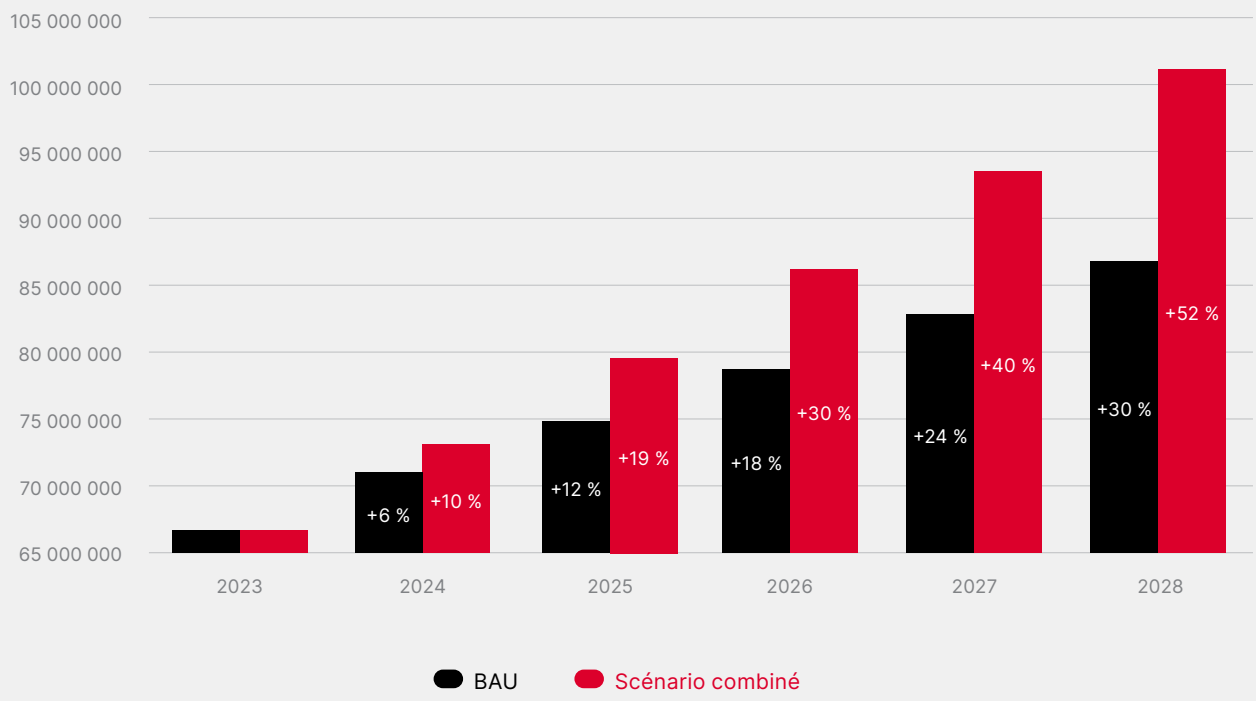
C. Modéliser les développements futurs dans le secteur des télécommunications

Pris ensemble, les changements de politique décrits ci-dessus auraient pour effet de favoriser la croissance et le développement du secteur. Il existe plusieurs canaux différents pour cela, mais l'effet global est de réduire les coûts, de baisser les prix, de promouvoir l'investissement et de stimuler l'adoption du haut débit mobile. L'effet cumulatif de ces politiques est illustré à la Figure 26.

Comme le montre ce rapport, l'impact de telles politiques dépasse largement le secteur des télécommunications. Une adoption accrue du haut débit entraînera une croissance de la productivité, la création d'emplois et une augmentation des recettes fiscales dans l'ensemble de l'économie nigériane.

Figure 26

Scénario combiné de réforme politique, nombre d'utilisateurs uniques d'Internet mobile



Source : Voir le document méthodologique qui accompagne ce rapport.

5. Analyse des politiques



Un cadre politique et réglementaire favorable est essentiel pour réaliser pleinement le potentiel de la transformation numérique du Nigeria . Cela est reconnu dans le Plan stratégique 2023 – 2027, qui définit un programme global de réforme politique, et l'Alliance nationale du Haut Débit pour le Nigeria (NBAN) du ministère fédéral) :

Réformes politiques - Plan stratégique 2023 – 2027 du Ministère fédéral des Communications, de l'Information et de l'Économie Numérique

- Plan national haut débit (couverture de 80 % d'ici fin 2027 ; 25 Mbps en zones urbaines, 10 Mbps en zones rurales d'ici 2025 ; (Augmentation de l'investissement de 300 à 500 % d'ici fin 2027).
- Politique nationale sur les infrastructures publiques numériques (Nigeria Digital Stack lancé d'ici 2025).
- Politique nationale des télécommunications (contribution nette de 22 % au PIB d'ici fin 2027, augmentation de 15 % des investissements d'une année sur l'autre, augmentation du chiffre d'affaires net annuel du secteur des télécommunications de 100 % d'ici 2027, réduction des zones non connectées dans les zones rurales de 61 % à <20 % d'ici 2027, amélioration de 50 % de la qualité de qualité d'ici fin 2024).
- Politique nationale de la blockchain.
- Projet de loi sur l'économie numérique nationale (projet de loi adopté d'ici 2024, 50 % des réformes mises en œuvre remplacent les processus papier d'ici 2026).
- Nigeria Start-up Act.
- Stratégie nationale sur l'IA.
- Stratégie nationale des données (60 % des données gouvernementales pertinentes numérisées et plateforme de données ouvertes d'ici fin 2026).
- Stratégie nationale de littératie numérique.
- NBAN : 7 premiers pilotes avec des arguments d'investissement incluant des réformes pour surmonter les obstacles comme le RoW.

Parvenir à ce programme et profiter des larges bénéfices de la numérisation nécessitera des actions audacieuses et des partenariats de tous les secteurs gouvernemental, public et privé, tout en équilibrant des objectifs à court terme avec des investissements à long terme et le développement de l'économie numérique.

Le gouvernement reconnaît à juste titre que les fournisseurs de services mobiles fournissent certaines des bases clés sur lesquelles la transformation numérique repose Le processus est construit. Sans un accès universel à la connectivité numérique , une transformation numérique plus large de l'économie nigériane ne sera pas possible. Le secteur mobile est donc un partenaire clé pour le gouvernement dans la réalisation de ses objectifs.

Grâce à ce partenariat, le secteur mobile peut contribuer à certains des éléments clés du plan du Gouvernement. Mais, pour réussir, elle nécessite le soutien du gouvernement et de toutes les autorités fédérales et étatiques applicables pour surmonter les graves défis liés à la stabilité financière du secteur et d'autres obstacles critiques auxquels il est actuellement confronté.

Les tableaux suivants résument les éléments clés de ce partenariat. Dans le cadre de cette initiative, les fournisseurs de services mobiles offrent un soutien continu à la Les objectifs du gouvernement sur l'économie numérique demandent également des changements de politique à la part du gouvernement et des autorités de régulation. Ce rapport a quantifié l'impact anticipé de ces changements de politique sur le secteur et au-delà.

Comment les prestataires de services peuvent soutenir le gouvernement dans la réalisation de ses objectifs d'économie numérique

Investissement continu dans les infrastructures de communication à haute capacité, y compris les réseaux 4G et 5G ainsi que l'infrastructure des câbles en fibre optique

Les prestataires de services continueront d'investir dans les infrastructures numériques pour soutenir l'économie numérique au Nigeria, à condition que l'environnement économique et réglementaire s'améliore de manière à soutenir un investissement durable.

Développement et participation à des partenariats public-privé sur des programmes de services et d'applications publics numériques

Ces paiements peuvent être intégrés aux paiements numériques, notamment le gouvernement électronique, l'éducation, la santé, les villes intelligentes et la sécurité. Elles incluent la refonte et l'automatisation des processus internes, les interfaces numériques entre le gouvernement et les citoyens et entre le gouvernement et les entreprises, les applications de paiement numérique et d'autres formes de transactions numériques, ainsi que des programmes de littératie et de compétences numériques tels que MISTT de la GSMA.

Une approche réglementaire de type bac à sable devrait être adoptée pour ces services, comme c'est de plus en plus adopté pour les services fintech et numériques dans d'autres pays et lancé l'an dernier par la Banque centrale du Nigeria pour la fintech.[107]

Conception et mise en œuvre d'applications numériques pour soutenir le développement du secteur privé et la formalisation de l'économie

Les prestataires de services peuvent soutenir l'adoption des technologies numériques dans le secteur privé grâce à leurs relations commerciales avec toutes les entreprises du Nigeria, des grandes entreprises aux micro-entrepreneurs. Une approche réglementaire de type bac à sable pour ces technologies et applications favoriserait l'innovation et l'adoption.

Complété par la numérisation des processus d'enregistrement gouvernemental, cela accélérera la transformation numérique et soutiendra le processus de formalisation de l'économie ainsi que l'élargissement de la base fiscale.

Fourniture d'une qualité de service (QoS) améliorée

L'industrie reconnaît que la délivrance d'une QoS élevée est non négociable. La réalisation de cela doit principalement se faire par les forces du marché. Cependant, le secteur pourrait bénéficier d'un engagement avec l'autorité de régulation à ce sujet. Cela pourrait être initié par une consultation avec les prestataires de services sur une stratégie visant à améliorer la qualité du service que les clients connaissent. Cela pourrait inclure, par exemple, une évolution progressive d'un cadre QoS à un cadre de qualité de l'expérience (QoE), incluant un plan d'action pour relever les obstacles sous-jacents à la QoS et à la QoE.

107 Les bacs à sable réglementaires dans le secteur des télécommunications permettent de tester des technologies et des modèles économiques pendant une période spécifiée. Les services bac à sable ne sont généralement pas soumis à l'ensemble du régime réglementaire et peuvent recevoir davantage de directives réglementaires de la part des autorités, sous réserve des délais et des délais définis par l'autorité de régulation. Voir pages 20 – 21 du Manuel de réglementation numérique (itu.int). Voir https://documents1.worldbank.org/curated/en/912001605241080935/pdf/Global-Experiences-from-Regulatory-Sandboxes.pdf les expériences mondiales de la Banque mondiale dans le rapport Regulatory Sandboxes : https://documents1.worldbank. org/curated/en/912001605241080935/pdf/Global-Experiences-from-Regulatory-Sandboxes.pdf. Voir le bac à sable réglementaire des marchés financiers kényans : Comment cela fonctionne (cma.or.ke). Voir Bac à sable réglementaire de l'Autorité des communications du Kenya | Autorité des communications du Kenya. Voir Accueil du bac à sable réglementaire de la Banque centrale du Nigeria | Bac à sable réglementaire (cbn.gov.ng)



Les changements de politique que le secteur demande afin de pouvoir apporter son soutien aux objectifs du gouvernement en matière d'économie numérique.

Mise en œuvre de la législation sur les infrastructures nationales critiques

L'article 3(1) de la loi sur la cybercriminalité de 2024 confère au Président le pouvoir de désigner certains systèmes informatiques, et/ou réseaux, comme constituant une infrastructure nationale d'information critique, par décret publié dans le Journal officiel fédéral, sur recommandation du conseiller à la sécurité nationale. Cela doit être priorisé et accéléré pour sa mise en œuvre et sa mise en œuvre. Cela inclut des règlements proposés visant à criminaliser les infractions endommageant la fibre et à augmenter les sanctions imposées aux délinquants.[108]

Simplification et amélioration du processus d'émission de RoW

Un système cohérent et équitable de recharge et d'administration des RoW est nécessaire à l'échelle nationale. Pour y parvenir, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- Toutes les autorités gouvernementales (aux niveaux national et infranational) devraient appliquer la redevance nationale maximale de 145 Naira par LSQM, adoptée par le Conseil économique national (NEC) pour le déploiement de la fibre dans tous les États du Nigeria.
- Il devrait y avoir un point de contact unique dans chaque État pour le processus de demande de RoW. Ce processus devrait être numérisé dans tous les États afin d'accélérer la gestion des demandes de RoW.La durée du processus d'approbation doit être limitée à un mois maximum.

108 Nigeria criminalisera les dégâts causés par la fibre après avoir causé une perte de 27 milliards d'euros (techcabal.com)

Simplification et réduction de la charge fiscale sur le secteur mobile

Reconnaissant l'important travail mené par le Comité présidentiel sur la politique budgétaire et la réforme fiscale, il est recommandé qu'un examen complet du niveau et de l'impact de la fiscalité sur le secteur ainsi que des objectifs du gouvernement en matière d'économie numérique soit entrepris.

Cette révision devrait envisager de réduire à un système fiscal à un seul chiffre, comme l'a indiqué le Président, ainsi que d'autres recommandations faites par la soumission de l'Association des Opérateurs de Télécommunications Agréés du Nigeria (ALTON) au Comité en septembre 2023, notamment :

- harmoniser l'accord de charge de la Guerre de Terre à travers tous les États ;
- supprimer les modifications de la loi sur la taxe sur la valeur ajoutée, qui soumet désormais à la TVA les antenes de radio et de télévision, les lignes de transmission et les antennes cellulaires (stations de base) ;
- Reconsidérer et réduire l'augmentation du fonds fiduciaire fiscal pour l'enseignement supérieur de 2,5 % à 3 % prévue par la Finance Act 2023 ;
- Supprimer la retenue à la source à 10 % sur les revenus des fournisseurs d'infrastructures de tours ;
- La suspension des droits d'accise sur les services télécoms est bienvenue et devrait être complètement supprimée de la loi sur les finances ;
- Réduire la taxe à l'importation sur les marchandises venant de l'extérieur de l'Afrique pour le secteur ;
- La récente modification de l'article 32 de la loi sur l'impôt sur le revenu des sociétés supprime l'allocation de capital sur les biens et services de télécommunications, et devrait être rétablie ;
- Une TVA inférieure de 7,5 % sur l'importation de diesel pour le secteur ; et
- Insérer un amendement constitutionnel complet pour clarifier les pouvoirs des gouvernements fédéral, étatique et local en matière de fiscalité, atténuant ainsi l'ambiguïté entourant les obligations fiscales.

Prendre ces mesures réduit les coûts d'exploitation de l'industrie et libère des revenus supplémentaires pour investir dans l'infrastructure et les services réseaux. Cela se traduirait également par des prix de détail plus bas (sous réserve des réglementations tarifaires de la NCC).

Création d'un environnement réglementaire soutenant l'investissement durable

Adapter l'environnement réglementaire à un environnement plus favorable à l'investissement durable profiterait aux clients, au gouvernement et à l'économie dans son ensemble.

- Il est recommandé d'adopter les mesures suivantes :
- Modifier la base de facturation des frais de spectre de USD à Naira ;
- Supprimer les réglementations de contrôle des prix tarifaires de détail et concentrer la régulation tarifaire sur les services de gros tels que l'interconnexion. En attendant, si les contrôles des prix au détail sont maintenus, il devrait y avoir :
- des révisions tarifaires périodiques, assurant l'évaluation des coûts de fourniture de services conformément à la législation applicable, permettant des ajustements pour refléter l'évolution du coût des intrants dans les entreprises et faciliter l'investissement dans une meilleure couverture réseau et la qualité du service (veuillez consulter la section 4 de ce rapport pour les raisons en ce sens) ; et
- l'introduction d'une réglementation tarifaire plus favorable à la concurrence, où les tranches de prix supérieures et inférieures sont fixées par le NCC, permettant aux fournisseurs de services de lancer des services sans approbation préalable du CNC, à condition que les tarifs restent dans ces tranches ; et
- Introduire une approche bac à sable réglementaire pour permettre l'innovation sectorielle dans les applications et services numériques.

Les changements de politique décrits ci-dessus se concentrent principalement sur le côté de l'offre du marché. La mise en œuvre réussie de ces politiques renforcera le développement sectoriel, avec un environnement réglementaire favorisant l'investissement durable, et l'adoption numérique. Cependant, seul, il existe des limites au rythme auquel cette croissance de l'adoption aura lieu. L'accessibilité financière et la volonté limitée de payer sont des contraintes majeures à l'adoption du numérique, en particulier chez les ménages à faibles revenus.

Les gouvernements ont un rôle à jouer pour accélérer l'adoption des technologies numériques via des initiatives du côté de la demande. Ces mesures sont généralement dans l'intérêt même du gouvernement mais bénéficient aussi d' une demande croissante pour les services numériques. Un exemple est la mise en œuvre des pièces d'identité numériques. Des initiatives de ce type sont un élément clé de la transformation numérique de la prestation de services publics, mais elles ont aussi pour effet de stimuler l'adoption numérique car les citoyens considèrent comme dans leur intérêt d'obtenir une pièce d'identité numérique si cela leur permet d'accéder aux services. Le tableau ci-dessous fournit des exemples d'initiatives supplémentaires stimulant la demande que le gouvernement pourrait entreprendre afin de favoriser l' adoption numérique.

Piliers	Recommendations
Augmentation de l'adoption et de l'accès aux technologies numériques par les consommateurs	• Soutenir les programmes de compétences numériques à travers les populations cibles (rurales, de genre, jeunes), y compris en matière d'IA.Réduire les barrières à l'accessibilité – travailler avec l'industrie, les agences de service universel et les institutions d'investissement internationales sur des mesures et des incitations (par exemple, supprimer des taxes supplémentaires sur les services mobiles, subventions aux appareils, tarifs de données à taux zéro / à moindre coût pour le gouvernement numérique • services, microprêts et systèmes de paiement pour smartphones, frais de paiement électronique zéro et à coût réduit pour les services gouvernementaux prioritaires). • Le déploiement continu des infrastructures de télécommunications et l'augmentation des points d'accès pour les services gouvernementaux numériques – couverture et capacité du réseau mobile , fibre optique ciblée, zones d'accès à l'administration gouvernementale et communautaires, satellites ruraux, alimentation électrique, cadre réglementaire favorable et autres mesures pour accroître l'accès. • Soutenez les initiatives visant à améliorer l'accessibilité financière des appareils haut débit. Cela peut impliquer un soutien à des initiatives visant à établir la capacité d'assemblage de dispositifs au Nigeria, si les bénéfices sont déterminés of such a strategy would outweigh the costs to the government and consumers.
Augmentation de l'adoption et de l'accès aux technologies numériques par les entreprises	• Soutenir la diversification de l'économie par la numérisation. • Allouer des financements et des capacités institutionnelles au développement et à l'adoption d'initiatives numériques pour des secteurs traditionnels tels que l'agriculture, le commerce, la chaîne d'approvisionnement, la fabrication, le tourisme, y compris l'agriculture de précision et les initiatives Industrie 4.0. • Incitations aux entreprises à adopter les technologies numériques. En particulier, soutenir le développement de programmes d'entrepreneuriat numérique et l'adoption des technologies numériques par les PME. • Mettre en place des programmes pour promouvoir la R&D et l'innovation technologique dans le secteur privé via des subventions ou des incitations, ainsi que des bacs à sable réglementaires. • Améliorer les réglementations spécifiques pour les industries numériques, telles que le business numérique registration, taxes, IP rights, ensure private equity/venture capital (PE/ VC) regulations allow funds to be formed as limited partnerships.

Piliers	Recommendations
Gouvernement numérique	• Poursuite de la mise en œuvre des projets de transformation numérique, en travaillant dans partenariat avec l'industrie de différents ministères aux niveaux fédéral et étatique. • Accélérer l'adoption des programmes d'identification numérique, intégrés aux principaux programmes de gouvernement numérique, de villes intelligentes et de services publics. • Intégrer la centralité utilisateur et les contributions publiques aux initiatives de gouvernement électronique . • Allouer des financements et des capacités institutionnelles aux initiatives de gouvernement électronique. • Renforcer les solutions numériques pour favoriser la rationalisation des dépenses et réduire les fuites. • Amélioration des performances de la plateforme (réduction des temps d'arrêt de la plateforme, temps de vitesse accrus pour les transactions, versions à faible date pour les appareils mobiles) et l'expérience client avec des principes de conception facile d'utilisation pour les plateformes gouvernementales numériques. • Renforcement de la littératie numérique et des programmes de compétences ainsi que des informations de sensibilisation du public pour les institutions gouvernementales (renforcement des capacités) et les citoyens. Intégrer la formation et l'information en compétences numériques dans les plateformes gouvernementales numériques. • Créer des espaces à sable réglementaires pour encourager l'innovation et l'adoption dans les services et applications de gouvernement numérique.
Paiements numériques et services financiers	• Augmentez les canaux de paiement numériques gouvernementaux grâce à l'argent mobile. • Faciliter les envois de fonds internationaux grâce au cadre de protection des consommateurs et à la réglementation LBC. • Supprimer l'E-levy pour favoriser l'inclusion financière et l'investissement dans le système de paiements. • Faciliter le commerce transfrontalier en soutenant les flux transfrontaliers de données grâce à des cadres harmonisés de protection des données et fixer les exigences de localisation au minimum nécessaire pour atteindre les objectifs politiques essentiels et de manière à minimiser les restrictions au commerce. • Un cadre de régulation équitable pour les PSB non dirigés par les MNO et les PMN, par exemple en abaissant les exigences de capital pour les PSB et en supprimant les restrictions sur les services de crédit

Piliers	Recommendations
Renforcez la confiance et la confiance dans la sécurité et la sûreté numériques	• Afin de débloquer le financement de la numérisation de l'économie, envisagez des options politiques pour débloquer des ressources au niveau national, telles que : • Renforcer la transparence dans le secteur extractif grâce à la numérisation des paiements et des registres d'impôts, à la vérification numérique des données de revenus et à la production de rapports. • Améliorer l'accès au système fiscal en renforçant le dépôt numérique des déclarations fiscales, le calcul automatique et le paiement numérique des impôts. • Utilisez les registres numériques de propriété pour renforcer le système de taxe foncière. • La numérisation des secteurs économiques apportera plus de revenus à moyen terme
Mobilisation des ressources nationales	Afin de débloquer le financement de la numérisation de l'économie, envisagez des options politiques pour débloquer des ressources au niveau national, telles que : • Renforcer la transparence dans le secteur extractif grâce à la numérisation des paiements et des registres d'impôts, à la vérification numérique des données de revenus et à la production de rapports. • Améliorer l'accès au système fiscal en renforçant le dépôt numérique des déclarations fiscales, le calcul automatique et le paiement numérique des impôts. • Utilisez les registres numériques de propriété pour renforcer le système de taxe foncière. • La numérisation des secteurs économiques apportera plus de revenus à moyen terme
Partenariats verts numériques sur le changement climatique et les déchets électroniques	• Participer à des initiatives internationales et continentales, des partenariats et des programmes de financement pour lutter contre le changement climatique et les déchets électroniques, et pour réaliser des contributions nationales déterminées. • Coordonné les programmes et réglementations gouvernementaux, sectoriels et organisations non gouvernementales au niveau national, notamment l'énergie, les déchets électroniques et l'adoption des technologies vertes numériques. • Voir plus d'informations sur les politiques et recommandations de la GSMA concernant le changement climatique (https://www.gsma.com/betterfuture/wp-content/uploads/2023/12/GSMA-Climate-Policy-2023.pdfGSMA-Climate-Policy-2023.pdf) et les déchets électroniques (Making-Circularity-Work-How-Digital-Innovation-enable-Circular-Economy-approaches-in-waste-management-1.pdf (gsma.com)).

GSMA Head Office
One Angel Lane
London, U.K.
EC4R 3AB
United Kingdom
Te l : +44 (0)20 7356 0600
Fax : +44 (0)20 7356 0601

